

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU LUNDI 25 SEPTEMBRE 2017

Présents : M. G. HUEZ - Président d'assemblée, M. P.-O. DELANNOIS - Echevin délégué à la fonction maïorale,
M. R. DELVIGNE, Mme L. DEDONDER, ~~M. P. ROBERT~~, Mme L. LIENARD,
MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE - Echevins;
M. R. DEMOTTE, Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE
PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mmes M.C. MARGHEM,
M.-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX,
J.-L. VIEREN, ~~D. SMETTE~~, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J.
DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, E. VANDECAVEYE, Mmes
C. GUISET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D.
CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT,
Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, ~~G. DENONNE~~, S. LECONTE -
Conseillers communaux;
M. T. LESPLINGART - Directeur général.

(*) Rudy DEMOTTE, bourgmestre empêché (article L1129-5 §1er du Code de la démocratie locale et de la décentralisation).

Le conseil communal est réuni sur convocation du collège communal remise à domicile le jeudi 14 septembre 2017.

SEANCE PUBLIQUE

1. Communications.

Le président d'assemblée, **Geoffroy HUEZ**, ouvre la séance publique à 19 heures 42 et dépose sur le bureau du conseil communal le procès-verbal de la séance du 26 juin 2017, en précisant que si aucune observation n'est formulée au cours de la présente séance, il sera considéré comme adopté en fin de séance.

La séance débute par un double hommage.

Tout d'abord, celui rendu à Alfred GADENNE, bourgmestre de Mouscron, décédé dans les circonstances tragiques que nous connaissons. Le président d'assemblée lui rend l'hommage suivant : "c'était à la fois quelqu'un de populaire dans le bon sens du terme, d'une gentillesse que tout le monde connaissait, totalement dévoué à sa ville. Il est décédé dans le cadre de ses fonctions. C'est un homme politique qui disparaît. La ville de Tournai adresse ses sincères condoléances à ses proches, à sa famille et également au centre démocrate humaniste qu'il a représenté pendant fort longtemps."

Il rend ensuite l'hommage suivant à Albert GREGOIRE : "Il a été conseiller à l'action sociale sous la bannière ECOLO. Il avait envisagé une carrière de prêtre ouvrier quand il était jeune. On se souviendra toujours d'Albert GREGOIRE et de ses reprises *a cappella* du "chiffon rouge" ou d'autres chants de gauche. On se souviendra aussi de quelqu'un de totalement dévoué à sa cause et de très sympathique."

Le président d'assemblée invite le conseil communal à observer un moment de recueillement en leur mémoire.

Le conseil communal prend ensuite connaissance des documents suivants mis en annexe :

- la réponse apportée par Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Jan JAMBON, à la motion adoptée par le conseil communal en séance du 29 mai 2017, exigeant la refonte substantielle du projet de restructuration de la protection civile.
- la motion adoptée par le conseil communal de Leuze-en-Hainaut en séance du 9 mai 2017 contre le projet de fermeture de l'unité opérationnelle de la protection civile de Ghlin.
- la motion adoptée par le collège communal de Comines- Warneton en séance du 26 juin 2017 contre le projet de fermeture de l'unité opérationnelle de la protection civile de Ghlin.
- la motion adoptée par le conseil communal d'Antoing en séance du 18 mai 2017 contre le projet de fermeture de l'unité opérationnelle de la protection civile de Ghlin.
- la motion adoptée par le conseil communal de Lessines en séance du 31 août 2017 contre le projet de fermeture de l'unité opérationnelle de la protection civile de Ghlin.
- la motion adoptée par le conseil communal de Mouscron en séance du 28 août 2017 contre le projet de fermeture de l'unité opérationnelle de la protection civile de Ghlin.

Monsieur le Président d'assemblée précise enfin que deux questions orales ont été déposées en application de l'article 70 du règlement intérieur du conseil communal :

- 1) Déroulement de la braderie de septembre 2017, déposée par Monsieur le Conseiller communal Simon LECONTE. Il y sera répondu en fin de séance publique par Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS.
- 2) Etude visant à comprendre et analyser la mécanique commerciale dans le centre-ville et ayant trait également à l'ASBL Tournai centre-ville, déposée par Monsieur le Conseiller communal Xavier DECALUWÉ. Il y sera répondu en fin de séance publique par Madame l'Échevine du commerce, Ludivine DEDONDER.

<u>2. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, chaussée de Renaix, 24. Création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.</u>
--

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, fait observer, exemples à l'appui, que certaines décisions prises par le conseil communal en matière de roulage ne sont pas mises en oeuvre par les services communaux ou le sont tardivement. Elle demande quelles en sont les raisons.

L'intervention de Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, va dans le même sens. Il souhaite, par ailleurs, que les conseillers communaux soient informés de la mise en oeuvre réservée à ces mêmes décisions.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, rappelle que toutes les décisions prises par le conseil communal en matière de roulage sont soumises à la tutelle spéciale d'approbation. Celle-ci doit s'exercer dans un délai déterminé à partir d'un accusé de réception qui est fixé par la tutelle elle-même. Ceci explique pour partie les délais qui peuvent paraître anormalement longs.

Le parcours assez complexe de ces dossiers, dont il reprecise les méandres, constitue un autre élément d'explication.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 3 avril 2001 relative aux réservations de stationnement pour les personnes handicapées;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile de la chaussée de Renaix, 24 à 7500 Tournai;

Considérant l'avis favorable du service de police qui précise que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé, à savoir :

- être en possession de la carte spéciale de stationnement pour personnes handicapées;
- le domicile ne dispose pas de garage, d'accès carrossable ou de parking privé;
- posséder un véhicule ou être conduit par une personne résidant au même domicile et disposant d'un véhicule;

Considérant que le conseil communal du 31 mars 2014 avait déjà approuvé la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées à cet endroit, signalé par le panneau E9a avec l'additionnel handicapé et la mention de distance "6 mètres", et que cette mention sera remplacée par la mention "12 mètres" afin de regrouper les deux emplacements;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie régionale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : dans la chaussée de Renaix à Tournai, face au n° 24, un second emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante «12 m». L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

<u>3. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue Garnier, 8.</u> <u>Création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.</u>

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 3 avril 2001 relative aux réservations de stationnement pour les personnes handicapées;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile de la rue Garnier, 8 à 7500 Tournai;

Considérant l'avis favorable du service de police qui précise que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé, à savoir :

- être en possession de la carte spéciale de stationnement pour personnes handicapées;
- le domicile ne dispose pas de garage, d'accès carrossable ou de parking privé;
- posséder un véhicule ou être conduit par une personne résidant au même domicile et disposant d'un véhicule;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue Garnier à Tournai, face au n°8, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "6m". L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

<u>4. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue Barthélémy Frison, 67. Création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.</u>

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 3 avril 2001 relative aux réservations de stationnement pour les personnes handicapées;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile de la rue Barthélémy Frison à 7500 Tournai;

Considérant l'avis favorable du service de police qui indique que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé, à savoir :

- être en possession de la carte spéciale de stationnement pour personnes handicapées;
- le domicile ne dispose pas de garage, d'accès carrossable ou de parking privé;
- posséder un véhicule ou être conduit par une personne résidant au même domicile et disposant d'un véhicule;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : dans la rue Barthélémy Frison à Tournai, face au n° 67, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante «6m». L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

<u>5. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, chaussée de Renaix, 383. Création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.</u>

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 3 avril 2001 relative aux réservations de stationnement pour les personnes handicapées;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile de la chaussée de Renaix, 383 à 7540 Rumillies;

Considérant l'avis favorable du service de police qui stipule que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé, à savoir :

- être en possession de la carte spéciale de stationnement pour personnes handicapées;

- le domicile ne dispose pas de garage, d'accès carrossable ou de parking privé;
- posséder un véhicule ou être conduit par une personne résidant au même domicile et disposant d'un véhicule;

Considérant que deux emplacements de stationnement pour personnes handicapées existent déjà face au 385 et 387 de la chaussée de Bruxelles, approuvés respectivement par le conseil communal du 18 juin 2012 et du 9 décembre 2013, signalés par le panneau E9a avec l'additionnel handicapé et la mention de distance "12 mètres". Cette mention sera remplacée par la mention "18 mètres" afin de regrouper les trois emplacements;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie régionale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : dans la chaussée de Renaix à Rumillies, face au n° 383, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées, dans le prolongement d'une mesure similaire existante.

Cette nouvelle mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "18 m". L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

<p><u>6. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue Général Piron, 13. Création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.</u></p>
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu la circulaire ministérielle du 3 avril 2001 relative aux réservations de stationnement pour les personnes handicapées;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la demande d'une personne qui sollicite la création d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées face à son domicile de la rue Général Piron, 11 - boîte 2 à 7500 Tournai;

Considérant l'avis favorable du service de police qui précise que l'intéressé est dans les conditions imposées par le service public de Wallonie pour qu'un tel emplacement soit créé, à savoir:

- être en possession de la carte spéciale de stationnement pour personnes handicapées;
- le domicile ne dispose pas de garage, d'accès carrossable ou de parking privé;

- posséder un véhicule ou être conduit par une personne résidant au même domicile et disposant d'un véhicule;

Considérant qu'il est impossible à créer face au n°11 de la rue Général Piron, l'emplacement de stationnement sera situé face au n°13 de la même rue;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue Général Piron à Tournai, face au n°13, un emplacement de stationnement est réservé aux personnes handicapées.

Cette mesure sera matérialisée par le placement d'un signal E9a avec pictogramme des handicapés et flèche montante "6m". L'emplacement sera délimité au sol par des lignes blanches avec reproduction du sigle.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

<p><u>7. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue Crespel, 36.</u> <u>Suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.</u></p>
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de circulation routière sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la décision du conseil communal du 13 septembre 1999 réservant un emplacement de stationnement aux personnes handicapées face au n°36 de la rue Crespel à Tournai;

Considérant que cet emplacement n'a plus lieu d'être en raison du placement en home du bénéficiaire;

Considérant le rapport de police;

Considérant le plan de situation joint;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue Crespel à Tournai, face au n°36, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées est supprimé.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public,

conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

<u>8. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue Edouard Valcke, 29. Suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.</u>

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de circulation routière sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la décision du conseil communal du 22 octobre 2012 réservant un emplacement de stationnement aux personnes handicapées face au n°29 de la rue Edouard Valcke à Tournai;

Considérant que cet emplacement n'a plus lieu d'être vu le décès de la bénéficiaire;

Considérant le rapport de police;

Considérant le plan de situation joint;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue Edouard Valcke à Tournai, face au n°29, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées est supprimé.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

<u>9. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Kain, rue des Thermes, 22. Suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.</u>

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de circulation routière sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Considérant la décision du conseil communal du 22 février 2016 réservant un emplacement de stationnement aux personnes handicapées face au n° 22 de la rue des Thermes à Kain;
Considérant que cet emplacement n'a plus lieu d'être, vu le décès du bénéficiaire;
Considérant le rapport de police;
Considérant le plan de situation joint;
Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : dans la rue des Thermes à Kain, face au n° 22, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées est supprimé.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

<u>10. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, chaussée de Willemeau, 247. Suppression d'un emplacement de stationnement pour personnes handicapées.</u>
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;
Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de circulation routière sur les voiries communales;
Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;
Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Considérant la décision du conseil communal du 27 janvier 1997 réservant un emplacement de stationnement aux personnes handicapées face au n° 247 de la chaussée de Willemeau à Tournai;
Considérant que cet emplacement n'a plus de raison d'être vu le décès du bénéficiaire;
Considérant le rapport de police;
Considérant le plan de situation joint;
Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1er : dans la chaussée de Willemeau à Tournai, face au n° 247, l'emplacement de stationnement réservé aux personnes handicapées est supprimé.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

11. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Froyennes, rue de la Terre à Briques. Limitation de tonnage. Exception pour les bus.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de circulation routière sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la décision prise par le conseil communal du 19 septembre 2011 d'interdire les véhicules d'un tonnage supérieur à 3,5t, sauf convois agricoles, dans la rue de la Terre à Briques à Froyennes, partie comprise entre la chaussée de Lannoy et son intersection avec la rue de la Forêt;

Considérant que les services du TEC-Hainaut sollicitent une modification de la signalisation dans cette partie de la rue de la Terre à Briques;

Considérant qu'en effet, cette partie de voirie est interdite aux véhicules d'un tonnage supérieur à 3,5t, sauf convois agricoles, et n'est donc pas accessible aux bus;

Considérant, toutefois, que les bus spéciaux du TEC-Hainaut et autres empruntent cette voirie pour desservir l'école d'enseignement spécialisé "Le Saulchoir";

Considérant le rapport de police;

Considérant le plan de situation joint;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue de la Terre à Briques à Froyennes, la mention additionnelle "Sauf convois agricoles", associée à l'interdiction aux véhicules dont la masse en charge dépasse 3,5 tonnes, est complétée par la mention additionnelle "Excepté bus".

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

12. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Orcq. Création de deux zones 50km/heure.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;
Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Considérant que, suite à l'interpellation d'un riverain qui sollicite le placement d'un panneau "50km/h" au chemin Landaise à Orcq, un rapport de police a été rédigé afin d'établir deux zones "50km/h" de part et d'autre de la chaussée de Lille;
Considérant que l'une des zones est occupée principalement par une résidence à forte concentration d'habitat et que l'autre zone est l'ancien village d'Orcq, avec ses rues peu larges et ses maisons contiguës;
Considérant le plan de localisation joint en annexe;
Considérant que la mesure s'applique à des voiries communales;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : à Orcq, deux zones "50km/h" sont établies dans les rues suivantes :

- a. zone 1 : au sud de la chaussée de Lille
 - rue Victor Crombez, entre la chaussée de Lille et le Vieux chemin de Bouvignes
 - résidence Charles Lelubre, y compris les allées 1, 2 et 3
 - rue de la Chapelle
 - chemin Landaise, entre le n°7 et la chaussée de Lille
- b. zone 2 : au nord de la chaussée de Lille
 - Vieux chemin de Lille
 - rue de l'Eglise Sainte-Agathe, entre le n°27 et le Vieux chemin de Lille
 - rue Gaston Horlait
 - rue de la Fontaine d'Arnouville.

Ces mesures seront matérialisées par le placement de signaux à validité zonale F4a en début de zone et F4b en fin de zone.

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

<u>13. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Esplechin, rue du Pont d'Eau. Limitation de la vitesse à 50 km/heure.</u>

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;
Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;
Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;
Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;
Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;
Vu les décisions du conseil communal du 25 octobre 2004 fixant les limites des agglomérations d'Esplechin et Froidmont;

Considérant les doléances des riverains de la rue du Pont d'Eau à Esplechin concernant la vitesse excessive;

Considérant qu'une partie de cette voirie située dans l'agglomération d'Esplechin est déjà limitée à 50km/heure;

Considérant que dans la partie située au-delà de la limite d'agglomération et rejoignant la rue de l'Aventure à Rumes, la vitesse actuellement autorisée est de 90km/heure;

Considérant que cette partie de voirie est maintenant bordée d'habitations et qu'elle présente une incohérence par rapport à la rue de l'Aventure à Rumes où la limitation de vitesse est de 50km/heure;

Considérant que le service de police propose d'étendre la limitation à 50km/heure dans la rue du Pont d'Eau, au-delà du panneau de fin d'agglomération;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03/09/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue du Pont d'Eau à Esplechin, partie comprise entre le panneau F3a (fin d'agglomération) et le carrefour formé par le chemin de Rumes et la rue de l'Aventure à Rumes, la vitesse est limitée à 50km/heure.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux C43 (50km/h).

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

<u>14. Police de roulage. Règlement complémentaire communal. Tournai, rue Crespel.</u> <u>Mise en zone bleue.</u>
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 2 de l'arrêté royal du 16 mars 1968 portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière pour les règlements portant sur les voiries communales;

Vu l'arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et l'usage de la voie publique;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant la décision du conseil communal du 19 septembre 2016 réglementant la nouvelle gestion du stationnement en zone bleue dans le quartier formé par les rues:

- Cottrel
- André Hennebicq
- des Sports
- Allard l'Olivier
- Jean de Mesgrigny
- Général Piron (partie comprise entre la chaussée de Willemeau et la rue de Barges)

- de Barges (partie comprise entre le boulevard du Roi Albert et la rue Général Piron)
- Vauban (partie comprise entre le boulevard du Roi Albert et la rue de la Citadelle)
- de la Citadelle (partie comprise entre la rue des Sports et la rue Vauban)
- comprises dans l'enceinte du site De Bongnie
- chaussée de Willemeau (partie comprise entre l'avenue Montgomery et la rue Doublet)
- avenue Montgomery
- boulevard Lalaing (côté CHwapi et CPAS);

Considérant la décision du conseil communal du 3 mai 2017 établissant une zone bleue "2 heures" dans la rue des Bergers à Tournai;

Considérant que, suite à la pétition des riverains de la rue Crespel, le service de police propose d'étendre la zone bleue du quartier "CHwapi" à cette rue;

Considérant que, contiguë au niveau de la chaussée de Willemeau à cette zone bleue du quartier "CHwapi", la rue Crespel sert effectivement de parking pour les conducteurs cherchant à bénéficier d'un stationnement sans contrainte au préjudice des riverains;

Considérant le plan de localisation joint en annexe;

Considérant que la mesure s'applique à une voirie communale;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : dans la rue Crespel à Tournai, une zone bleue "2 heures" est établie, excepté pour les riverains.

Cette mesure sera matérialisée par le placement de signaux à validité zonale reprenant le pictogramme du disque de stationnement et la mention "EXCEPTE RIVERAINS".

Article 2 : le présent règlement sera soumis à l'approbation du service public de Wallonie. Il sera publié conformément à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Il entrera en vigueur dès qu'il aura été porté à la connaissance du public, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 16 mars 1968, portant coordination des lois relatives à la police de la circulation routière.

<u>15. Système d'alerte BE-Alert. Adhésion et convention cadre avec le Service public fédéral de l'Intérieur. Approbation.</u>

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que depuis quelques mois, le pouvoir fédéral a mis au point un outil moderne d'alerte multicanal : BE-Alert;

Considérant que BE-Alert est un système qui permet d'alerter les citoyens en cas de situation d'urgence et ce, via différents moyens de communication tels que les appels vocaux, les SMS, les médias sociaux, sans oublier les sirènes;

Considérant que cet outil sera géré au niveau fédéral et mis à disposition de l'ensemble des autorités locales;

Considérant qu'elles pourront bénéficier des conditions favorables obtenues et ceci, en suivant des démarches administratives minimales;

Considérant que l'utilisation de BE-Alert est liée aux différents niveaux de gestion de crise : chaque commune pourra alerter sa population sur son territoire, de même pour les gouverneurs de province ou le centre de crise au niveau national;

Considérant que des groupes spécifiques pourront être constitués (écoles, médecins...) ou en partenariat (par exemple avec les partenariats locaux de prévention) pour des alertes ciblées;

Considérant que ce système permet une alerte efficace par la sélection d'une zone d'alerte déterminée ou l'utilisation d'une liste spécifique;

Considérant que l'alerte peut se faire sur base :

- géographique (par quartier, rue, code postal)
- dynamique (par le tracé d'une zone sur une carte)
- par langue parlée (en fonction des données personnelles transmises)
- par groupes (médecins, membres d'un réseau PLP);

Considérant qu'il y a deux manières d'alerter par SMS dans ce système :

- l'adresse donnée : BE-Alert permet l'envoi de SMS aux citoyens inscrits au préalable en fonction de leur(s) adresse(s) donnée(s). Les données récoltées depuis 2014 sont intégrées dans BE-Alert. L'inscription des citoyens sera encouragée via des campagnes de communication

- la présence sur place (Alert-SMS) : en fonction de la situation d'urgence, il peut être utile d'envoyer un SMS (Alert-SMS) sur les GSM des personnes physiquement présentes sur les lieux de l'événement. Cette alerte ne nécessite pas d'enregistrement préalable;

Considérant que les avantages dérivés de ce système BE-Alert sont :

- la simplification administrative
- l'économie d'échelle d'un contrat-cadre au niveau national
- les développements pris en charge et gérés par le SPF Intérieur
- les fonctions uniques sur le marché
- des paquets de communication;

Considérant que le centre de crise fédéral, qui pilote BE-Alert et le propose aux pouvoirs publics décentralisés, agit en tant que pouvoir adjudicateur;

Considérant que chaque autorité peut, dès lors, bénéficier de conditions compétitives (économies d'échelle) en suivant des démarches administratives minimales (seuls la signature de deux conventions et l'envoi d'un bon de commande au fournisseur suffisent);

Considérant qu'afin de garantir des prix compétitifs, le centre de crise fédéral a pris à sa charge tous les coûts de développement et a négocié une participation financière limitée pour les autres utilisateurs comme les communes et les provinces;

Considérant que le module de base, qui permet d'alerter la population et des groupes précis de personnes, est indiqué pour l'utilisation qu'en ferait la Ville;

Considérant que le prix de ce module de base est fixé à 1.100,00€ hors TVA ;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 19/09/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'adhérer au système BE-Alert proposé par le centre de crise fédéral en adoptant la convention cadre dont les termes suivent :

"CONVENTION CADRE ENTRE LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR (représenté par le centre de crise) ET LES ENTITÉS

1. Introduction

Le centre de crise intervient comme centrale de marchés dans le sens de l'article 2, 4° de la loi relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services. Par conséquent, le centre de crise s'engage à faire profiter les autorités locales des clauses et des conditions des marchés ainsi que des éventuelles prolongations, conformément à l'article 15 de la loi du 15 juin 2006.

Une autorité locale, qui est confrontée à une situation d'urgence, pourra dès lors, si elle le

juge nécessaire, lancer rapidement l'alerte à la population via les canaux disponibles en bénéficiant des conditions identiques aux conditions obtenues par le centre de crise dans le cadre du marché public.

2. Objet de la convention

La présente convention concerne plusieurs instruments de travail différents mis à disposition par le centre de crise comme centrale de marchés aux partenaires dans le domaine de la sécurité. Il s'agit d'instruments élaborés pour l'appui de la planification d'urgence et de la gestion de crise (par exemple la plateforme d'alerte BE-Alert, le système de gestion de crise ICMS, un contact center,...), mais qui sont susceptibles d'avoir une application en dehors de ce domaine. Pour chaque instrument de travail, une convention spécifique à part entière a été jointe décrivant les conditions pour leur utilisation correcte et leurs domaines d'application.

3. Objectif de la convention

Pour faciliter leur utilisation rapide, les autorités sont priées de signer cette convention dans le cadre de la préparation aux situations d'urgence.

Pour les utilisateurs du logiciel 3P pour la gestion des marchés publics, le centre de crise offre un gain de temps considérable lors de l'activation de BE -Alert, comme centrale de marchés disponible via votre accès 3P habituel.

4. Parties de la convention

Cette convention est signée entre une entité (commune, zone de police,...) et le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité.

In casu (cocher la mention utile) :

☐ Entité de type 1 (Service fédéral du gouverneur, commune)¹

☐ Entité de type 2 (Zone de police, PLP, etc.)²

- Le responsable de l'entité (commune, zone de police ...)

de :

Nom :

Prénom :

Fonction :

Adresse :

.....
.....
.....

- Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur

Représenté par :

Nom : Thierry Davier

Fonction : chef de projet BE-Alert

SPF Intérieur

Direction Générale Centre de crise

Rue Ducale 53

1000 Bruxelles

1. Alerte de listes prédéfinies de contact et alerte directe des citoyens dans le cadre d'une situation d'urgence ou d'un risque de situation d'urgence ou pour des messages d'intérêt public.

2. Exclusivement l'alerte de groupes prédéfinis.

5. Propriété intellectuelle

Ce document ainsi que l'accès et l'utilisation des instruments de travail n'impliquent aucun transfert d'un droit à l'utilisateur et en particulier, aucun droit de propriété intellectuelle.

L'instrument de travail et son contenu sont protégés par les dispositions d'application en

matière de propriété intellectuelle.

6. Conditions préalables à l'utilisation par l'entité

Par cette convention, l'entité (commune, zone de police,...) s'engage à :

- ☐ Respecter une confidentialité totale en ce qui concerne les clauses et les conditions de ce marché, en particulier en ce qui concerne les conditions du prix et ce, tout au long de la durée de ce contrat.
- ☐ Ne pas vendre à des tiers les services acquis dans le cadre de cette convention.
- ☐ Constituer une réserve budgétaire suffisante pour s'assurer du paiement effectif au contractant du marché pour les commandes réalisées, comme stipulé dans les annexes de cette convention.
- ☐ Ne pas poursuivre ou conclure d'autres marchés avec l'adjudicataire pour la livraison des services décrits ci-dessus pour la durée de cette convention.

Le non-respect de l'une des clauses peut mettre fin à la mise à disposition du portail internet de l'entité (commune, zone de police,...).

7. Garantie

Malgré toutes les mesures en matière de subsidiarité, le centre de crise n'est pas responsable lorsque les instruments de travail proposés ne sont pas disponibles ou tombent en panne indépendamment de sa volonté. Des SLA spécifiques seront proposés pour les instruments de travail en ce qui concerne la disponibilité et seront précisés dans les cahiers de charge respectifs. Les utilisateurs sont eux-mêmes responsables pour le back-up de données cruciales.

8. Limite de responsabilité

L'exactitude et l'actualisation des données incombent à chaque utilisateur, chacun pour sa partie. Le centre de crise n'est pas responsable du contenu des données autres que celles dont le centre de crise est propriétaire et ne peut en aucun cas être jugé responsable du caractère fautif, incorrect, incomplet ou dépassé de l'information.

L'utilisation de l'information en question, à savoir la combinaison avec d'autres données ou informations, se fait sous la responsabilité de ce dernier. Le centre de crise ne peut pas être jugé responsable des dégâts résultant de l'utilisation non conforme de l'information.

Le centre de crise ne peut pas être jugé responsable des éventuelles fautes ou des éventuels dégâts directs ou indirects qui pourraient résulter de l'accès à ou de l'utilisation des instruments de travail proposés par l'utilisateur ou du malware qui pourrait toucher le système informatique, y compris les éléments logiques et physiques.

9. Promotion

L'entité s'engage aussi à soutenir le centre de crise dans ses efforts en matière de communication et de promotion relative aux instruments de travail proposés, plus particulièrement en ce qui concerne les moyens promotionnels mis à disposition par la centrale des marchés. De plus, lorsque l'entité développe elle-même sa propre publicité, elle veille à ce que celle-ci soit préalablement validée afin de respecter ainsi le standard graphique défini par le service de communication du centre de crise.

10. Test d'initiatives de l'entité

Les autorités locales peuvent aussi tester les instruments de travail dans le cadre d'un exercice de planification d'urgence (conformément aux instructions du centre de crise). Les autorités locales en informeront préalablement par écrit le centre de crise, au moins 4 semaines avant la date prévue pour l'exercice. Les contacts ultérieurs préciseront les modalités d'activation dans le cadre d'une convention spécifique propre à l'exercice.

Les éventuels frais liés à l'utilisation des instruments de travail proposés dans le cadre d'un

tel exercice en matière de gestion de crise sont pris en charge par l'entité.

11. Durée de la convention

Cette convention est valable pour une durée indéterminée.

Les conditions définies en annexe peuvent toutefois être modifiées unilatéralement par le centre de crise (exemple en cas d'intégration de nouvelles centrales de marchés, de changement de fournisseur...).

Le changement des conditions ne met toutefois pas fin à cette convention. Chaque entité inscrite sera, toutefois, mise au courant des conditions qui ont été changées et aura la possibilité d'accepter ou pas les nouvelles conditions et même de mettre fin à cette convention et ce, sans aucune sanction.

12. Loi applicable et différends

Cette convention est régie par le droit belge. Chaque différend relatif à l'exécution de cette convention relève de la compétence exclusive des cours et tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

13. Annexe

Vous trouverez en annexe les conventions spécifiques qui, en fonction des instruments de travail utilisés, font intégralement partie de cette convention.

Celles-ci peuvent être actualisées.

Fait à, le

En deux exemplaires originaux,

Pour l'entité,

Pour le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur" .

<u>16. Système d'alerte BE-Alert. Convention entre la Ville et le Service public fédéral de l'Intérieur. Approbation.</u>
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que depuis quelques mois, le pouvoir fédéral a mis au point un outil moderne d'alerte multicanal : BE-Alert;

Considérant que BE-Alert est un système qui permettra d'alerter les citoyens en cas de situation d'urgence et ce, via différents moyens de communication tels que les appels vocaux, les SMS, les médias sociaux, sans oublier les sirènes;

Considérant que cet outil sera géré au niveau fédéral et mis à disposition de l'ensemble des autorités locales;

Considérant qu'elles pourront bénéficier des conditions favorables obtenues et ceci, en suivant des démarches administratives minimales;

Considérant que l'utilisation de BE-Alert est liée aux différents niveaux de gestion de crise : chaque commune pourra effectuer des alertes pour la population de son territoire, de même pour les gouverneurs de province ou le centre de crise au niveau national;

Considérant que des groupes spécifiques pourront être constitués (écoles, médecins...) ou en partenariat [par exemple avec les PLP (partenariats locaux de prévention)] pour des alertes ciblées;

Considérant que ce système permet une alerte efficace par la sélection d'une zone d'alerte déterminée ou l'utilisation d'une liste spécifique;

Considérant que l'alerte peut se faire sur base :

- géographique (par quartier, rue, code postal)
- dynamique (par le tracé d'une zone sur une carte)
- par langue parlée (en fonction des données personnelles transmises)
- par groupes (médecins, membres d'un réseau PLP);

Considérant qu'il y a deux manières d'alerter par SMS dans ce système :

- l'adresse donnée : BE-Alert permet l'envoi de SMS aux citoyens inscrits au préalable en fonction de leur(s) adresse(s) donnée(s). Les données récoltées depuis 2014 sont intégrées dans BE-Alert. L'inscription des citoyens sera encouragée via des campagnes de communication;

- la présence sur place (Alert-SMS) : en fonction de la situation d'urgence, il peut être utile d'envoyer un SMS (Alert-SMS) sur les GSM des personnes physiquement présentes sur les lieux de l'événement. Cette alerte ne nécessite pas d'enregistrement préalable;

Considérant que les avantages dérivés de ce système BE-Alert sont

- la simplification administrative
- l'économie d'échelle d'un contrat-cadre au niveau national
- les développements pris en charge et gérés par le SPF Intérieur
- les fonctions uniques sur le marché
- des paquets de communication;

Considérant que le centre de crise fédéral, qui pilote BE-Alert et le propose aux pouvoirs publics décentralisés, agit en tant que pouvoir adjudicateur;

Considérant que chaque autorité peut dès lors bénéficier des conditions compétitives (économies d'échelle), en suivant des démarches administratives minimales (seuls la signature de deux conventions et l'envoi d'un bon de commande au fournisseur suffisent);

Considérant qu'afin de garantir des prix compétitifs, le centre de crise fédéral a pris à sa charge tous les coûts de développement et a négocié une participation financière limitée pour les autres utilisateurs comme les communes et les provinces;

Considérant que le module de base, qui permet d'alerter la population et des groupes précis de personnes, est indiqué pour l'utilisation qu'en ferait la ville de Tournai;

Considérant que le prix de ce module de base est fixé à 1.100,00€ hors TVA;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 19/09/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'adhérer au système d'alerte développé par le centre de crise fédéral BE-Alert et d'approuver la convention avec le service public fédéral de l'Intérieur, dont les termes suivent :

"CONVENTION ENTRE LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR (représenté par le centre de crise) ET LA VILLE DE TOURNAI

Convention entre le ministre de la Sécurité et de l'Intérieur (représenté par le centre de crise) et la ville de Tournai.

Affiliation à la centrale de marchés du service public fédéral de l'Intérieur, pour la livraison d'un portail internet pour l'alerte et l'information à la population: BE-Alert.

1. Introduction

Le centre de crise a conclu en octobre 2016 un marché public pour des services en ce qui concerne un système d'alerte et d'information à la population (BE-Alert).

Une autorité locale pourra dès lors, si elle le juge nécessaire, lancer rapidement l'alerte

à la population via les canaux disponibles en bénéficiant des conditions identiques aux conditions obtenues par le centre de crise dans le cadre du marché public.

2. Objet de la convention

Cette convention concerne l'utilisation de BE-Alert. BE-Alert est une plateforme d'alerte permettant à l'autorité d'alerter et/ou informer directement à l'aide de diverses technologies la population et les acteurs-clés.

3. Objectif de la convention

Cette convention a pour objectif de définir les conditions d'utilisation de BE-Alert. Pour garantir une sécurité juridique et rendre possible une légalisation sûre lors de la mise en fonction de l'alerte, la conclusion de cette convention est une condition de base pour chaque utilisation de BE-Alert par l'autorité compétente.

4. Parties de la convention

Cette convention est signée entre la ville de Tournai et le Ministre de l'Intérieur et de la Sécurité.

In casu (cocher la mention utile) :

☒ Entité de type 1 (Service fédéral du gouverneur, commune)

☐ Entité de type 2 (Zone de police, PLP, etc.)

- Le responsable de l'entité de TOURNAI

Nom : DELANNOIS

Prénom : Paul-Olivier

Fonction : Echevin délégué à la fonction maïorale

Adresse : 52, rue Saint-Martin à 7500 Tournai

- Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur

Représenté par :

Nom : Thierry Davier

Fonction : chef de projet BE-Alert

SPF Intérieur

Direction générale Centre de crise

Rue Ducale 53 - 1000 Bruxelles

1. Alerte de listes prédéfinies de contacts et alerte directe des citoyens dans le cadre d'une situation d'urgence ou d'un risque de situation d'urgence ou pour des messages d'intérêt public.

2. Exclusivement l'alerte de groupes prédéfinis.

5. Propriété intellectuelle

Ce document ainsi que l'accès et l'utilisation des instruments de travail n'impliquent aucun transfert d'un droit à l'utilisateur et en particulier aucun droit de propriété intellectuelle.

L'instrument de travail et son contenu sont protégés par les dispositions d'application en matière de propriété intellectuelle.

6. Spécificité de BE-ALERT

En général, les conditions sont fixées dans l'accord-cadre conclu par le centre de crise et d'application pour cette convention. Les clauses techniques et administratives et les conditions du marché public pour les services sont disponibles sur le site internet

<https://enot.publicprocurement.be> sous la référence IBZ/DGCC/AL/2015/BE-ALERT/001. Ce marché a été attribué à la firme Nextel (Koralenhoeve 15, 2160 Wommelgem) pour une durée de maximum six ans avec comme extrême date finale le 21 septembre 2022.

Les conditions peuvent toutefois être modifiées unilatéralement par le centre de crise (exemple en cas d'intégration de nouvelles centrales de marchés, de changement de

fournisseur...). Le centre de crise assure en particulier l'opérationnalité continue du portail internet afin de permettre à l'autorité compétente de déclencher à tout instant l'alerte.

7. Modalités relatives à l'activation et l'utilisation par l'entité

Pour les entités type 2 (alerte de listes préalablement définies):

Pour ces entités, le service est uniquement disponible pour les groupes préalablement définis. Les alertes aux groupes préalablement définis peuvent être réalisées sans restriction, selon le choix de l'entité.

Pour les entités qui ont souscrit à l'option PLP (partenariat local de prévention), le service est uniquement disponible pour les citoyens qui font partie d'un groupe PLP spécifique. Les alertes aux groupes préalablement définis peuvent être exécutées sans restriction en fonction du choix de l'entité mandatée, selon l'accord du coordination BIN et/ou le responsable policier pour BIN.

7.1. Conditions préalables

La ville de Tournai est responsable des données nécessaires pour l'activation de BE-Alert, notamment les données des personnes compétentes (leurs codes d'accès) .

7.2. Procédure d'activation

Pour déclencher une alerte, la ville de Tournai suit la procédure mentionnée dans le "mode d'emploi" et les documents remis dans le cadre de la formation.

7.3. Promotion de l'inscription des citoyens

Le système BE-Alert est basé sur les données des citoyens qui se sont inscrits sur une base volontaire. La ville de Tournai s'engage à soutenir le centre de crise dans ses efforts en matière de communication et promotion relatives au projet BE-Alert comme défini au point 7 «Promotion de la convention générale».

7.4. Protection des applications et confidentialité des données

La ville de Tournai s'engage à assurer la protection de l'application et la confidentialité des données. Elle respectera aussi strictement les mesures imposées par le centre de crise. En se basant sur la politique générale de sécurité. Les actes suivants sont d'avance interdits :

- ☐ La transmission écrite des mots de passe
- ☐ L'utilisation d'un même mot de passe pour différentes entités
- ☐ L'utilisation abusive du système à des fins commerciales et promotionnelles
- ☐ L'utilisation abusive (exemple consultation, copiage,...) des données personnelles
- ☐ ...

Les données personnelles utilisées dans le cadre de cet accord, sont traitées conformément à la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Le centre de crise peut à tout moment communiquer les directives supplémentaires relatives à la protection du système et la confidentialité des données aux entités inscrites. Toute constatation du non-respect de ces directives peut entraîner la fermeture de l'accès à BE-Alert.

8. Conditions financières

Les frais liés à l'installation initiale de la plateforme (installation) et la garantie de fonctionnement du système pendant la durée de la convention, sont pris en charge par le SPF Intérieur pour toutes les autorités concernées.

Les frais uniques liés à l'activation initiale d'une entité dans le système (paramètres spécifiques...) sont supportés par l'entité qui commande ce service.

L'abonnement annuel composé des frais récurrents liés à l'entretien d'une entité dans le système est supporté par l'entité qui commande le service.

Les frais liés à l'utilisation effective de BE-Alert sont supportés par l'entité qui déclenche l'alerte. Ces frais d'utilisation (post-paid) couvrent les frais liés aux communications payantes (messages vocaux et SMS).

Pour les autres besoins, des unités de communication payées à l'avance (pre-paid) pourront être directement achetées à des prix préférentiels (prix unitaire indiqué dans le bon de

commande) aux fournisseurs, au nom de l'entité qui prend alors la place du centre de crise en ce qui concerne ses droits et responsabilités dans l'exécution des commandes.
Les packages d'unités de communication doivent être commandés via le bon de commande. Les bons de commande peuvent être réalisés via la plateforme software 3P et envoyés au fournisseur, mais ils sont aussi envoyés par e-mail à l'équipe BE-Alert (be-alert@ibz.fgov.be) au moins deux semaines avant la date de livraison de la commande demandée.

9. Durée de la convention

La convention est valable pour une durée indéterminée.
Les conditions définies au paragraphe précédent peuvent toutefois être modifiées unilatéralement par le centre de crise (exemple en cas d'intégration de nouvelles centrales de marchés, de changement de fournisseur...). Le changement des conditions ne met toutefois pas fin à cette convention. Chaque entité inscrite sera, toutefois, mise au courant des conditions qui ont été changées et aura la possibilité d'accepter ou pas les nouvelles conditions et même de mettre fin à cette convention et ce, sans aucune sanction.

10. Loi applicable et différends

Cette convention est régie par le droit belge.
Chaque différend relatif à l'exécution de cette convention relève de la compétence exclusive des cours et tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.
Fait à, le
En deux exemplaires originaux,

Pour la Ville de Tournai,
Le Directeur général, L'Echevin délégué à la fonction maïorale,
Thierry LESPLINGART Paul-Olivier DELANNOIS

Pour le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,".

<u>17. Tournai, avenue des Bouleaux. Infrastructures sportives. Convention de gestion avec l'ASBL Renouveau Union sportive (RUS) Tournai. Approbation.</u>

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, demande des précisions concernant l'exclusivité accordée la société Inbev Belgium, conformément à l'article 7.

Monsieur l'Echevin PS, **Tarik BOUZIANE**, précise qu'un contrat existe avec cette société pour la plupart des infrastructures sportives communales depuis des années.

Madame la Conseillère communale cdH, **Monique WILLOCQ**, constate ce qui suit :
"Ce terrain est un espace vert pour le quartier du Vert bocage. Beaucoup d'enfants y jouent. Dans la convention, je propose que l'on intègre un article qui stipule que les enfants du quartier peuvent continuer à y jouer en dehors des activités du club (ou de la Ville), sous la responsabilité exclusive des parents. Je désire aussi savoir s'il sera clôturé."

Monsieur l'Echevin PS, **Tarik BOUZIANE**, rappelle que ce terrain a été inoccupé pendant deux ans. Aujourd'hui, il l'est à nouveau. La convention permettra au club de réaliser les investissements nécessaires.
Il propose au conseil communal d'ajouter la proposition de Madame la Conseillère communale cdH, Monique WILLOCQ, à la convention.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Considérant le courriel du 30 août 2016 émanant de Monsieur le président de l'ASBL RUS Tournai, qui sollicite l'occupation des installations sportives sises à Tournai, d'une part à l'angle de l'avenue des Bouleaux et de l'avenue du Saule, cadastrées ou l'ayant été 3ème division, section I, n°266 a6, n°266 c6, n° 266 d6 et n° 266 x3, et, d'autre part, sur une parcelle sise à Tournai, avenue des Bouleaux, cadastrée ou l'ayant été 3ème division, section I, n° 266 b6, d'une contenance cadastrale d'un hectare quarante-cinq ares huit centiares;

Considérant qu'à cette date, lesdites infrastructures étaient propriétés du Centre public d'action sociale de Tournai;

Considérant que, par acte authentique signé le 20 décembre 2016, la ville de Tournai est devenue propriétaire desdites infrastructures sportives;

Considérant, dès lors, que la demande de l'ASBL RUS Tournai peut être prise en compte;

Considérant qu'aux termes de sa correspondance du 27 janvier 2011 relative à la mise à disposition gratuite d'un bien communal, Monsieur Paul FURLAN, ministre des pouvoirs locaux et de la Ville, précise que toute décision, qui attribue une subvention, doit en préciser la nature, le montant estimatif, les conditions d'utilisation et prévoir les justifications exigées du bénéficiaire (article L3331-4 du Code de la démocratie locale et de décentralisation);

Considérant qu'il conviendrait donc, si la convention de gestion est conclue à titre gratuit, de préciser le montant de l'aide indirecte que la Ville octroie à cette association, à savoir la redevance mensuelle relative à la gestion des infrastructures sportives que la Ville pourrait lui réclamer;

Considérant qu'en séance du 10 mars 2017, le collège communal a marqué son accord de principe, sous réserve de la décision du conseil communal, sur le projet de convention de gestion au profit de l'ASBL RUS Tournai et ce, aux conditions suivantes :

- concernant la redevance : à titre gratuit, afin de mettre tous les clubs sur le même pied d'égalité. A titre indicatif et afin de se conformer aux directives de Monsieur Paul FURLAN, ministre des pouvoirs locaux et de la ville, la redevance mensuelle (indexée) que la Ville pourrait réclamer au club précité pour la gestion des infrastructures sportives a été fixée à 150,00€;
- concernant la durée : pour une durée de 20 ans, afin que l'association puisse bénéficier, le cas échéant, de subsides pour la rénovation des infrastructures sportives (Infrasports), avec faculté pour chacune des parties de renoncer à l'exécution de la convention à l'expiration d'une première période de 2 ans et, au-delà de cette première période, à l'expiration de chaque période de 2 ans moyennant un préavis de 6 mois notifié par lettre recommandée. Si, au terme de la convention, l'ASBL RUS Tournai poursuit la gestion des infrastructures sans opposition de la Ville, la convention est prorogée aux mêmes conditions pour une durée indéterminée, avec faculté pour chacune des parties d'y mettre fin à tout moment et sans motif moyennant un préavis de six mois prenant cours le 1er jour du mois qui suit sa notification;
- concernant les frais : l'association prendra en charge les frais liés aux raccordements (téléphone et télédistribution) et à la consommation d'eau, d'électricité et de chauffage (en ce compris la location et l'entretien des compteurs);

Considérant que l'ASBL précitée a marqué son accord sur les termes de ce projet de convention en date du 18 mai 2017;

Vu les articles L1122-30 et L1222-1 du Code wallon de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03/09/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de marquer son accord sur les termes de la convention à conclure avec l'ASBL Renouveau Union sportive Tournai (RUS Tournai) définissant les modalités de gestion des infrastructures sportives sises à Tournai, d'une part à l'angle de l'avenue des Bouleaux et de l'avenue du Saule, cadastrées ou l'ayant été 3ème division, section I, n°266 a6, n°266 c6, n° 266 d6 et n° 266 x3 et, d'autre part, situées sur une parcelle sise à Tournai, avenue des Bouleaux, cadastrée ou l'ayant été 3ème division, section I, n° 266 b6, d'une contenance cadastrale d'un hectare quarante-cinq ares huit centiares :

Entre :

La VILLE DE TOURNAI dont les bureaux sont établis à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, ici représentée conformément aux articles L1132/3 et L1123/5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par :

- Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale
- Monsieur Thierry LESPLINGART, directeur général,

Agissant en exécution de la délibération du conseil communal du 25 septembre 2017, ci-après dénommée "la Ville",

Et l'association sans but lucratif dénommée "RUS Tournai", ayant son siège social à 7548 Warchin, résidence Alfred Bausier, 36, dont statuts publiés aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 0842.186.167,

Ici représentée par Monsieur Bruno VANBOUCQ (président), domicilié à 1320 Beauvechain, rue Rivage, 13, Monsieur Jérôme DANIEL (Secrétaire), domicilié à 7618 Taintignies, rue des Bois, 107 et Monsieur Jean-François MAISONNEUVE (trésorier), domicilié à 7530 Gaurain-Ramecroix, rue Tiefry, 40, ci-après dénommée "l'association",

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1. Objet

La Ville donne en gestion à l'association qui accepte, des infrastructures sportives comprenant un terrain et un bâtiment mieux définis au point suivant.

Par gestion, il y a lieu d'entendre :

- organiser les activités et planifier l'occupation des infrastructures dans le respect de leur destination;
- entretenir les biens (bâtiments, infrastructures, matériel...).

ARTICLE 2. Désignation des biens

Les infrastructures sportives données en gestion sont celles affectées à la pratique du football et comportent un terrain de football et un bâtiment comprenant les vestiaires et la buvette.

Ces infrastructures sont situées à Tournai à l'angle de l'avenue des Bouleaux et de l'avenue du Saule, cadastrées ou l'ayant été 3ème division, section I, n°266 a6, n°266 c6, n° 266 d6 et n° 266 x3, situées sur une parcelle sise à Tournai, avenue des Bouleaux, cadastrée ou l'ayant été 3ème division, section I, n° 266 b6, d'une contenance cadastrale d'un hectare quarante-cinq ares huit centiares, conformément au plan joint en annexe.

ARTICLE 3. Etat des lieux – Inventaire

Sont joints en annexe à la présente convention :

- l'état des lieux du bâtiment et des infrastructures donnés en gestion
- l'inventaire détaillé du matériel mis à disposition de l'association par la Ville.

Ces documents ont été établis contradictoirement.

ARTICLE 4. Durée

La convention est établie pour une durée de 20 années consécutives prenant cours à sa signature.

Chaque partie aura la faculté de renoncer à l'exécution de la présente convention à l'expiration d'une première période de 2 ans, soit au et, au-delà de cette première période, à l'expiration de chaque période de 2 ans moyennant un préavis de 6 mois notifié par lettre recommandée.

Si au terme de la convention, l'association poursuit la gestion des infrastructures sans opposition de la Ville, la convention est prorogée aux mêmes conditions pour une durée indéterminée avec faculté pour chacune des parties d'y mettre fin à tout moment et sans motif, moyennant un préavis de six mois prenant cours le 1er jour du mois qui suit sa notification.

ARTICLE 5. Gratuité

Cette convention de gestion est accordée à titre gratuit[1] (à l'exception des frais, impôts et taxes dont il est question aux articles 6 et 15).

ARTICLE 6. Frais

L'association prend en charge tous les frais liés :

- aux raccordements au téléphone et à la télédistribution
- aux consommations d'eau, d'électricité et de chauffage en ce compris la location et l'entretien des compteurs.

ARTICLE 7. Utilisation des «beer cooler»

L'association s'engage à ce que les installations de type «beer cooler» servent uniquement et exclusivement au débit de produits dont INBEV BELGIUM détient les marques en licence.

L'association s'engage à communiquer à la Ville le nom du dépositaire de l'approvisionnement des boissons INBEV BELGIUM.

L'association s'engage à communiquer à l'administration communale, en septembre de chaque année, les statistiques de ventes des boissons INBEV couvrant l'année écoulée (période du 1er septembre d'une année au 31 août de l'année suivante).

ARTICLE 8. Destination – Gestion non déficitaire

La présente convention est envisagée et conclue afin de permettre la pratique des activités sportives conformes à la destination actuelle des infrastructures visées à l'article 2.

La destination principale des infrastructures est la suivante : promouvoir et encourager la pratique du football.

Pendant toute la durée de la convention, l'association est tenue de respecter en permanence cette destination.

Aucune autre utilisation des infrastructures n'est autorisée. Toute dérogation à ce principe doit faire l'objet d'un examen préalable et d'un accord écrit du collège communal.

Il est formellement interdit d'organiser dans les biens donnés en gestion des soirées dansantes et autres festivités sans rapport avec les activités sportives qui s'y déroulent.

L'association s'engage à respecter et faire respecter par les occupants les règlements de police en vigueur dans l'entité notamment les dispositions :

- a) relatives à la lutte contre le bruit (diminution du niveau sonore dès 22 heures, arrêt des festivités publiques pour 1 heure du matin...)
- b) qui soumettent à l'autorisation du bourgmestre l'organisation des fêtes accessibles au public.

En application de l'article 4 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, l'association s'abstiendra de quelque forme que ce soit de discrimination, d'exclusion ou de préférence pour des motifs idéologiques ou philosophiques ayant pour effet d'annihiler ou de compromettre l'exercice des droits et libertés, l'agrégation ou le bénéfice de l'application des lois, décrets et règlements.

L'association est autorisée de plein droit à percevoir une cotisation auprès de ses membres et à utiliser celle-ci pour la bonne gestion du club.

L'association a l'obligation de renseigner le collège communal sur la situation financière exacte des biens concédés.

En particulier, elle prendra toutes les mesures nécessaires pour aboutir à une gestion non déficitaire dans le respect des lois applicables et du but social poursuivi.

Il est bien entendu que l'obligation d'aboutir à une gestion non déficitaire constitue une obligation de moyen.

L'association doit tenir à la disposition du collège communal toute pièce comptable et lui donner tous les renseignements souhaités relativement à la gestion des biens concédés dans les 8 jours de la demande qui lui en est faite.

Elle s'oblige à respecter les obligations du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatives au contrôle des subventions octroyées par les communes (articles L3331-1 et suivants).

La circulaire du 14 février 2005 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions précise que l'article L3333-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation vise également les subventions indirectes, par exemple la mise à disposition d'un local (estimation de la valeur sur la base du revenu cadastral ou par référence à d'autres locaux similaires).

ARTICLE 9. Responsabilité

Pendant la durée de la convention, l'association gère les infrastructures sportives sous sa responsabilité exclusive et à ses risques et périls.

La Ville décline toute responsabilité en cas de dommages corporels ou matériels subis par quiconque.

La responsabilité de la Ville ne pourra jamais être recherchée en raison de son titre de propriété ou de la surveillance qu'elle entend exercer quant à l'entretien des biens donnés en gestion, du chef de tout accident ou de tout dommage qui pourrait être causé à l'association ou à ses membres et préposés ou à des tiers.

L'association déclare expressément se substituer à la Ville dans toute action qui serait mue contre elle de ce chef, sauf le cas où la responsabilité de la Ville, de ses représentants ou préposés serait directement engagée par suite d'une faute grave.

Les enfants du quartier pourront continuer à accéder aux installations extérieures dans les limites fixées par l'association (ou éventuellement la Ville), sous la responsabilité exclusive des personnes exerçant sur eux l'autorité parentale.

ARTICLE 10. Interdiction de fumer

Il est interdit de fumer dans les biens donnés en gestion.

L'association s'engage à faire respecter cette interdiction.

ARTICLE 11. Autorisation de cuisiner

Il est autorisé de cuisiner dans le bien donné en gestion. En cas d'utilisation du bien par un traiteur organisateur de banquets ou autre, il lui sera formellement interdit de faire usage de bonbonnes de gaz.

ARTICLE 12. Assurances

Pour les dommages aux biens donnés en gestion, l'association bénéficie de l'application de la clause d'abandon de recours souscrite par la Ville en sa police d'assurance (numéro de contrat 38.102.936).

L'association s'engage à souscrire, pendant toute la durée de la convention, les polices d'assurance suivantes auprès de compagnies agréées:

- assurance couvrant sa responsabilité civile ainsi que celle de ses préposés pour tous les faits en rapport avec les activités exercées dans le bien occupé (couverture suffisante pour tout sinistre qui pourrait survenir du fait de la gestion);
- assurance «incendie et risques connexes avec extension au recours de tiers», couvrant les risques non supportés par l'assurance incendie de la Ville, notamment les aménagements, mobilier et matériel de l'ASBL;
- assurance «responsabilité civile objective» conformément à la loi du 30 juillet 1979 et ses arrêtés royaux d'application;
- assurance-loi couvrant son personnel.

À toute demande de la Ville, l'association justifiera des paiements réguliers des primes.

ARTICLE 13. Surveillance

L'assurance gère en bon père de famille les biens dont la gestion lui est confiée. Elle fournit le personnel de surveillance et de fonctionnement. Elle veille tout spécialement à mettre à la disposition des usagers du personnel ayant des compétences en chaque matière et à éviter toute dégradation des installations et des bâtiments. Elle s'engage à mettre à la disposition des usagers des installations conformes aux différentes règles, notamment d'hygiène et de sécurité, déterminées par les divers lois et arrêtés régissant pareilles installations.

L'association doit permettre l'accès aux infrastructures sportives à la Ville à toute demande afin de visiter celles-ci pour s'assurer du parfait état d'entretien et de propreté.

ARTICLE 14. Transformations

L'association peut effectuer, moyennant l'accord préalable et écrit du collège communal, toutes transformations et faire édifier toutes constructions, installations et plantations dans le respect de la destination prévue à l'article 8, en se conformant à la législation en la matière et en se munissant des autorisations et permis à délivrer par les autorités compétentes. A l'expiration de la présente convention, quelle qu'en soit la cause, ces transformations et/ou nouvelles constructions reviendront de plein droit et sans indemnité compensatoire à la Ville, à moins qu'elle ne préfère leur enlèvement et la remise du bien dans son pristin état et ce, aux frais de l'association.

ARTICLE 15. Impôts et taxes

L'association prend à sa charge tous les impôts et taxes quelconques mis ou à mettre sur les biens donnés en gestion.

ARTICLE 16. Servitudes

L'association doit conserver les biens donnés en gestion dans les limites et bornes. La Ville informe l'association que ceux-ci ne sont grevés d'aucune servitude, active ou passive.

L'association s'interdit d'en laisser établir.

ARTICLE 17. Entretien – Réparation

La Ville a à sa charge toutes les grosses réparations, telles que strictement définies à l'article 606 du Code civil, sous réserve des crédits budgétaires disponibles. Cette dernière s'engage à les exécuter de manière à ne pas entraver le fonctionnement de l'association.

L'association doit tolérer ces travaux même s'ils durent plus de 40 jours et renonce à tout indemnité pour nuisance dans sa gestion.

La Ville n'est pas tenue aux grosses réparations si l'estimation des travaux est hors de proportion avec la valeur du bien.

L'association doit signaler immédiatement à la Ville les dégâts dont la charge incombe au propriétaire.

Les grosses réparations dues au défaut de réparations d'entretien par l'association sont également à la charge de celle-ci.

L'association s'engage :

- à gérer en bon père de famille les biens visés aux articles 1 et 2 et à les maintenir en parfait état (y compris la tonte régulière du terrain de football et de ses abords) et à procéder, à ses frais, à toutes réparations utiles;
- à équiper les locaux d'extincteurs adaptés, à faire effectuer le contrôle et la maintenance de ceux-ci par une entreprise agréée et à procéder à leur remplacement ou à leur remise en état conformément aux recommandations de cette entreprise.

Article 18. Fermeture

L'association ne pourra faire valoir aucun droit à dédommagement en cas de fermeture temporaire ou définitive des biens concédés. Que cette fermeture résulte de l'exécution de travaux ou de toute autre cause.

ARTICLE 19. Incessibilité – Droits d'occupation

L'association n'est autorisée ni à céder en tout ou en partie la gestion des infrastructures, ni à conférer aucun droit à des tiers portant sur les biens donnés en gestion.

Dans les limites et dans le respect des droits consentis en vertu de la présente convention, l'association pourra, moyennant accord écrit préalable du collège communal, mettre à disposition les infrastructures données en gestion aux associations sans but lucratif ou clubs sportifs qui lui sont associés.

ARTICLE 20. Droit des voisins

L'association s'oblige à prendre toute disposition utile pour que les activités exercées dans les infrastructures données en gestion ne perturbent pas la tranquillité des voisins.

L'association s'engage tout particulièrement à respecter et faire respecter les dispositions du règlement général de police relatives à la lutte contre le bruit.

ARTICLE 21. Occupations exceptionnelles par la Ville

L'association s'engage à satisfaire aux demandes d'occupation gratuite des infrastructures introduites ponctuellement par la Ville.

En cas d'occupation par la Ville, l'association veillera à ne pas programmer des activités poursuivies dans le même environnement qui perturberaient la réalisation des activités et des obligations de la Ville (élections par exemple).

Durant cette occupation par la Ville, l'association ne pourra accéder aux locaux.

En cas de nécessité, le responsable de l'association prendra les informations nécessaires auprès de la Ville avant l'occupation et en vue de la programmation.

ARTICLE 22. Résiliation

La présente convention est résiliée de plein droit dans les hypothèses suivantes :

- en cas de manquement de l'association à l'une des obligations résultant pour elle de la présente convention sans préjudice du droit pour la Ville de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts;
- en cas de dissolution de l'association;
- en cas de radiation de l'association par l'Union royale belge des sociétés de football;
- en cas de modification de l'objet social de l'association, lequel consiste dans le développement et la pratique des sports en général et plus particulièrement la pratique du football, et la gestion de l'ensemble des infrastructures nécessaires au développement du football;
- au cas où l'association devrait être considérée comme inactive (parce qu'elle n'a pas respecté son obligation de déposer ses comptes annuels pour trois exercices sociaux consécutifs);
- au cas où l'association est hors d'état de remplir les engagements qu'elle a contractés;
- au cas où l'association affecte son patrimoine ou les revenus de celui-ci à un but autre que ceux en vue desquels elle a été constituée;

- au cas où l'association contrevient gravement à ses statuts, ou contrevient à la loi ou à l'ordre public;
- au cas où l'association ne comprend pas au moins trois membres.

ARTICLE 23. Enregistrement

Les frais d'enregistrement de la convention sont à charge de l'association qui supportera seule tous les droits et amendes auxquels la présente convention donnerait ouverture.

ARTICLE 24. Respect des lois et conventions internationales en vigueur

L'association sera seule responsable du respect des lois et des conventions internationales en vigueur notamment celles relatives aux droits d'auteur et droits voisins.

ARTICLE 25. Abrogation des conventions antérieures

La présente convention abroge et remplace toutes les conventions antérieures entre les parties portant sur le même objet.

ARTICLE 26. Litige

La présente convention est régie par le droit belge.

Les tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Hainaut – section Tournai sont seuls compétents pour trancher les différends entre parties portant sur la validité, l'exécution ou l'interprétation de la présente convention.

Fait à Tournai en quatre exemplaires, le

[1] Conformément au Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le montant estimatif de la subvention a été fixé par le collège communal à 150,00€/mensuel.

<u>18. Tournai, rue d'Amiens. Convention de mise à disposition avec la zone de secours de Wallonie picarde. Approbation.</u>

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, demande pourquoi cette convention n'a jamais été conclue jusqu'à présent. Ceci pose la question, selon lui, de la légalité de l'occupation, en l'absence de convention.

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, précise que la zone de secours a été confrontée à un certain nombre de difficultés avec les bâtiments mis à sa disposition. Certaines étant plus importantes que d'autres, un ordre de priorité a été fixé. Ceci explique que ce dossier, qui ne posait pas de problème particulier, soit soumis seulement maintenant au conseil communal.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant pour rappel, qu'en séance du 14 décembre 2015, le conseil communal a marqué son accord sur les termes d'une convention à conclure avec la zone de secours de Wallonie picarde, portant sur la mise à disposition du bâtiment communal sis à Tournai, rue d'Amiens, 4, cadastré ou l'ayant été 3ème division, section L, n°153r et dont les principales conditions étaient les suivantes:

- convention à durée indéterminée prenant cours le 1er janvier 2015;
- résiliation par chacune des parties à tout moment et sans motif moyennant préavis d'un an;
- convention portant sur l'entièreté du bâtiment;

- charges incombant à la zone de secours de Wallonie picarde;
 - redevance annuelle correspondant à la valeur locative du bien estimée par le service public de Wallonie, département des comités d'acquisition, direction de Mons (soit 25.000,00€ / annuellement);
 - menu entretien et réparations locatives;
 - frais de consommation énergétique (eau, chauffage, électricité);
 - précompte immobilier et autres impositions relatifs au bien;
 - frais et droits d'enregistrement résultant de la convention;

Considérant que cette convention n'a jamais été signée;

Considérant que la redevance annuelle de 25.000,00€ portait sur l'entièreté du bâtiment;

Considérant, cependant, que suite à l'incendie qui s'est déclaré le 22 mai 2014 sur le site des Mouettes, les services communaux ont occupé la moitié du bâtiment de la rue d'Amiens et qu'ils ont libéré ledit bâtiment le 3 mars 2017;

Considérant qu'il y a, dès lors, lieu d'adapter la redevance à réclamer à la zone de secours en fonction de son occupation effective pour les années 2015, 2016 et 2017;

Considérant que cette convention n'a jamais été signée et que, de ce fait, l'article 4 peut être complété pour tenir compte de l'occupation effective en lieu et place de la conclusion d'un avenant;

Considérant qu'en date du 12 mai 2017, le collège communal a décidé :

- de proposer à la zone de secours de Wallonie picarde de compléter l'article 4 de la convention (relative à la mise à disposition du bâtiment communal sis à Tournai, rue d'Amiens, 4, cadastré ou l'ayant été 3ème division, section L, n°153 R, d'une contenance totale de 30a 58ca), liant la ville de Tournai et ladite zone. La redevance à réclamer à ladite zone, pour la période du 1er janvier 2015 au 3 mars 2017, tiendra compte du fait que la zone n'a pas occupé l'entièreté du bâtiment (occupation de la moitié du bien communal par les services communaux suite à l'incendie intervenu sur le site des Mouettes). Hors cette modification, les clauses de la convention initiale (non signée et approuvée par le conseil communal du 14 décembre 2015) sont maintenues;
- de proposer à ladite zone le paiement de la redevance suivante :
 - au prorata de l'occupation :
 - 2017 : 22.916,65€ [janvier : 1.041,66€ (25.000,00€/12/2) + février : 1.041,66€ (25.000,00€/12/2) + de mars à décembre : 20.833,33€ (25.000,00€/12x10)];
 - 2016 : 12.500,00€ (25.000,00€/2);
 - 2015 : 12.500,00€ (25.000,00€/2);
 - donc un total pour les 3 années : 47.916,65€.
 - la zone de secours de Wallonie picarde paiera donc la redevance annuelle de 25.000,00€, à partir du 1er janvier 2018 (avec indexation à partir de cette date);
- de marquer son accord sur le projet définitif de convention de mise à disposition, sous réserve de la décision du conseil communal;
- de soumettre ce projet définitif pour avis à ladite zone;
- dès réception de l'accord de celle-ci sur la modification précitée et sur le projet définitif, de soumettre ce dossier à l'examen du conseil communal;

Considérant que le projet définitif a été approuvé par le conseil de la zone de secours de Wallonie picarde lors de sa séance du 21 août 2017;

Considérant l'extrait du plan cadastral et la matrice;

Vu l'article L1122-30 et L1222-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03/09/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal,

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention avec la zone de secours de Wallonie picarde, relative à la mise à disposition d'un bâtiment communal sis à Tournai, rue d'Amiens, 4 (cadastré ou l'ayant été 3ème division, section L, n°153 R) :

Entre la ville de Tournai dont les bureaux sont établis à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, ici représentée conformément aux articles L1132/3 et L1123/5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation par :

- M. Robert DELVIGNE, Premier Echevin ;
- M. Thierry LESPLINGART, Directeur général,
agissant en exécution de les délibérations du conseil communal des 14 décembre 2015 et 25 septembre 2017,
ci-après dénommée "la Ville",

Et la zone de secours de Wallonie picarde, ayant son siège social à 7522 Marquain, rue de la Terre à Briques, représentée par son président Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS et sa secrétaire, Madame Céline VANDENBULCKE,
agissant en exécution de la délibération
ci-après dénommée " Zone de secours de Wallonie picarde ",
IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1. Objet

La Ville met à disposition de la zone de secours de Wallonie picarde, qui l'accepte, le bâtiment communal sis à Tournai, rue d'Amiens, 4, cadastré ou l'ayant été 3ème division, section L, n°153 R, d'une contenance totale de 30 a 58 ca.

Ce bâtiment est parfaitement connu par la zone de secours de Wallonie picarde.

La présente convention a pour objet de préciser les conditions auxquelles est soumise la mise à disposition de ce bâtiment.

Article 2. Accès - Clefs

La zone de secours de Wallonie picarde reconnaît avoir reçu les clefs du bâtiment et des locaux.

Article 3. Etat des lieux – Inventaire

L'état des lieux du bien mis à disposition est joint en annexe à la présente convention.
Ce document a été établi contradictoirement.

Article 4. Redevance – Indexation annuelle

Principe

La présente convention est consentie moyennant le paiement par la zone de secours de Wallonie picarde d'une redevance annuelle indexée d'un montant de 25.000,00€ pour le bâtiment décrit à l'article 1 de la présente convention.

Les redevances seront payées chaque année par anticipation par versement au n° de compte 091-0004055-10 au nom de l'administration communale de Tournai avec la mention "Tournai, rue d'Amiens, 4 - Année 20.., Zone de secours de Wallonie picarde" pour le 31 janvier au plus tard.

Indexation

Il est procédé, chaque année, à partir de 2018, au 1er janvier, au réajustement de la redevance sur base de l'indice santé du mois précédant la date anniversaire de l'entrée en vigueur du contrat de mise à disposition. Le nouveau montant de la redevance est calculé et fixé conformément à la formule ci-après :

$$\text{Nouveau montant} = \frac{\text{indemnité de base} \times \text{nouvel indice}}{\text{Indice de base}}$$

La redevance de base est la redevance telle qu'elle est fixée à l'alinéa 1er du présent article.
L'indice de base est celui du mois précédant le mois de la signature du contrat.

Le nouvel indice est celui du mois précédant la date anniversaire de l'entrée en vigueur du présent contrat.

Chaque adaptation annuelle de la redevance est acquise de plein droit par la partie bénéficiaire sans que celle-ci doive mettre en demeure l'autre partie.

En cas de non-paiement dans les délais requis, la zone de secours de Wallonie picarde est tenue de payer les intérêts de retard calculés au taux légal à la Ville sans que celle-ci soit tenue d'adresser de mise en demeure préalable à la zone de secours de Wallonie picarde.

Montant de la redevance pour la période du 1er janvier 2015 au 31 décembre 2017 –

Occupation effective

Suite à l'incendie du site des Mouettes, les services communaux ont occupé une partie du bâtiment communal.

La zone de secours de Wallonie picarde a donc occupé la moitié dudit bâtiment pendant la période du 1er janvier 2015 au 1er mars 2017. Il y a donc lieu d'adapter la redevance durant cette période à savoir :

- 2015 : 12.500,00€ (25.000,00€/2)
- 2016 : 12.500,00€ (25.000,00€/2)
- 2017 : 22.916,65€ [janvier : 1.041,66€ (25.000,00€/12/2) + février : 1.041,66€ (25.000,00€/12/2) + de mars à décembre : 20.833,33€ (25.000,00€/12x10)]

donc un total pour les 3 années : 47.916,65€.

La redevance pour les années 2015, 2016 et 2017 seront payées dans un délai d'un mois à compter de la signature de la présente convention.

Article 5. Durée

Cette convention est établie pour une durée indéterminée ayant pris cours le 1er janvier 2015. Chacune des parties pourra la résilier à tout moment, sans motif, moyennant un préavis d'un an donné par lettre recommandée à la poste prenant cours le 1er jour du mois suivant.

Article 6. Destination

La présente convention est envisagée et conclue pour permettre à la zone de secours de Wallonie picarde d'accomplir ses missions légales et d'effectuer toutes fonctions accessoires qui en découlent.

Pendant toute la durée de la convention, la zone de secours de Wallonie picarde est tenue de respecter en permanence cette destination.

Aucune autre utilisation du bâtiment n'est autorisée.

Toute dérogation à ce principe doit faire l'objet d'un examen préalable et d'un accord écrit du collège communal.

Article 7. Locations – Cession de droit

Toute "sous-location" du bâtiment et toute cession des droits dérivant de la présente convention sont interdites.

Article 8. Frais – Impôts et taxes

Pendant toute la mise à disposition, la zone de secours de Wallonie picarde supportera :

- les frais de téléphone et toutes les dépenses énergétiques liées à l'occupation du bâtiment (gaz, eau, électricité,...) ainsi que les frais d'abonnement, de location et d'entretien des compteurs (lesquels ont été ouverts à son nom)
- les taxes et impôts de quelque nature qu'ils soient mis ou à mettre sur le bâtiment.

Article 9. Aménagements – Transformations

La zone de secours de Wallonie picarde ne pourra apporter au bâtiment mis à disposition aucun aménagement, aucune transformation sans l'accord préalable et écrit du collège communal.

Article 10. Surveillance

La zone de secours de Wallonie picarde s'engage à entretenir en bon père de famille le local mis à sa disposition.

La zone de secours de Wallonie picarde se charge de conserver le bâtiment en bon état et de veiller à ce que ses représentants et préposés utilisent correctement celui-ci.

La zone de secours de Wallonie picarde doit permettre l'accès au bâtiment à la Ville à toute demande afin de visiter celui-ci pour s'assurer du parfait état d'entretien et de propreté.

Article 11. Entretien – Réparations

La Ville a, à sa charge, toutes les grosses réparations, telles que strictement définies à l'article 606 du Code civil, sous réserve des crédits budgétaires disponibles. Cette dernière s'engage à les exécuter de manière à ne pas entraver le fonctionnement de la zone de secours de Wallonie picarde.

La zone de secours de Wallonie picarde doit signaler immédiatement à la Ville les dégâts dont la charge incombe au propriétaire.

Les grosses réparations dues au défaut de réparations locatives ou de menu entretien ou encore à un défaut de prévoyance sont également à la charge de la zone de secours de Wallonie picarde.

La zone de secours de Wallonie picarde s'engage :

- à entretenir en parfait état le bâtiment mis à disposition et à procéder, à ses frais, à toutes réparations utiles (remplacement des vitres fendues ou brisées,...);
- à équiper le bâtiment d'un extincteur adapté, à effectuer le contrôle et la maintenance de celui-ci et à procéder à son remplacement ou à sa remise en état.

Article 12. Sort des travaux

Lorsque la présente convention prendra fin pour quelque cause que ce soit, la propriété des ouvrages, que la zone de secours de Wallonie picarde aura effectués ou fait effectuer passera gratuitement à la Ville à moins que celle-ci ne préfère leur enlèvement et la remise du bien dans son état primitif, et ce aux frais de la zone de secours de Wallonie picarde.

Article 13. Fermeture

La zone de secours de Wallonie picarde ne pourra faire valoir aucun droit à dédommagement en cas de fermeture temporaire ou définitive du bâtiment, que cette fermeture résulte de l'exécution de travaux ou de toute autre cause.

Article 14. Responsabilité

Pendant la durée de la convention, la zone de secours de Wallonie picarde occupe le bien mis à disposition à ses frais, risques et périls.

La Ville décline toute responsabilité en cas de dommages corporels ou matériels subis par quiconque.

La responsabilité de la Ville ne pourra jamais être recherchée en raison de son titre de propriété ou de la surveillance qu'elle entend exercer quant à l'entretien du bien mis à disposition, du chef de tout accident ou de tout dommage qui pourrait être causé à la zone de secours de Wallonie picarde, à ses représentants et préposés ou à des tiers.

La zone de secours de Wallonie picarde déclare expressément se substituer à la Ville dans toute action qui serait mue contre elle à ce titre, sauf le cas où la responsabilité de la Ville, de ses représentants ou préposés serait directement engagée par suite d'une faute grave.

Article 15. Assurances

La Ville déclare que ledit bien est couvert en assurance "Incendie" avec clause " Abandon de recours".

La zone de secours de Wallonie picarde s'engage à souscrire, pendant toute la durée de la convention, les polices d'assurances suivantes :

- assurance "Incendie, dégâts des eaux, explosions et risques connexes" couvrant les risques non supportés par la Ville (notamment ses meubles et le recours des tiers)
- un contrat d'assurance couvrant sa responsabilité civile
- assurance-loi couvrant son personnel.

A toute demande de la Ville, la zone de secours de Wallonie picarde justifiera du paiement régulier des primes.

Article 16. Occupations exceptionnelles par la Ville

La zone de secours de Wallonie picarde s'engage à satisfaire aux demandes d'occupation gratuite du bâtiment introduites ponctuellement par la Ville.

En cas d'occupation par la Ville, la zone de secours de Wallonie picarde veillera à ne pas perturber la réalisation des activités et des obligations de la Ville.

Durant cette occupation par la Ville, la zone de secours de Wallonie picarde ne pourra accéder au bâtiment.

En cas de nécessité, la zone de secours de Wallonie picarde prendra les informations nécessaires à la bonne occupation auprès de la Ville avant l'occupation.

Article 17. Droits des voisins

La zone de secours de Wallonie picarde s'oblige à prendre toute disposition utile pour que l'occupation du bâtiment mis à disposition ne perturbe pas la tranquillité des voisins.

La zone de secours de Wallonie picarde s'engage tout particulièrement à respecter et faire respecter les dispositions du règlement général de police relatives à la lutte contre le bruit.

Article 18. Interdiction de fumer

Il est interdit de fumer dans le bâtiment mis à disposition.

La zone de secours de Wallonie picarde s'engage à faire respecter cette interdiction.

Article 19. Bonbonnes de gaz - Interdiction

Il est formellement interdit de faire usage de bonbonnes de gaz dans le bâtiment mis à disposition.

Article 20. Résiliation – Dissolution de la zone

La présente convention est résiliée de plein droit :

- en cas de manquement de la zone de secours de Wallonie picarde à l'une des obligations résultant pour elle de la présente convention sans préjudice du droit pour la Ville de réclamer, s'il échet, des dommages et intérêts;
- en cas de dissolution de la zone de secours de Wallonie picarde.

Article 21. Respect des lois et conventions internationales en vigueur

La zone de secours de Wallonie picarde sera seule responsable du respect des lois et conventions internationales en vigueur notamment celles relatives aux droits d'auteur et droits voisins.

Article 22. Enregistrement

Les frais d'enregistrement de la présente convention sont à charge exclusive de la zone de secours de Wallonie picarde qui supportera seule tous droits et amendes auxquels la convention donnerait ouverture.

Article 23. Litige

Les tribunaux de l'arrondissement judiciaire du Hainaut - section Tournai - sont seuls compétents pour trancher les différends entre parties portant sur la validité, l'exécution ou l'interprétation de la présente convention.

Fait à Tournai, en quatre exemplaire, le
Chacune des parties ayant reçu le sien.

19. Eurométropole Tour 2017. Organisation de l'arrivée finale. Convention avec l'ASBL Circuit franco-belge. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Monsieur le Conseiller communal Louis COUSAERT quitte la séance.

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant l'organisation de l'arrivée finale de l'Eurométropole Tour le dimanche 1er octobre 2017 à Tournai;

Considérant que les commerçants concernés seront avisés de la date de la manifestation;

Considérant qu'en vue de préciser les modalités de cette organisation et de fixer les obligations réciproques des parties, une convention doit être conclue entre l'ASBL Circuit franco-belge et la Ville;

Considérant que le conseil communal est invité à approuver le projet de convention;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03/09/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver les termes du projet de convention entre la Ville de Tournai et l'ASBL Circuit franco-belge en vue de fixer les obligations réciproques des parties quant à l'organisation de l'arrivée finale à Tournai de l'Eurométropole Tour 2017, le dimanche 1er octobre 2017 :

"Entre d'une part :

l'ASBL Circuit franco-belge, représentée par Monsieur Louis COUSAERT, habilité à l'effet des présentes

Et d'autre part :

la Ville de Tournai, représentée par Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS, Echevin délégué à la fonction maïorale et Monsieur Thierry LESPLINGART, Directeur général

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

1° Sous licence de l'ASBL Royal Cazeau Pédale de Templeuve, club inscrit sous le matricule 735 à la Royale ligue vélocipédique belge (RLVB), l'ASBL Circuit franco-belge organise l'Eurométropole Tour, compétition inscrite à l'Union cycliste internationale en catégorie UCI Europe Tour, laquelle se déroulera le dimanche 1er octobre 2017.

2° En sa qualité d'organisateur, l'ASBL Circuit franco-belge développe des relations privilégiées de partenariat avec les collectivités locales ou les sociétés d'accueil de l'Eurométropole Tour, auxquelles elle apporte, outre son expérience et son savoir-faire technique, des possibilités de promotion et de communication appréciables.

En contrepartie, les collectivités ou les sociétés intéressées doivent prendre l'engagement, préalablement à l'acceptation de leur candidature par l'ASBL Circuit franco-belge, de :

a. fournir des prestations de qualité conformes à la réputation et à l'image de l'Eurométropole Tour et répondant aux exigences d'une compétition sportive de haut niveau international;

- b. prêter leur concours actif à l'ASBL Circuit franco-belge pour la préparation et le déroulement de la manifestation, notamment en mettant à sa disposition les locaux et matériels nécessaires.
- c. régler la contribution financière d'un montant de 35.000,00 € (toutes taxes comprises) à l'ASBL Circuit franco-belge en respectant les modalités suivantes : versement sur le numéro de compte : BE43001671911501;
- d. et, de façon générale, observer et faire observer les dispositions de toute nature arrêtées d'un commun accord avec les représentants habilités de l'ASBL Circuit franco-belge spécialement lorsqu'elles visent le site d'arrivée.

3 ° La commune/le club/la société a, en connaissance des exigences de l'ASBL Circuit franco-belge ci-dessus rappelées, posé sa candidature pour accueillir l'Eurométropole Tour compte tenu :

- a. de l'impact médiatique que représente une arrivée de l'Eurométropole Tour par l'intermédiaire de la presse écrite et télévisée.
- b. des retombées économiques pour le commerce local.

4 ° uniquement pour les communes

La renommée grandissante de l'Eurométropole Tour et son passage en "UCI Europe Tour" par l'Union cycliste internationale entraînent un nombre croissant de candidatures de villes désireuses d'accueillir chez elles cette manifestation sportive.

D'autre part, l'ASBL Circuit franco-belge souhaite rester fidèle aux communes qui lui ont témoigné leur confiance depuis de nombreuses années.

Afin de planifier la répartition des villes de façon objective et efficace pour les éditions futures, l'ASBL Circuit franco-belge propose à toute commune qui souscrit un partenariat à s'engager pour plusieurs années en ce qui concerne la mise sur pied d'un départ.

La ville de Tournai étant intéressée par cette proposition, les parties se sont en conséquence rapprochées pour préciser les conditions de leur partenariat.

CECI EXPOSE, ET QUI FORME LA BASE DU PRESENT ACCORD, LES PARTIES ONT ENSUITE CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 – OBJET

L'ASBL Circuit franco-belge accepte selon les clauses, charges et conditions figurant aux présentes que la ville de Tournai accueille l'arrivée finale de l'Eurométropole Tour à Tournai le dimanche 1er (premier) octobre 2017.

Dès que le parcours de l'Eurométropole Tour aura été rendu public par l'ASBL Circuit franco-belge, la commune, le club ou la société cité(e) pourra, dans sa communication, faire état de qualité de "Ville arrivée finale".

Les dispositions fixées ci-après définissent les obligations réciproques des parties durant la durée de la présente convention.

ARTICLE 2 – OBLIGATIONS GÉNÉRALES DES PARTIES

2.1. L'ASBL Circuit franco-belge s'attachera en tant qu'organisateur à mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour offrir à la ville de Tournai et au public présent un événement sportif de haute qualité.

À cet égard, elle s'engage dès à présent :

- à obtenir, pour le prochain Eurométropole Tour, la participation des meilleures équipes cyclistes d'élite avec contrat (Pro tour et continentales)
- à permettre à la ville de Tournai :
 - d'assurer la promotion, notamment par l'intermédiaire des nombreux médias présents sur l'épreuve
 - de mettre en place diverses animations pour les personnalités invitées, comme précisées à l'article 4 ci-après

- à ce que l'étape du jour se termine par six circuits locaux de 15 à 20 km empruntant de larges routes sans franchissement de passage à niveau.

2.2. De son côté, la ville de Tournai s'engage en ce qui la concerne :

2.2.1. A fournir à l'ASBL Circuit franco-belge :

- toutes les informations indispensables pour organiser sa promotion avec les supports de communication;
- toute aide utile au succès des éventuelles démarches administratives et autres, nécessaires à l'organisation de l'événement;
- l'accès à la crypte de l'hôtel de ville afin d'assurer la présentation officielle des deux jours de course (date non encore déterminée);
- un bus de la ville durant les deux jours de l'épreuve;
- l'accès à l'école du Château afin de pouvoir organiser la salle de presse et la salle de classement de l'UCI (Union cycliste internationale) avec raccordement Wi-Fi à prévoir ainsi qu'une photocopieuse, un frigo, des boissons et sandwiches;

2.2.2. A prendre ou faire prendre toutes les mesures de police :

- pour interdire la circulation et le stationnement des véhicules sur les voies urbaines empruntées par l'épreuve une heure avant le passage des coureurs et pour les réglementer sur les voies adjacentes. La sécurité sera assurée par la police aidée éventuellement de signaleurs disposés par le club, la commune ou la société. Les frais de police et les rétributions accordées éventuellement aux signaleurs sont à charge de la commune;
- pour préserver le respect des emplacements nécessaires au bon déroulement de la manifestation;
- pour garantir la sécurité des concurrents et des spectateurs, spécialement sur le site d'arrivée;
- pour interdire la pose de banderoles et de panneaux autres que ceux mis en place par l'organisateur, ainsi que les ventes sauvages sur le site d'arrivée;
- pour assurer à l'ASBL Circuit franco-belge et à ses représentants toute liberté de manœuvre pendant la préparation et le déroulement de la manifestation;

2.2.3. A assurer la gratuité des accès au public sur le site d'arrivée et, plus généralement, sur les lieux de passage de l'Eurométropole Tour;

2.2.4. A faire prendre les dispositions nécessaires pour que de bonnes conditions d'hygiène soient assurées sur le site d'arrivée et, en particulier, pour que le public puisse y disposer d'installations sanitaires mobiles, de préférence;

2.2.5. A définir en collaboration avec l'organisation le point de passage obligé (PPO) ainsi que l'évacuation et la dérivation générales des véhicules.

ARTICLE 3 – COMPÉTENCES EXCLUSIVES DE L'ASBL CIRCUIT FRANCO-BELGE

Il est expressément reconnu que l'ASBL Circuit franco-belge est seule compétente :

- pour traiter des questions liées directement à l'organisation sportive de l'épreuve et, notamment, pour choisir le parcours et le site d'arrivée de commun accord avec la Ville
- pour coordonner les opérations techniques de mise en place du site d'arrivée, même si certaines de ces opérations sont assurées avec l'aide matérielle des collectivités d'accueil.

Il est également admis que l'ASBL Circuit franco-belge est libre du choix des partenaires commerciaux sur l'épreuve et sur les lieux où celle-ci se déroule.

ARTICLE 4 – RELATIONS PUBLIQUES

L'organisateur de l'Eurométropole Tour s'engage à assurer lui-même diverses prestations destinées aux invités pour leur permettre notamment d'organiser leurs relations publiques.

- **Tous les membres du conseil communal seront invités** pour la présentation officielle de l'épreuve (conférence de presse, présentation des villes) organisée +/-15 jours avant le départ de l'épreuve.
- **Le jour de l'épreuve :**

- a) sur le site d'arrivée, un espace VIP sera accessible uniquement aux détenteurs d'un laissez-passer de l'organisation;
- b) Monsieur le Bourgmestre sera invité à participer au repas SUPERVIP et à suivre l'étape dans un véhicule de la direction;
- c) 25 invitations au repas VIP départ seront prévues avec possibilité pour dix VIP de participer au repas super VIP et de suivre la totalité de l'étape;
- d) 20 invitations supplémentaires permettront d'accéder au village VIP d'entrée;
- e) sur le podium d'arrivée, une place sera réservée à Monsieur le Bourgmestre;
- f) aux abords de la ligne d'arrivée, possibilité de prévoir des emplacements pour buvette et/ou marchands ambulants sous réserve d'accord écrit préalable avec l'ASBL Circuit franco-belge;
- g) un encart publicitaire sera attribué dans le roadbook distribué à tous les invités (+/- 5.000 exemplaires).

Pour cette même journée, possibilité pour ceux qui le souhaitent de recevoir une accréditation «suiveurs» (à retirer lors de la permanence de l'épreuve le samedi 30 septembre à l'hôtel Altia à Neuville en Ferrain ou lors de la présentation de l'épreuve).

ARTICLE 5 – ASSURANCES

L'ASBL Circuit franco-belge déclare que les risques, dont elle assume la responsabilité en tant qu'organisateur de l'Eurométropole Tour, sont couverts par la police suivante : pour la responsabilité civile pendant la course et celle complémentaire de l'épreuve: contrat AG INSURANCE N° 99.557.641 souscrit par la Fédération cycliste Wallonie-Bruxelles (F.C.W.B.) pour le compte de l'ASBL Royal Cazeau Pédale Templeuve.

Guide technique – Cahier des charges

Charges liées à l'organisation technique et sportive d'arrivée : à charge de l'ASBL Circuit franco-belge

De façon générale, l'ASBL Circuit franco-belge fournira les installations, matériels et personnels nécessaires à l'organisation itinérante de l'épreuve, sous réserve des prestations techniques relevant de la responsabilité de la ville d'accueil détaillées au point 2.

L'ASBL Circuit franco-belge se charge de la fourniture, du montage et du démontage des équipements suivants :

- fléchage des accès au site d'arrivée;
- portique d'arrivée installé au boulevard des Nerviens;
- arche gonflable annonçant le dernier kilomètre installée à la rue du Viaduc (Tournai);
- quatre arches gonflables annonçant les 5, 4, 3, 2 kilomètres;
- les installations du camion-portique pour la photo-finish;
- les installations pour le contrôle antidopage;
- le podium protocolaire destiné à la remise des maillots (16 m x 8 m) + locaux pour interviews;
- nacelle TV et installation pour la télévision;
- prestation du speaker officiel Daniel Mangeas et son installation sur la ligne d'arrivée;
- organisation de 7 passages de la ligne d'arrivée;
- fourniture des affiches annonçant l'événement;
- chapiteau privé pour les VIP face à la gare.

À charge de la ville de Tournai :

- placer des affiches reçues de l'ASBL Circuit franco-belge;
- prendre les mesures nécessaires par rapport au TEC;
- assurer la sécurité tout au long du circuit local (police);
- installer 200 m de barrières Héras selon les plans;

- installer 700 m de barrières de type Nadar selon les injonctions du responsable du site d'arrivée;
- respecter le guide technique par rapport à la publicité de la ville d'accueil;
- tracer la ligne d'arrivée (quelques jours avant l'épreuve) selon les normes obligatoires + les lignes des photographes;
- monter une tribune destinée aux porteurs de laissez-passer officiel (une centaine de places);
- amener l'électricité via un coffret forain disponible la veille, soit le samedi 30 septembre 2017;
- mettre à disposition un point d'eau potable à proximité;
- prévoir les poubelles à l'arrière des espaces VIP et du public;
- acheter cinq gerbes de fleurs pour la cérémonie protocolaire;
- provoquer une ou deux réunions préparatoires avec tous les services compétents;
- prévoir des vestiaires au hall des sports, de 13 heures 30 à 18 heures;
- mettre à disposition deux locaux à l'école du Château avec l'accord de son directeur et accessibles dès le samedi matin pour les services de la presse et de l'UCI pour les classements;
- installer temporairement une ligne ISDN avec Wi-Fi libre d'accès dans la salle de presse située à l'école du Château ainsi que 15 prises 2A et prévoir les boissons et sandwiches pour 15 personnes;
- déléguer la gestion des parkings et dérivations au responsable de la ligne d'arrivée de l'ASBL Circuit franco-belge en collaboration avec la police;
- prévoir les endroits de stationnement pour les motos, voitures, bus, camions jusqu'à 20 heures en collaboration avec les forces de l'ordre ainsi qu'avec les gardiens de la paix;
- communiquer au responsable du protocole les coordonnées des personnalités "locales", soit le bourgmestre empêché, l'échevin délégué à la fonction majeure et l'échevin des sports qui auront accès à la cérémonie protocolaire selon les modalités prévues dans le guide technique;
- mettre en place des ballots de paille (une dizaine) pour sécuriser les endroits dangereux;
- installer une roulotte "toilettes mobiles" (prévoir une personne dès 12 heures pour assurer l'entretien de celle-ci durant toute la durée de la manifestation);
- mettre à disposition du personnel (gardiens de la paix) afin de garantir la sécurité;
- mettre à disposition un bus de la ville de Tournai destiné au transport des invités durant les deux journées dont la dernière étape, La Louvière - Tournai, le dimanche 1er octobre 2017.

Les départs des bus sont fixés, pour les deux jours, à 8 heures face à la gare de Tournai.

ARTICLE 6 - MONTANT DES AIDES INDIRECTES EN MAIN-D'OEUVRE ET MATÉRIEL COMMUNAL

- 1 podium protocolaire : 200,00€;
- 200 barrières Héras : gratuit (mesure de sécurité);
- 700 barrières Nadar : gratuit (mesure de sécurité);
- traçage (arrivée): tarif repris dans la main-d'oeuvre ouvrière;
- montage de la tribune : tarif repris dans la main-d'oeuvre ouvrière;
- 10 poubelles type "conteneur" : 100,00€;
- mise en place de ballots de paille: main-d'oeuvre ouvrière;
- une roulotte sanitaire : gratuit (mesure d'hygiène).

Total :

- main-d'oeuvre : 15 trajets : $15 \times 135,00\text{€} = 2.025,00\text{€}$;
- 10 hommes : 20,00€ / heure (19 heures de montage et démontage) = 3.800,00€;
- matériel : 300,00€;
- devis relatif aux prestations bus communaux estimées à 339,70€,

soit un montant total de 6.464,70€.

DATE D'EFFET

La présente convention prendra effet à la date de signature par les parties.

Fait à, le

.....

Signature

Lu et approuvé

Signature

Lu et approuvé

Pour la ville de Tournai,

franco-belge,

l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Le Directeur

général,

Paul-Olivier DELANNOIS

Thierry LESPLINGART

Pour le représentant de l'ASBL Circuit

Louis COUSAERT".

<u>20. Supracommunalité. Projet "Un arbre pour la Wallonie picarde". Convention avec la Province. Approbation.</u>

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale Paul-Olivier DELANNOIS sort de séance.
Monsieur le Conseiller communal Louis COUSAERT rentre en séance.

Monsieur **Rudy DEMOTTE**, bourgmestre empêché, intervient d'emblée comme suit :

"Sur le plan du développement durable, on peut se féliciter que nous affectons les moyens provinciaux à embellir la ville, selon le principe cohérent "d'un arbre par habitant". Ce que j'ai demandé au collège communal, c'est d'être attentif au fait que les différents aménagements prévoient systématiquement la plantation d'arbres et que les réglementations soient renforcées, le cas échéant. Je pense aussi qu'on peut joindre l'utile à l'agréable. Je parle ici des arbres fruitiers. Il y a aujourd'hui de très belles initiatives de jardins collectifs à Tournai. Dans la mesure du possible, nous devons encourager ces initiatives, comme cela se fait dans d'autres pays. Bien sûr, nous n'avons pas le climat de l'Europe du sud. Mais cela ne doit pas nous empêcher de planter des arbres fruitiers. Quand on plante ce type d'arbres sur le domaine public, chacun peut bénéficier de leurs fruits."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, intervient ensuite :

"Nous demandons de décompter des 70.000 arbres nouveaux, ceux qui sont coupés. Lors de l'aménagement des quais, par exemple, on n'a pas replanté autant d'arbres que ceux qui avaient été abattus."

Le **président d'assemblée** précise que généralement une replantation est envisagée dès lors que des arbres sont abattus.

Monsieur l'Echevin MR, **Robert DELVIGNE**, cite, à cet égard, l'exemple des aménagements qui seront prochainement réalisés sur l'ancien terrain de football jouxtant les Bastions.

Madame la Conseillère communale MR, **Marie Christine MARGHEM**, précise qu'elle a toujours demandé la replantation d'arbres après les chantiers d'aménagement. Elle cite des exemples à cet égard. En sa qualité de ministre fédérale du développement durable, elle précise que les arbres permettent de capter le CO2 et que c'est une façon de lutter contre le réchauffement climatique.

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, demande qu'on n'oublie pas pour autant de préserver et d'entretenir ce qui existe. Il cite à cet égard l'exemple du bois des Dominicaines à Froyennes. "Les arbres n'y sont plus entretenus... C'est d'une tristesse incroyable !" déplore-t-il.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et plus particulièrement ses articles L1122-30 et L2233-5;

Considérant qu'un appel à projets a été lancé par la province de Hainaut dans le cadre de la supracommunalité pour les années 2017 - 2018;

Considérant que cet appel prévoit notamment le versement d'une dotation de 0,75 € par habitant en faveur du développement de la supracommunalité, sur base de projets structurants de deux ans, portés par au moins deux communes et se rapportant aux axes prioritaires provinciaux (enseignement/formation, culture et tourisme, écodéveloppement territorial, action sociale, sport et promotion de la santé);

Considérant que les projets seront mis en œuvre par un opérateur disposant de la personnalité juridique;

Considérant que dans ce cadre, en séance du 8 septembre 2017, le collège communal a décidé d'adhérer au projet «Un arbre pour la Wallonie picarde» initié par les ASBL Wallonie picarde, Le parc naturel des plaines de l'Escaut et le Parc naturel du pays des collines (les opérateurs du projet);

Considérant que ces deux dernières ASBL assureront le rôle d'opérateur pour les communes de leur territoire, tandis que l'ASBL Wallonie picarde assurera ce rôle pour les communes ne se situant pas dans un parc naturel;

Considérant qu'«un arbre pour la Wapi» est un projet éco-solidaire et citoyen qui vise à encourager et soutenir la plantation d'arbres en Wallonie picarde. L'ambition affichée est de planter un arbre par habitant à l'horizon 2025. Sur une décennie cela représente près de 350 000 arbres plantés. Plus concrètement le projet a pour objectifs:

- la densification des arbres et la multiplication des actions de plantation (qualité de vie, territoire vert, plus-value environnementale, ressource économique durable...)
- d'accroître le nombre d'arbres sur le territoire dans une démarche globale visant à accompagner toute personne souhaitant s'investir dans le projet (conseils, accompagnement, aide...)
- d'être formatif (former les concitoyens et généraliser l'application des bonnes pratiques en matière de plantation et d'entretien)
- d'être participatif (réunir les élus, les acteurs locaux et les citoyens autour d'un dialogue territorial commun);

Considérant que ce projet a été officiellement lancé le 21 mars 2017 au centre culturel de Beloeil;

Considérant qu'en date du 27 juin 2017, le conseil provincial a confirmé la dotation annuelle de 0,75 € par habitant en 2017 et 2018 pour le financement de ces projets;

Considérant que le montant alloué à la Ville s'élève ainsi à 51.981,75 € pour 2017 et 51.942,00 € pour 2018, soit un subside total de 103.923,75 € pour les deux années de l'appel à projets;

Considérant que la dotation sera liquidée sous forme de subvention à l'opérateur, et que dans le cas présent, celle-ci sera allouée au parc naturel des plaines de l'Escaut (BE69 3631 1980 8578) comme suit:

- à la signature de la convention, toute la dotation 2017;
- dans le premier trimestre 2018, une tranche correspondant à 50% de la dotation 2018;

- dès réception du rapport final d'activités ainsi que du rapport financier définitif, une autre tranche correspondant à 50% de la dotation 2018;

Considérant que, pour finaliser les versements, il est nécessaire de disposer d'une décision du conseil communal fixant les projets de la Ville, les opérateurs, et qui autorise la province de Hainaut à verser la dotation à ces derniers;

Considérant le projet de convention joint en annexe;

Considérant l'avis favorable du service juridique;

Considérant que le projet de convention entre la Province et les différents opérateurs est en cours de rédaction;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 19/09/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

1) D'adhérer au projet «Un arbre pour la Wallonie picarde» confié pour Tournai à l'opérateur "Le parc naturel des plaines de l'Escaut ASBL";

2) D'approuver le projet de convention à conclure avec la province de Hainaut, dans le cadre de l'appel à projets en matière de supracommunalité dont les termes suivent :

CONVENTION ENTRE LA VILLE DE TOURNAI ET LA PROVINCE DE HAINAUT RELATIVE AU SUBSIDE PROVINCIAL ACCORDÉ DANS LE CADRE DU FINANCEMENT DE PROJETS SUPRACOMMUNAUX

"Entre les soussignés :

D'une part, la province de Hainaut, dont le siège est établi à 7000 Mons, rue Verte, 13, ci-après dénommée "la Province", représentée par Monsieur Serge Hustache, Président du collège provincial et Monsieur Patrick Mélis, Directeur général provincial, agissant en vertu d'une décision du conseil provincial prise en séance du 27 juin 2017;

Et, d'autre part, la ville de Tournai, ci-après dénommée "l'administration communale", dont le siège est établi à 7500 Tournai, rue Saint-Martin, 52, représentée par Monsieur Paul-Olivier Delannois, Echevin délégué à la fonction maïorale et Monsieur Thierry Lesplingart, Directeur général;

IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

TITRE 1er. Portée de la convention.

Article 1.1

Cette convention résulte :

- du décret du 11 décembre 2014 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour 2015 et qui conditionne 20% de la dotation régionale allouée au fonds des provinces à la signature d'un contrat de supracommunalité entre chaque province et les communes concernées stipulant e.a. que 10% du fonds seront consacrés à la prise en charge des dépenses financées par les communes suite à la mise en place des prézones et zones de secours et que les 10% restants seront affectés à des actions additionnelles de supracommunalité au plus tard en 2018;
- de la décision du collège provincial du 26 janvier 2017 d'un appel à projets supracommunaux à raison de 0,75 € par habitant par an pour 2017 et 2018.

Article 1.2

Les dispositions de la troisième partie du Livre III, Titre III articles L3331-1 à L3331-9 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en ce qu'elles concernent l'octroi et le contrôle de l'emploi des subventions sont de stricte application pour l'exécution de la présente.

TITRE 2. L'aide en numéraire.

Chapitre 1er. Modalités d'octroi et conditions d'utilisation du subside.

Article 2.1.1

Pour les années 2017 (avec comme chiffre de référence la population au 1er janvier 2016) et 2018 (avec comme chiffre de référence la population au 1er janvier 2017), la Province accorde à l'administration communale une dotation annuelle de 0,75 € par habitant par an basée sur la présente convention, le cas échéant ratifiée par le conseil communal, en faveur du développement de la supracommunalité sur base de projets structurants de deux ans, portés par au moins deux communes et se rapportant aux axes prioritaires provinciaux et mis en œuvre par un opérateur disposant de la personnalité juridique. A chaque projet est adossée une institution provinciale.

Article 2.1.2

La dotation sera liquidée sous forme de subvention à l'opérateur désigné par la commune. Dans le cas où la commune adhère à plusieurs projets, elle devra signaler un opérateur par projet ainsi que le pourcentage de la dotation affecté par projet et donc par opérateur.

Le subside sera liquidé comme suit à l'opérateur désigné :

- à la signature de la convention, toute la dotation 2017;
- dans le premier trimestre 2018, une tranche correspondant à 50% de la dotation 2018;
- dès réception du rapport final d'activités ainsi que du rapport financier définitif, une autre tranche correspondant à 50% de la dotation 2018.

Ceci pour autant que le budget de la Province soit exécutoire.

En juin 2018, un rapport d'activités sera déposé par l'opérateur ainsi qu'un état documenté des dépenses.

Ces versements s'effectueront sur le compte financier de l'opérateur communiqué par l'administration communale.

Article 2.1.3

Le subside est exclusivement destiné à financer des projets supracommunaux tels que définis à l'article 2.1.1.

Chapitre 2. Modalités de contrôle de l'utilisation de la subvention.

Article 2.2.1

L'opérateur désigné par l'administration communale adressera à la province de Hainaut, services financiers, subsides, Digue de Cuesmes, 31 à 7000 Mons, les pièces justificatives relatives à l'utilisation de la subvention des deux années concernées au plus tard dans le premier trimestre 2019.

Article 2.2.2

Lorsque l'examen des documents produits révélera que la dotation n'a pas été intégralement utilisée ou qu'elle a été utilisée à d'autres fins que celles pour lesquelles elle était destinée (cfr article 2.1.3.), le collège provincial sera invité à se prononcer sur le remboursement de ces sommes.

Article 2.2.3

En cas de décision de remboursement, le directeur financier provincial invitera l'opérateur désigné par l'administration communale à restituer les sommes dues dans un délai fixé. Ce versement interviendra sur le compte financier qui aura été précisé.

TITRE 3. Dispositions diverses.

Article 3.1

Il appartient au collège provincial de trancher toutes les difficultés qui pourraient surgir dans le cadre de l'application de la présente convention. Quant aux éventuels litiges qui pourraient naître, les parties déclarent s'en référer aux dispositions du Code civil ainsi qu'à l'article 1.2. de la présente.

Article 3.2

La présente convention prend effet à sa signature par les deux parties et se termine le 31 décembre 2018.

Article 3.3.

En cas de litige, les tribunaux de Mons seront seuls compétents dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Fait le, en 2 exemplaires ayant chacun valeur d'original, chacune des parties ayant reçu le sien."

Pour la ville de Tournai
Monsieur Paul-Olivier DELANNOIS,
Échevin délégué à la fonction maïorale

Monsieur Thierry LESPLINGART,
Directeur général

Pour la province de Hainaut,
Serge HUSTACHE,
Président du collège provincial

Patrick MELIS,
Directeur général provincial.

<u>21. ASBL NO TELE. Article 12 des statuts (financement par les communes).</u> <u>Modification. Approbation.</u>
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant le courrier de l'ASBL NO TELE du 28 juin 2017 relatif à la modification de l'article 12 de ses statuts;

Considérant sa délibération du 10 novembre 2014;

Considérant que, depuis 2014, NO TELE s'est engagée dans un processus de réduction des dépenses et que les communes ont accepté de revaloriser leur intervention financière annuelle pour la porter à 3,70€ par habitant à l'horizon 2018;

Considérant qu'il est, dès lors, nécessaire d'adapter les statuts de l'association sans but lucratif à ce système de financement en modifiant l'article 12 (financement des communes);

Considérant que cette modification statutaire doit être avalisée par le conseil communal avant l'assemblée générale extraordinaire de NO TELE (novembre 2017), où elle sera soumise au vote;

Considérant l'actuel article 12, dont les termes suivent :

«Les membres ne sont astreints au paiement d'aucune cotisation. Toutefois, les communes associées sont tenues de payer anticipativement tous les trois ans une subvention fixée à 6 euros par raccordement effectué dans la commune débitrice. Il est toutefois loisible à chaque commune d'étaler le paiement de ladite subvention sur trois annuités successives et trois parts égales.

Dans cette hypothèse, le paiement devra intervenir chaque année au plus tard le 30 juin. Cette subvention est destinée à couvrir les investissements en matériel. Tous les trois ans, au mois de juin, la subvention est indexée suivant la formule suivante : montant de base multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ. L'index de référence est l'index normal des prix à la consommation.

Au sens de cette formule : l'indice de départ est l'indice du mois de janvier 2002. »;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08/08/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

d'approuver les statuts de NO TELE modifiés en leur article 12 comme suit :

«Les membres ne sont astreints au paiement d'aucune cotisation. Toutefois, à partir du 1er janvier 2018, les communes associées sont tenues de payer annuellement une subvention fixée à 3,70 euros par habitant. Le nombre d'habitants est celui fixé au registre national au 1er janvier de l'année du paiement. Chaque année, la subvention est indexée suivant la formule suivante : montant de base multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ. L'index de référence est l'index normal des prix à la consommation.

Au sens de cette formule, l'indice de départ est l'indice du mois de décembre 2017.».

22. Enseignement fondamental. Ecole Paris. Projet d'établissement. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les articles L1122-27 et L1122-30 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et organisant les structures propres à les atteindre, et plus particulièrement sa section 2 (chapitre 7) prévoyant que tout établissement scolaire dispose d'un projet d'établissement adapté au moins tous les trois ans;

Considérant que l'élaboration de ce projet se fonde notamment sur des propositions remises par les délégués du pouvoir organisateur au conseil de participation;

Considérant que le conseil de participation de l'école Paris, rue du Sondart, 12 à 7500 Tournai, a approuvé le projet d'établissement le 18 avril 2017;

Considérant que le 23 juin 2017, la commission paritaire locale (COPALOC) a jugé que ce projet d'établissement était conforme au projet éducatif du pouvoir organisateur;

Considérant que le conseil communal est invité, à son tour, à approuver le projet d'établissement proposé par l'école Paris;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

APPROUVE

le projet d'établissement de l'école Paris, rue du Sondart, 12 à 7500 Tournai, dont les termes suivent :

PROJET D'ÉTABLISSEMENT 2017 – 2020

«Qui ne connaît pas de langue étrangère ne sait rien de la sienne.», Johan Wolfgang Goethe.

«Wie geen vreemde talen kent, weet niets over de zijne»

1. Présentation générale de notre établissement

Première école communale de Tournai située dans le centre historique, à s'être lancée dans le projet immersif en 2006.

Forte de cette expérience, elle propose un enseignement de qualité et une ouverture culturelle sans négliger son identité propre.

Wij zijn de eerste stadsschool van Doornik, gelegen in het historisch hart van de stad. De start van het immersieproject werd gegeven in 2006.

Dankzij deze jarenlange ervaring, kan onze school een kwaliteitsvol onderwijs in een open culturele geest aanbieden, zonder de eigen identiteit te verliezen.

2. Cadre institutionnel

Ce document a été élaboré par les enseignants de l'école et approuvé par le conseil de participation.

Ce projet représente le contrat liant les familles et l'école. En inscrivant leur(s) enfant(s) dans l'établissement, les parents en acceptent les choix pédagogiques et actions concrètes tels que définis dans son projet d'établissement.

Le projet d'établissement définit les objectifs prioritaires de notre école : apporter aux enfants des savoirs, des savoir-être, des savoir-faire et des savoir-devenir en les rendant autonomes et responsables.

Notre école a à cœur d'offrir un milieu de travail convivial, où les règles en usage sont basées sur la tolérance et le respect des autres. L'équipe veille d'une manière égale au bien-être et au devenir de tous les enfants, quelle que soit leur origine sociale, culturelle, philosophique...

Ce projet d'établissement est élaboré en fonction du décret définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental :

Article 6

La Communauté française, pour l'enseignement qu'elle organise, et tout pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné, poursuivent simultanément et sans hiérarchie les objectifs suivants :

- promouvoir la confiance en soi et le développement de la personne de chacun des élèves;
- amener tous les élèves à s'approprier des savoirs et à acquérir des compétences qui les rendent aptes à apprendre toute leur vie et à prendre une place active dans la vie économique, sociale et culturelle;
- préparer tous les élèves à être des citoyens responsables, capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte aux autres cultures;
- assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale.

Article 9

La Communauté française, pour l'enseignement qu'elle organise, et tout pouvoir organisateur, pour l'enseignement subventionné, adaptent la définition des programmes d'études et leur projet pédagogique :

- aux objectifs généraux de l'enseignement définis à l'article 6;
- à l'apprentissage, à l'approfondissement et à la maîtrise de la langue française;
- à l'apprentissage des outils de la mathématique;
- à l'intérêt de connaître des langues autres que le français et, principalement, de communiquer dans ces langues;
- à l'importance des arts, de l'éducation aux médias et de l'expression corporelle;
- à la compréhension des sciences et des techniques et à leur interdépendance;

- à la transmission de l'héritage culturel dans tous ses aspects et à la découverte d'autres cultures, qui, ensemble, donnent des signes de reconnaissance et contribuent à tisser le lien social;
- à la sauvegarde de la mémoire des événements qui aident à comprendre le passé et le présent, dans la perspective d'un attachement personnel et collectif aux idéaux qui fondent la démocratie;
- à la compréhension du milieu de vie, de l'histoire et, plus particulièrement, aux raisons et aux conséquences de l'unification européenne;
- à la compréhension du système politique belge.

Article 13

§1. Dans l'enseignement ordinaire, la formation de l'enseignement maternel et des huit premières années de la scolarité obligatoire constitue un continuum pédagogique structuré en trois étapes, visant à assurer à tous les élèves, les socles de compétences nécessaires à leur insertion sociale et à la poursuite de leurs études.

§2. Les étapes visées au §1er sont :

- de l'entrée dans l'enseignement maternel à la fin de la deuxième année primaire;
- de la troisième à la sixième année primaire;
- les deux premières années de l'enseignement secondaire.

§3. La première étape est organisée en deux cycles :

- de l'entrée en maternelle à 5 ans;
- de 5 ans à la fin de la deuxième année primaire.

La deuxième étape est organisée en deux cycles :

- les troisième et quatrième années primaires;
- les cinquième et sixième années primaires.

La troisième étape est organisée en un seul cycle.

Article 15

Chaque établissement d'enseignement permet à chaque élève de progresser à son rythme, en pratiquant l'évaluation formative et la pédagogie différenciée. Dans l'enseignement ordinaire, l'élève amené à parcourir la deuxième étape de l'enseignement obligatoire en cinq ans plutôt qu'en quatre ou le premier degré de l'enseignement secondaire en trois ans plutôt qu'en deux, peut suivre l'année complémentaire adaptée à ses besoins d'apprentissage dans le même établissement. Le projet d'établissement visé à l'article 67 fixe les modalités selon lesquelles est organisé le parcours en trois ans du premier degré ou en cinq ans de la deuxième étape de l'enseignement obligatoire.

Article 63

Le projet éducatif définit, dans le respect des objectifs fixés aux chapitres précédents, l'ensemble des valeurs, des choix de société et des références à partir desquels un pouvoir organisateur ou un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs définit ses objectifs éducatifs.

Article 64

Le projet pédagogique définit les visées pédagogiques et les choix méthodologiques qui permettent à un pouvoir organisateur ou un organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de mettre en œuvre son projet éducatif.

Article 66

Le Gouvernement pour l'enseignement de la Communauté française, chaque pouvoir organisateur pour l'enseignement subventionné élabore son projet éducatif et son projet pédagogique.

Chaque pouvoir organisateur transmet son projet éducatif et son projet pédagogique à l'administration dans le mois qui suit son approbation. Toute modification est également transmise dans les mêmes conditions.

Le projet éducatif et le projet pédagogique sont fournis sur demande et peuvent faire l'objet d'un document unique.

Article 67

Le projet d'établissement définit l'ensemble des choix pédagogiques et des actions concrètes particulières que l'équipe éducative de l'établissement entend mettre en œuvre en collaboration avec l'ensemble des acteurs et partenaires visés à l'article 69§2, pour réaliser les projets éducatif et pédagogique du pouvoir organisateur.

Le projet d'établissement est élaboré en tenant compte de :

- la stratégie déployée pour arriver à la réussite de chaque élève et lui permettre de maîtriser les apprentissages et d'atteindre les objectifs attendus;
- la stratégie en matière de travail en équipe de l'ensemble des enseignants de l'établissement et de l'accueil, et de l'accompagnement des nouveaux enseignants;
- la stratégie de l'établissement en matière de formation continuée de son personnel, notamment sur les thèmes ou matières lui permettant d'offrir des soutiens spécifiques aux équipes pédagogiques et aux élèves;
- la stratégie de l'établissement pour lutter contre l'échec scolaire, le décrochage scolaire et le redoublement;
- la stratégie de l'établissement en matière d'insertion des outils numériques dans les apprentissages et la gouvernance de l'établissement;
- la stratégie de l'établissement en matière d'intégration des élèves, conformément à ce qui est prévu à l'alinéa 3 du paragraphe 1er, ainsi que la stratégie en matière d'aménagements raisonnables pour les élèves à besoins spécifiques reconnus;
- la stratégie de partenariat et de collaboration avec les parents des élèves de l'établissement, en concertation avec le conseil de participation;
- la stratégie d'apprentissage et d'accès à la culture et à la lecture ainsi que les collaborations nouées avec les institutions culturelles et de lecture publique de la zone;
- la stratégie d'apprentissage et d'accès aux sports ainsi que les collaborations avec les institutions sportives de la zone;
- le dispositif de prévention et de prise en charge des discriminations et des violences au sein de l'établissement scolaire, y compris des dispositifs spécifiques concernant le harcèlement, le cyber harcèlement et les événements d'exception ainsi que les partenariats avec les services de l'aide à la jeunesse et de la médiation scolaire;
- la stratégie relative notamment à la promotion de la citoyenneté, de la santé, de l'éducation aux médias, de l'environnement et du développement durable;
- la stratégie relative à l'orientation des élèves et à la promotion des outils d'orientation tout au long du parcours de chaque élève;
- les éléments relatifs au plan d'actions collectives (P.A.C.) visé à l'article 67/1;
- les éléments relatifs au projet général d'action d'encadrement différencié (P.G.A.E.D.) des implantations concernées visées à l'article 8 du décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité;
- le descriptif du projet d'immersion visé aux articles 13 et 34 du décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique.

3. Qu'est-ce qu'un apprentissage par immersion ?

L'immersion, dicit le dictionnaire, *c'est l'action de plonger un corps dans un liquide.*

Au figuré, et en matière d'apprentissage des langues, il s'agit de placer un individu dans un contexte linguistique qui puisse être comparé à un bain, tant il imprègne cet individu...

Extrait du décret relatif à l'enseignement par immersion linguistique du 11 mai 2007.

Article 2, point 1 : «Apprentissage par immersion», une procédure pédagogique visant à assurer la maîtrise des compétences attendues en assurant une partie des cours et activités pédagogiques de la grille horaire dans une langue moderne autre que le français en vue de l'acquisition progressive de cette autre langue.»

Il s'agit donc d'un cours EN langue étrangère et non pas un cours DE langue étrangère : voilà toute la différence avec l'apprentissage traditionnel.

C'est un bain linguistique avec un accompagnement adapté aux besoins et aux connaissances des apprenants tant en néerlandais qu'en français sans mettre aucunement en péril le français dont l'apprentissage reste garanti et prioritaire.

4. Nos objectifs à travers la méthode immersive

- viser, en fin de sixième primaire, des compétences communicatives en néerlandais de niveau A2;
- amener ces mêmes enfants à des compétences au moins égales à celles des autres enfants non immergés dans toutes les autres matières (français, mathématique, histoire...);
- supprimer l'obstacle financier en mettant à la portée de tous un programme d'apprentissage d'une langue étrangère, ne limitant plus cela uniquement aux familles disposées à envoyer leurs enfants à l'étranger ou capables de recourir à des écoles privées;
- offrir aux enfants une ouverture d'esprit et une ouverture au monde et aux autres cultures;
- donner aux enfants les moyens et l'envie d'aller à la rencontre des autres en limitant l'obstacle de la langue.

5. Pourquoi un apprentissage par immersion dès le plus jeune âge ?

La connaissance d'une langue étrangère est une nécessité reconnue.

Qu'il s'agisse de voyager, d'obtenir un emploi, d'acheter ou de vendre, de se documenter... Nous sommes quotidiennement amenés à communiquer dans une langue étrangère.

Pour être acteur de cette société, il est donc primordial de maîtriser une (ou des) langue(s) étrangère(s).

Par conséquent, il nous semble important de nous interroger sur la meilleure façon d'enseigner une langue étrangère en milieu scolaire afin de fournir à nos enfants un «bagage linguistique» adéquat.

Les études menées sur le terrain ainsi que notre expérience nous révèlent que :

- le meilleur âge pour apprendre une seconde langue se situe vers 4-5 ans. À cet âge, l'enfant est confronté à peu de contraintes. En 3ème maternelle, l'enfant joue, chante, vit la langue, et développe ainsi ses aptitudes à la communication. Le jeu, en effet, donne lieu à la parole. Il est également plus sensible à l'apprentissage des sons;
- aucun retard n'a été constaté dans la maîtrise de la langue maternelle;
- la majorité des enfants en immersion réussissent aussi bien si pas mieux le certificat d'études de base (CEB) en fin de 6ème primaire;
- les effets de l'apprentissage précoce d'une autre langue sont positifs du point de vue de la tolérance et de l'ouverture de l'enfant;
- les enfants développent une capacité de travail supérieure aux autres enfants;
- la mémoire, davantage sollicitée, est plus développée;
- l'activité intellectuelle et générale est débordante;
- les enfants sont plus motivés pour l'apprentissage d'une troisième langue;
- ils sont sensibles à la richesse et à la diversité culturelle et linguistique de la société.

6. Sur le terrain, comment cela se passe-t-il ?

Fonctionnement et organisation

Pratiquement, les enfants sont pris en charge par 2 enseignants : un francophone et un néerlandophone (ou un enseignant ayant les titres requis). Ceux-ci travaillent en étroite collaboration et en fonction des matières, parfois l'un anime l'initiation et l'autre l'application, chacun utilisant un local référent.

En 3ème maternelle, les cours se donnent à 75 % en néerlandais, le reste en français.

Une exposition plus intense au néerlandais augmente l'étendue des compétences communicatives dans cette langue sans pour autant perturber ni ralentir le développement des compétences orales dans la langue maternelle.

L'apprentissage du néerlandais est dispensé d'une manière structurée et systématique par un enseignant néerlandophone d'origine ou un enseignant ayant le titre requis, visant à faire acquérir tous les éléments essentiels de la langue cible.

Le nombre de périodes en langue maternelle est peu élevé au début afin de permettre à la langue d'immersion de bien s'installer. Ensuite, progressivement, il ira croissant.

Ensuite, la proportion est revue : 50/50 de la 1ère à la 4ème primaire. La langue maternelle reprend la plus grande part au dernier cycle primaire (75 %) afin de peaufiner au mieux la préparation de nos élèves au C.E.B.

Au terme des 6 années primaires, les élèves participent aux épreuves du C.E.B. avec les mêmes garanties de réussite qu'un élève n'ayant pas suivi l'enseignement en immersion.

Suspension de l'immersion

En cas de congé de maladie d'une longue période ou de congé de maternité, l'école mettra tout en œuvre pour pallier au remplacement de l'enseignant néerlandophone.

Si la «perle rare» s'avère difficile, voire impossible à trouver, le pouvoir organisateur pourrait prendre la décision de suspendre l'immersion jusqu'à l'engagement de l'enseignant correspondant à la fonction voulue.

Classes		Nombre de périodes en néerlandais	Nombre de périodes en français		
				Cours philosophiques	Éducation physique ou psychomotricité
1ère maternelle	/		26	/	2
2ème maternelle	/		26	/	2
3ème maternelle	19		7	/	2
1ère primaire	12		12	2	2
2ème primaire	12		12	2	2
3ème primaire	12		12	2	2
4ème primaire	12		12	2	2
5ème primaire	6 + 2		16	2	2
6ème primaire	6 + 2		16	2	2

3ème maternelle

- 19 périodes en immersion
- 7 périodes en français
- 2 périodes de psychomotricité en français

L'institutrice néerlandophone ou ayant le titre requis initiera les petits au néerlandais pendant 19 périodes. Elle sera impliquée dans le cycle 5/8. Elle participera aux réunions de

concertation et suivra les recyclages organisés par le conseil de l'enseignement des communes et provinces (C.E.C.P.).

Le reste de l'horaire, les élèves seront pris en charge par sa collègue francophone qui poursuivra les activités en français. Deux personnes s'occuperont donc des enfants afin qu'ils gardent leurs repères et sachent avec qui parler français ou néerlandais.

1ère et 2ème années

- 12 périodes en immersion.(mathématiques, éveil scientifique, géographique et artistique)
- 12 périodes en français
- 2 périodes d'éducation physique en français
- 2 périodes de cours philosophiques en français

3ème et 4ème années

- 12 périodes en immersion
- 2 périodes d'éducation physique en français
- 2 périodes de cours philosophiques en français
- 12 périodes d'apprentissage en français (lecture-écriture)

5ème et 6ème années

- 6 périodes en immersion + 6 périodes de cours de néerlandais
- 2 périodes d'éducation physique en français
- 2 périodes de cours philosophiques en français
- 18 périodes de français et de mathématiques (préparation au C.E.B.)

7. Les méthodes en pratique

Différenciation, continuité des apprentissages

La pédagogie active, participative, concrète mise en œuvre vise à atteindre le meilleur niveau d'enseignement possible.

Les apprentissages sont adaptés en fonction des forces et faiblesses de chacun, une aide ponctuelle est apportée aux difficultés précises que rencontre l'élève.

Par la concertation, les formations et le compagnonnage, les enseignants collaborent pour assurer une continuité optimale des apprentissages.

L'accent est tout autant mis sur le français.

Un levier principal d'apprentissage est la lecture, point de départ à de nombreuses activités.

Une meilleure lecture améliore les possibilités d'expression.

Ainsi l'équipe éducative s'engage, tout au long de la scolarité de l'enfant, à construire l'apprentissage de la langue maternelle.

L'équipe éducative mettra tout en œuvre pour que les enfants accèdent à une lecture réfléchie et porteuse de sens.

8. Ouverture sur le monde, voyages de découverte et classes de dépaysement, ateliers verticaux 5-8 et 8-12 scientifiques, accès aux médias

Activités culturelles et sportives

L'école garde pour objectifs :

- d'assurer un développement corporel harmonieux en pratiquant différentes activités physiques régulières ou ponctuelles et en favorisant des habitudes alimentaires saines dès la maternelle et en primaire. La psychomotricité est organisée en maternelles, cycles d'accoutumance à l'eau en 3ème maternelle, natation de la 1ère à la 6ème primaire, gymnastique au sol et sportive, journées sportives, cross, provélo, classes de neige, collations collectives et/ou règles de classe pour le choix des collations, leçons spécifiques sur l'alimentation saine et collaboration avec des personnes ressources, mise à disposition d'espaces sécurisés et de matériel adéquat pour des récréations et des «après quatre heures» actifs (petits jeux : ballons, échasses, diabolos...);

- de promouvoir l'ouverture à la culture : ouvrir l'école sur le monde extérieur en attisant la curiosité et l'esprit critique au moyen de théâtre, interprétation d'une pièce de théâtre en néerlandais et en français, activités de découvertes scientifiques, cinéma, activités avec le centre régional d'initiation à l'environnement (CRIE), visite de musées, échanges linguistiques, classes de mer, de ville ou de forêt en immersion, visite de Gand ou Bruges.

Citoyenneté

- l'école a conscience qu'elle prépare l'enfant à devenir un citoyen responsable. Elle veille à l'y sensibiliser via les activités suivantes : projet écocitoyen, commémoration, création de liens intergénérationnels, visite d'une maison de repos, fête des grands-parents, animations sur le respect en collaboration avec le service d'aide à l'intégration sociale (SAIS), collations saines, tri des déchets, Bebat, charte de réfectoire, respect des personnes, du matériel et de l'environnement, travail avec le service de promotion de la santé à l'école (PSE) axé sur l'hygiène dentaire, les poux, la visite médicale..., collaboration étroite avec le centre psycho-médico-social (PMS), avec le comité de la place Verte, voisin de l'école et investi dans la vie du quartier;
- l'école donne aux enfants l'occasion d'accéder aux médias : revues pédagogiques destinées aux enfants, utilisation de l'espace informatique avec accès à internet si nécessaire, utilisation de logiciels de lecture et mathématiques, utilisation progressive du tableau blanc interactif (TBI), journal des enfants mis à disposition des élèves de 5ème et 6ème années en français et de la revue Knipoog en néerlandais.

9. Démarches mises en œuvre pour la réussite des élèves en difficulté et organisation de l'année complémentaire.

Tout est mis en œuvre pour éviter à l'enfant le redoublement classique. L'enfant sera ainsi régulièrement soumis à différents types d'évaluation (formative, sommative, certificative) :

- un dossier d'accompagnement est rédigé pour tout élève en difficulté. Il reprend :
 - les compétences non acquises
 - les pistes à suivre
 - les actions mises en place
 - l'évolution de l'enfant
 - les conseils donnés lors des rencontres avec les parents, ainsi que le procès-verbal de ces rencontres
 - la prise de contact avec le centre PMS si nécessaire, ainsi que les actions entreprises par ce dernier;
- mise en place d'heures de remédiation par les titulaires de 5ème et de 6ème primaires secondés par les autres professeurs
- mise à la disposition des enfants en difficulté de dossiers contenant des exercices de remédiation qu'ils peuvent gérer en autonomie;
- pratique d'une pédagogie différenciée (groupes de niveau). Parallèlement, des exercices d'avancement sont prévus pour les enfants plus avancés;
- lors des concertations entre les enseignants, un quart d'heure, au minimum, est consacré aux élèves en difficulté;
- après les cours, dans le cadre d'une activité «tournante», les enseignants assurent une classe de devoirs;
- parrainage des nouveaux élèves par un enfant de l'école.

Lorsqu'un enfant est en année complémentaire, il est tenu compte de ses acquis afin d'optimiser ses apprentissages (différenciation, possibilité de suivre certaines matières dans une autre année, valorisation des compétences de chacun au service des autres).

10. Intégration des élèves à besoins spécifiques

Possibilité d'intégrer des enfants malvoyants, coopération avec l'association des amis des aveugles.

Une étroite collaboration s'établit entre les parents, les directions et les enseignants de l'établissement spécialisé ainsi que de l'école accueillante et le centre PMS. Des réunions mensuelles ou trimestrielles sont organisées selon les besoins. Ces rencontres permettent de faire le bilan de l'évolution de l'élève et d'adapter au mieux l'encadrement spécifique pour lui permettre un épanouissement optimal.

11 . Collaboration et communication entre les différents intervenants du système éducatif

La collaboration des équipes des centres PMS et PSE avec les parents, les titulaires et la direction facilite l'approche des problèmes rencontrés par les enfants ou leurs parents en cours d'année; psychologue, infirmière, assistant social et logopède apportent un soutien efficace lorsque le besoin s'en fait sentir.

12. Enseignants travaillant en équipe

Les enseignants, tant du maternel que du primaire, participent régulièrement aux formations organisées par l'inspection, ils informent leurs collègues lors des concertations.

Les enseignants néerlandophones participent aux journées de compagnonnage organisées par le conseil de l'enseignement des communes et des provinces (CECP)

13. L'importance du tandem famille-école

Il est parfois difficile pour les parents de surmonter leurs inquiétudes liées à leur propre méconnaissance de la langue d'immersion et à leur impuissance à aider leur enfant.

Nous demandons aux parents qui adhèrent à ce projet :

- de faire confiance à l'équipe éducative
- de donner du sens au projet
- de rassurer et motiver l'enfant
- de soutenir l'enfant lors des devoirs (sans traduire !)
- d'éviter les comparaisons avec d'autres enfants fréquentant une classe traditionnelle
- de faire évoluer leur enfant en langue maternelle
- de donner à l'enfant la possibilité d'entrer en contact avec le néerlandais à la maison : CD, radio, télé, DVD...
- d'être patient par rapport à l'apprentissage du néerlandais (surtout le parler).

Attention : l'enfant ne parle néerlandais que lorsqu'il en éprouve le besoin et en contexte.

Inutile d'insister s'il refuse de parler à la demande.

Une seule solution : faire CONFIANCE à leur enfant et à l'institution.

Pour les aider, nous mettons sur pied des rencontres régulières pour faire le point :

- réunion d'information collective fin septembre/début octobre sur l'organisation de la classe, les méthodes de travail, les activités de l'année, l'attente des enseignants au niveau de la collaboration avec les parents;
- trois réunions à caractère individuel, sur rendez-vous, en novembre, mars et juin (si nécessaire à d'autres moments de l'année) qui permettent de discuter avec les parents de l'évolution de leur(s) enfant(s);
- soirée d'information sur les différentes options et méthodes de travail en 1ère année du secondaire, destinée aux parents des élèves de 5ème et 6ème primaires;
- mise en place d'un conseil de participation : les parents élus se tiennent à la disposition des autres parents et se constituent porte-parole.

<u>23. Tournai, au lieu-dit "Champ de Barge". Bail emphytéotique concédé à la SCRL</u> <u>Le Logis tournaisien. Résiliation du bail et acquisition de la parcelle par ladite société. Approbation.</u>

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'aux termes d'un acte authentique du 3 avril 2000, la Ville a concédé un bail emphytéotique d'une durée de 99 ans à la SCRL LE LOGIS TOURNAISIEN portant sur la parcelle sise à Tournai, au lieu-dit "Champ de Barge", cadastrée ou l'ayant été 1ère division, section I, n° 340H4/pie, d'une contenance de 59a 18ca, moyennant la redevance annuelle de 981,56 €;

Considérant que l'administration communale a procédé, en accord avec la SCRL LE LOGIS TOURNAISIEN, à la vente de parties de la parcelle précitée :

- par acte authentique du 5 novembre 2007, une surface de 1a 19ca a été aliénée au profit de la propriétaire du bien cadastré ou l'ayant été section I, n° 371 W 21 (repris en rose à l'extrait du plan cadastral annexé)
- par acte authentique du 13 décembre 2007, une superficie de 1a 79ca a été vendue aux propriétaires du bien cadastré ou l'ayant été section I, n°370 D 5 (repris en jaune à l'extrait du plan cadastral annexé);

Considérant, dès lors, que la parcelle concédée par voie de bail emphytéotique a une contenance de 56a 20ca (59a 18ca - 1a 19ca - 1a 79ca);

Considérant la correspondance du 11 mars 2016 de la SCRL LE LOGIS TOURNAISIEN aux termes de laquelle elle sollicite de l'administration communale d'une part, la résiliation du droit d'emphytéose précité et, d'autre part, l'acquisition de gré à gré de cette même parcelle moyennant la somme de 81.469,48 € (hors frais) correspondant au montant du canon restant dû (981,56 € x 83);

Considérant que cette demande découle du fait que six constructions érigées par la SCRL LE LOGIS TOURNAISIEN et destinées à la vente sont situées en partie sur la parcelle concédée par bail emphytéotique et en partie sur la parcelle cadastrée ou l'ayant été section I, n°368 D appartenant à ladite société de logements;

Considérant que l'article 15 "Sort des constructions" du bail emphytéotique précise: *"à l'expiration du bail emphytéotique, les bâtiments, ouvrages, constructions et plantations, que l'emphytéote (SCRL LE LOGIS TOURNAISIEN) aura fait élever sur le terrain, deviendront de plein droit, dans l'état où ils se trouvent, la propriété de la Ville de Tournai, cette dernière n'étant pas tenue d'en payer la valeur et ne pouvant pas forcer l'emphytéote à les enlever sauf si l'emphytéote ne les a pas entretenus conformément à l'article 8, b) dudit bail"*;

Considérant qu'en séance du 13 mai 2016, le collège communal a décidé, sous réserve de l'accord du conseil communal:

- de marquer son accord de principe sur la demande formulée par la SCRL LE LOGIS TOURNAISIEN tendant à résilier le bail emphytéotique lui concédé en date du 3 avril 2000 portant sur la parcelle sise à Tournai, au lieu-dit "Champ de Barge", actuellement cadastrée 1ère division, section I, n° 370 C 5, d'une contenance de 56a 20ca, afin de pouvoir acquérir ladite surface et ainsi régulariser la situation juridique des nouvelles constructions érigées en partie sur ce terrain et en partie sur la parcelle cadastrée ou l'ayant été section I, n°368 D appartenant à ladite société de logements;
- de solliciter du service public de Wallonie - département des comités d'acquisition - direction du comité d'acquisition de Mons la réactualisation du rapport d'expertise portant sur la parcelle sise à Tournai, au lieu-dit "Champ de Barge", actuellement cadastrée 1ère division, section I, n° 370 C 5, d'une contenance de 56a 20ca (valeur du terrain nu);
- de vendre le bien moyennant paiement du montant correspondant à la valeur du terrain réactualisée par le service public de Wallonie - département des comités d'acquisition - direction du comité d'acquisition de Mons (valeur du terrain nu);
- de charger le service public de Wallonie - département des comités d'acquisition - direction du comité d'acquisition de Mons de la rédaction des actes authentiques à intervenir portant d'une part, sur la résiliation du bail emphytéotique concédé le 3 avril

2000 à la SCRL LE LOGIS TOURNAISIEN et, d'autre part, sur l'aliénation de la parcelle précitée à cette même société;

Considérant la correspondance du service public de Wallonie - département des comités d'acquisition - direction du comité d'acquisition de Mons datée du 22 juin 2016 fixant à 290.000,00 € (hors frais) la valeur vénale en pleine propriété (abstraction faite du bail emphytéotique) de la parcelle sise à Tournai, au lieu-dit "Champ de Barge",

actuellement cadastrée 1ère division, section I, n° 370 C 5, d'une contenance de 56 a 20 ca;

Considérant qu'en séance du 15 juillet 2016, le collège communal a décidé d'aliéner la parcelle dont question moyennant la somme de 290.000,00 € (hors frais) conformément au rapport d'expertise établi par le service public de Wallonie - département des comités d'acquisition - direction du comité d'acquisition de Mons;

Considérant qu'en vertu de la circulaire du 23 février 2016 relative aux opérations immobilières des pouvoirs locaux précisant que l'estimation d'un bien ne peut dater de plus d'un an au moment de la décision définitive de vente, d'achat, d'échange de constitution de droit d'emphytéose ou de superficie, une réactualisation du rapport d'expertise a été sollicitée; Considérant que cette réactualisation datée du 25 août 2017 maintient la valeur vénale précitée (290.000,00 €);

Considérant, de plus, que les termes des actes authentiques à intervenir (acte authentique de résiliation du bail emphytéotique et acte authentique d'aliénation) ont été arrêtés par le collège communal en séance du 10 novembre 2016, sous réserve de la décision du conseil communal et de l'autorité de tutelle de la SCRL LE LOGIS TOURNAISIEN, et moyennant les modifications apportées par le service patrimoine (suppression apparaissant en rouge et les modifications en jaune fluo);

Considérant qu'aux termes de son mail du 21 mars 2017, la SCRL LE LOGIS TOURNAISIEN a transmis à l'administration communale les modifications à apporter aux projets d'actes authentiques à intervenir; celles-ci ne portant que sur le siège social de la société;

Considérant que l'enquête de commodo et incommodo, qui s'est tenue du 30 août 2016 au 15 septembre 2016, n'a donné lieu à aucune observation;

Considérant, enfin, qu'en sa séance du 25 août 2017, le collège communal a décidé de respecter l'obligation liée à la donation de la parcelle à la Ville en déposant les fonds à provenir de la vente sur le carnet de dépôt de l'administration communale n° BE 651715 1006 4996 ouvert pour cette donation auprès de la banque CPH (dénommé LEGS VLAEMINCK);

Considérant que cette parcelle est affectée au plan de secteur en zone d'habitat;

Considérant l'extrait du plan cadastral relatif à cette parcelle;

Vu l'article L1122-30 du code de la démocratie locale et de décentralisation;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03/09/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

- de marquer son accord sur la résiliation du bail emphytéotique concédé à la SCRL LE LOGIS TOURNAISIEN le 3 avril 2000 portant sur la parcelle sise à Tournai, au lieu-dit "Champ de Barge", actuellement cadastrée 1ère division, section I, n°370 C 5, d'une contenance de 56a 20ca, afin que ladite société puisse acquérir ladite surface et ainsi régulariser la situation juridique des nouvelles constructions érigées en partie sur ce terrain et en partie sur la parcelle cadastrée ou l'ayant été 1ère division, section I, n°368 D appartenant à la société de logements;
- de procéder à l'aliénation de la parcelle communale sise à Tournai, au lieu-dit "Champ de Barge", actuellement cadastrée 1ère division, section I, n°370 C 5, d'une contenance de 56a 20ca moyennant la somme de 290.000,00€ (hors frais) telle que fixée par le

service public de Wallonie - département des comités d'acquisition - direction du comité d'acquisition de Mons;

- d'approuver les actes authentiques à intervenir dont les termes suivent:

"ACTE DE RESILIATION DE BAIL EMPHYTEOTIQUE"

L'an deux mille dix-sept,

Le

Nous, Christian FOUCART, Commissaire - conseiller au service public de Wallonie, direction générale transversale du budget, de la logistique et des technologies de l'information et des communications, département des comités d'acquisition, direction du comité d'acquisition de MONS, actons la convention suivante intervenue entre :

D'UNE PART,

La **VILLE DE TOURNAI**, ici représentée par le fonctionnaire instrumentant en vertu de l'article 63 du décret programme du 21 décembre 2016, publié au Moniteur belge du 29 décembre 2016, entré en vigueur le 1er janvier 2017 ainsi qu'en exécution d'une délibération du conseil communal en date du vingt-cinq septembre deux mille dix-sept, délibération devenue définitive au regard des règles régissant la tutelle et dont un extrait certifié conforme restera ci-annexé,

Ci-après dénommée «**le propriétaire**»

ET D'AUTRE PART,

Comparaissant devant nous :

La société coopérative à responsabilité limitée, dénommée «**LE LOGIS TOURNAISIEN**», inscrite au registre des sociétés civiles sous le numéro 114, dont le siège social et les bureaux sont situés à 7500 Tournai, avenue des Bouleaux, 75/B, immatriculée à la T.V.A. sous le numéro BE 402.504.468, constituée par acte reçu le vingt-neuf avril mil neuf cent vingt-deux, publié aux annexes au Moniteur belge du trois juin mil neuf cent vingt-deux sous le numéro 6458.

Ayant adopté la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée aux termes d'un procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire dressé par le notaire Claude DECROYER, le vingt-huit octobre mil neuf cent nonante-trois, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 931126-258.

Dont la durée a été prorogée à plusieurs reprises et pour la dernière fois pour trente ans par décision de l'assemblée générale extraordinaire du huit avril mil neuf cent quatre-vingt-un, publiée aux annexes du Moniteur belge dont les statuts ont été modifiés suivant actes :

- du notaire Anne GAHYLLE en date du trente novembre deux mille, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 20001222-297,
- du notaire Anne GAHYLLE en date du vingt avril deux mille un, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 2001.0517-13,
- du notaire Anne GAHYLLE en date du vingt-six avril deux mille deux, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 2002.20522-498,
- du comité d'acquisition de Mons en date du vingt avril deux mille sept, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 07074612,
- du comité d'acquisition de Mons en date du vingt-cinq avril deux mille huit, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 08076882,
- du comité d'acquisition de Mons en date du vingt-six avril deux mille treize, publié aux annexes du Moniteur belge le vingt-huit mai deux mille treize sous le numéro 13079965.

Connue au registre des sociétés civiles à Tournai ayant emprunté la forme commerciale sous le numéro 114.

Agréée par la société wallonne du logement le trente et un décembre mil neuf cent quatre-vingt-huit, agrément renouvelé le seize décembre deux mille deux.

Ici représentée par le fonctionnaire instrumentant en vertu de l'article 63 du décret programme du 21 décembre 2016, publié au Moniteur belge du 29 décembre 2016, entré en vigueur le 1er

janvier 2017 et plus particulièrement en vertu d'une décision de son conseil d'administration approuvée par la société wallonne du logement le,
Ci-après dénommée «l'emphytéote».

I.- EXPOSE PREALABLE

Le fonctionnaire instrumentant expose ce qui suit : la ville de Tournai est propriétaire du bien ci-après désigné; elle a octroyé, par acte reçu le trois avril deux mille par le fonctionnaire instrumentant précité, un bail emphytéotique au profit de l'emphytéote; celui-ci a été transcrit au bureau des hypothèques de Tournai le deux juin suivant, volume 15670, numéro 14.
Aux termes d'un acte passé ce jour devant le même fonctionnaire instrumentant, la ville de Tournai va aliéner le bien désigné ci-dessous au Logis tournaisien de sorte que le bail emphytéotique perdra sa raison d'être.

II.- RESILIATION DU BAIL

Le propriétaire et l'emphytéote déclarent mettre fin, de commun accord, et pour cause d'utilité publique, au bail existant sur le bien ci-après désigné.

DESIGNATION DU BIEN

TOURNAI 1ère division (INS 57081 - MC 19905)

Une parcelle sise au lieu-dit «CHAMP DE BARGE», actuellement cadastrée comme jardin, section I numéro 370 C5 pour une contenance de cinquante-six ares vingt centiares (56 a 20 ca).

Ci-après dénommée «le bien»

III.- CONDITIONS

La présente résiliation, du commun accord des parties, est convenue gratuitement et prend cours ce jour.

IV.- DISPOSITIONS FINALES

FRAIS

Tous les frais des présentes sont à charge de l'emphytéote.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, le propriétaire et l'emphytéote font élection de domicile chacun en leur siège respectif.

DISPENSE D'INSCRIPTION D'OFFICE

Les parties déclarent qu'elles sont d'avis qu'il n'existe pas de privilège immobilier et que, dès lors, il ne doit pas être pris inscription d'office lors de la transcription du présent acte.

DECLARATIONS

Les parties déclarent :

- qu'elles ne sont pourvues ni d'un administrateur provisoire ni d'un conseil judiciaire ou d'un curateur;
- qu'elles n'ont pas déposé de requête en concordat judiciaire ou en réorganisation judiciaire;
- qu'elles ne sont pas en état de cessation de paiement et qu'elles n'ont pas été déclarées en faillite non clôturée à ce jour;
- et d'une manière générale, qu'elles ne sont pas dessaisies de tout ou partie de l'administration de leurs biens.

DONT ACTE.

Passé à Tournai

et signé par le fonctionnaire instrumentant, après lecture commentée."

"ACTE DE VENTE D'IMMEUBLE.

L'an deux mille dix-sept,

Le

Nous, Christian FOUCART, commissaire - conseiller au service public de Wallonie, direction générale transversale du budget, de la logistique et des technologies de l'information et des communications, département des comités d'acquisition, direction du comité d'acquisition de Mons, actons la convention suivante intervenue entre :

D'UNE PART,

La **VILLE DE TOURNAI**, ici représentée par le fonctionnaire instrumentant en vertu de l'article 63 du décret programme du 21 décembre 2016, publié au Moniteur Belge du 29 décembre 2016, entré en vigueur le 1er janvier 2017 ainsi qu'en exécution d'une délibération du conseil communal en date du vingt-cinq septembre deux mille dix-sept, délibération devenue définitive au regard des règles régissant la tutelle et dont un extrait certifié conforme restera ci-annexé,

Ci-après dénommée "**le vendeur**".

ET D'AUTRE PART,

La société coopérative à responsabilité limitée, dénommée «**LE LOGIS TOURNAISIEN**», inscrite au registre des sociétés civiles sous le numéro 114, dont le siège social et les bureaux sont situés à 7500 Tournai, avenue des Bouleaux, 75/B, immatriculée à la T.V.A. sous le numéro BE 402.504.468, constituée par acte reçu le vingt-neuf avril mil neuf cent vingt-deux, publié aux annexes au Moniteur belge du trois juin mil neuf cent vingt-deux sous le numéro 6458.

Ayant adopté la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée aux termes d'un procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire dressé par le notaire Claude DECROYER, le vingt-huit octobre mil neuf cent nonante-trois, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 931126-258.

Dont la durée a été prorogée à plusieurs reprises et pour la dernière fois pour trente ans par décision de l'assemblée générale extraordinaire du huit avril mil neuf cent quatre-vingt-un, publiée aux annexes du Moniteur belge dont les statuts ont été modifiés suivant actes :

- du notaire Anne GAHYLLE en date du trente novembre deux mille, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 20001222-297,
- du notaire Anne GAHYLLE en date du vingt avril deux mille un, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 2001.0517-13,
- du notaire Anne GAHYLLE en date du vingt-six avril deux mille deux, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 2002.20522-498,
- du comité d'acquisition de Mons en date du vingt avril deux mille sept, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 07074612,
- du comité d'acquisition de Mons en date du vingt-cinq avril deux mille huit, publié aux annexes du Moniteur belge sous le numéro 08076882,
- du comité d'acquisition de Mons en date du vingt-six avril deux mille treize, publié aux annexes du Moniteur belge le vingt-huit mai deux mille treize sous le numéro 13079965.

Connue au registre des sociétés civiles à Tournai ayant emprunté la forme commerciale sous le numéro 114.

Agréée par la société wallonne du logement le trente et un décembre mil neuf cent quatre-vingt-huit, agrément renouvelé le seize décembre deux mille deux,

Ici représentée par le fonctionnaire instrumentant en vertu de l'article 63 du décret programme du 21 décembre 2016, publié au Moniteur belge du 29 décembre 2016, entré en vigueur le 1er janvier 2017 et plus particulièrement en vertu d'une décision de son conseil d'administration approuvée par la société wallonne du logement le,

Ci-après dénommée "**l'acquéreur**", qui a comparu devant moi.

I.- VENTE.

Le vendeur vend le bien décrit ci-après aux conditions ci-après à l'acquéreur qui accepte :

DESCRIPTION DU BIEN

TOURNAI 1ère division (INS 57081 - MC 19905)

Une parcelle sise au lieu-dit «**CHAMP DE BARGE**», actuellement cadastrée comme jardin, section I numéro 370 C5 pour une contenance de cinquante-six ares vingt centiares (56 a 20 ca) (fonds exclusivement),

Ci-après dénommée "**le bien**".

UTILITE PUBLIQUE

La vente a lieu pour cause d'utilité publique en vue de régulariser la situation juridique des nouvelles constructions érigées par le Logis tournaisien, notamment sur le bien objet du présent acte, conformément au bail emphytéotique d'une durée de 99 ans concédé par la Ville au profit du Logis tournaisien en date du trois avril deux mille.

ORIGINE DE PROPRIETE

Le bien prédécrit appartenait il y a plus de trente ans à Monsieur Jean VLAEMINCK et son épouse Madame Alphonsine IMBERT pour l'avoir acquis publiquement le vingt-sept mars mil neuf cent cinquante et un par acte reçu par Maître GLORIEUX, notaire à Tournai.

Monsieur Jean VLAEMINCK est décédé le vingt-deux octobre mil neuf cent cinquante-sept. Sa succession a été recueillie par son épouse, pour l'usufruit, en vertu d'un acte de donation entre époux reçu le deux juin mil neuf cent treize par Maître LAMBERT, notaire à Tournai et, pour le surplus, par Madame Jeanine VLAEMINCK, épouse de Monsieur Ernest WILMET et par Monsieur Jean VLAEMINCK.

Madame Alphonsine IMBERT est décédée le seize décembre mil neuf cent soixante et un. Sa succession est échue légalement à ses enfants précités, Madame Jeanine VLAEMINCK et Monsieur Jean VLAEMINCK, chacun pour moitié. L'usufruit recueilli dans la succession de son époux s'est éteint.

Aux termes d'un acte reçu le quinze mai mil neuf cent nonante et un par Maître GENIN, notaire à Tournai, le bien a été donné à la ville de Tournai.

Par acte passé le trois avril deux mille devant Monsieur Christian FOUCART, alors commissaire au comité d'acquisition d'immeubles de Mons, la ville de Tournai a consenti, sur le bien objet des présentes, un bail emphytéotique pour une durée de nonante-neuf ans au profit du Logis tournaisien. Ce bail a été résilié par acte reçu ce jour par le fonctionnaire instrumentant.

II.- CONDITIONS.

1.- GARANTIE - SITUATION HYPOTHECAIRE.

Le bien est vendu pour quitte et libre de toutes charges hypothécaires, tant dans le chef du vendeur que dans le chef des précédents propriétaires.

2.- SERVITUDES.

Le bien est vendu avec toutes ses servitudes actives et passives, apparentes et occultes, continues et discontinues, libre à l'acquéreur de faire valoir les unes à son profit et de se défendre des autres, mais à ses frais, risques et périls sans intervention du vendeur ni recours contre lui et sans, cependant, que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droits qu'il n'en aurait, soit en vertu de titres réguliers et non prescrits soit en vertu de la loi. A cet égard, le vendeur déclare qu'il n'a personnellement conféré aucune servitude sur le bien vendu et qu'à sa connaissance, il n'en existe pas d'autres que celles résultant de prescriptions légales.

3.- ETAT DU BIEN - CONTENANCE.

L'acquéreur prendra le bien dans l'état où il se trouve, sans aucune garantie au sujet du bon état des constructions, des vices ou défauts apparents ou cachés, de la nature du sol ou du sous-sol, ni de la contenance indiquée, dont la différence en plus ou en moins, fût-elle supérieure au vingtième, fera profit ou perte pour l'acquéreur.

Il ne pourra exiger aucune indemnité pour erreur de nom, de désignation, d'indication de tenants et aboutissants ni pour défaut d'accès.

4.- RESERVE.

Tous les compteurs et canalisations, qui se trouveraient actuellement dans le bien et qui n'appartiendraient pas au vendeur, ne font pas partie de la vente et sont réservés à qui de droit.

5.- SERVICES D'UTILITE PUBLIQUE.

L'acquéreur sera tenu de continuer tous contrats ou abonnements aux eaux, gaz, électricité et/ou autres services d'utilité publique pouvant exister relativement au bien vendu et il en paiera et supportera toutes redevances à partir des plus prochaines échéances suivant la date de son entrée en jouissance.

6.- PERMIS D'ENVIRONNEMENT

Le vendeur déclare que le bien ne fait l'objet d'aucun permis d'environnement. En conséquence, il n'y a pas lieu de faire mention de l'article 60 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

7.- GESTION DES SOLS

Les parties déclarent avoir été informées qu'il résulte du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols, que doivent être mentionnées, dans tout acte de cession immobilière visé par l'article D.IV.99 du CoDT, les «*données relatives au bien inscrites dans la banque de données de l'état des sols au sens de l'article 10 du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols*» ainsi que certaines obligations en matière d'investigation et d'assainissement, notamment en cas de cessation d'une exploitation autorisée. La banque de données de l'état des sols précitée n'est, au jour de la passation du présent acte, ni créée ni - a fortiori - opérationnelle. Sous le bénéfice de cette précision et de son approbation par le Ministre de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et de l'environnement, les parties requièrent le fonctionnaire instrumentant de recevoir néanmoins le présent acte.

Le vendeur déclare :

1. ne pas avoir exercé sur le bien d'activités pouvant engendrer une pollution du sol ou ne pas avoir abandonné de déchets sur ce bien pouvant engendrer telle pollution;
2. ne pas avoir connaissance de l'existence présente ou passée sur ce même bien d'un établissement ou de l'exercice présent ou passé d'une activité figurant sur la liste des établissements et activités susceptibles de causer une pollution du sol au sens dudit décret sols en vigueur en Région wallonne;
3. qu'aucune étude de sol dite d'orientation ou de caractérisation dans le sens dudit décret sols n'a été effectuée sur le bien et que, par conséquent, aucune garantie ne peut être donnée quant à la nature du sol et son état de pollution éventuel.

Pour autant que ces déclarations aient été faites de bonne foi, le vendeur est exonéré vis-à-vis de l'acquéreur de toute charge relative à une éventuelle pollution de sol qui serait constatée dans le futur et des éventuelles obligations d'assainissement du sol relatives au bien.

III.- URBANISME : mentions et déclarations imposées par le CoDT (articles D.IV.99 et 100)

Aux termes de l'article D.IV.99. § 1er qui stipule que dans tout acte entre vifs, sous seing privé ou authentique, de cession, qu'il soit déclaratif, constitutif ou translatif, de droit réel ou personnel de jouissance de plus de neuf ans, en ce compris les actes de constitution d'hypothèque ou d'antichrèse, à l'exception cependant des cessions qui résultent d'un contrat de mariage ou d'une modification de régime matrimonial et des cessions, qui résultent d'une convention de cohabitation légale ou d'une modification d'une telle convention, relatif à un immeuble bâti ou non bâti;

Aux termes de l'article D.IV.100 qui stipule : "L'obligation de mention incombe au titulaire du droit cédé, à son mandataire ou à l'officier instrumentant. Si les informations à mentionner ne peuvent être fournies par ceux-ci, elles sont demandées aux administrations intéressées conformément aux règles établies en exécution de l'article D.IV.105. A défaut de réponse de l'administration intéressée dans le délai prévu, le titulaire du droit cédé, son mandataire ou l'officier instrumentant mentionne dans l'acte la date de l'envoi contenant la demande d'informations ou du récépissé de la demande d'informations, indique que les informations n'ont pas été données et que l'acte est passé en dépit du défaut de réponse de l'administration.",

a) Il est fait mention :

1° que le bien est situé en zone d'habitat en application de l'article D.IV.97

2° le cas échéant, de l'existence, de l'objet et de la date des permis de lotir, des permis d'urbanisation, des permis de bâtir et d'urbanisme et d'urbanisme de constructions groupées, délivrés après le 1er janvier 1977, ainsi que des certificats d'urbanisme qui datent de moins de deux ans et, pour la région de langue française, des certificats de patrimoine valables :

- le bien est situé dans le projet de schéma de structure communal adopté provisoirement par le conseil communal du 28 avril 2008 avec, sur la carte de structure spatiale, une affectation de «zone résidentielle dense de la première couronne»;

- le bien est situé dans le périmètre du lotissement n° L06/01/03, non périmé autorisé par le fonctionnaire délégué en date du 5 juillet 2006;
- est soumis aux dispositions du plan d'alignement du susdit lotissement;
- le bien n'a pas fait l'objet d'un certificat d'urbanisme de moins de deux ans;
- le bien a fait l'objet d'un permis d'urbanisme délivré :
 - le 19 mai 2011 (dossier PU10/01/317), au LOGIS TOURNAISIEN, en vue d'équiper la voirie ;
 - le 4 octobre 2013 (dossier PU13/01/247), en vue de construire 35 logements - et (dossier PU13/01/248), en vue de construire 23 logements locatifs;
 - le 1er août 2014 (dossier PU14/01/128), pour une cabine haute tension;

3° le cas échéant, d'observations du collège communal ou du fonctionnaire délégué conformément à l'article D.IV.102;

4° que le ou les cédants ont, ou n'ont pas, réalisé des actes et travaux constitutifs d'une infraction en vertu de l'article D.VII.1, §1er 1, 2° ou 7° et, le cas échéant, qu'un procès-verbal a été dressé;

b) Il est rappelé :

1° qu'il n'existe aucune possibilité d'effectuer sur le bien aucun des travaux et actes visés à l'article D.IV.4, à défaut d'avoir obtenu un permis d'urbanisme;

2° qu'il existe des règles relatives à la péremption des permis;

3° que l'existence d'un certificat d'urbanisme ne dispense pas de demander et d'obtenir le permis requis.

IV.- OCCUPATION - ENTREE EN JOUISSANCE - IMPOTS.

Le bien vendu est occupé par le Logis tournaisien en vertu du bail emphytéotique dont question ci-avant.

L'acquéreur aura la pleine propriété du bien à dater des présentes. Il en a la jouissance.

En sa qualité de propriétaire, il paiera le précompte immobilier et toutes autres impositions afférentes au bien vendu à compter du même moment.

V.- MENTIONS LEGALES.

L'acquéreur reconnaît que le fonctionnaire instrumentant a attiré son attention sur les dispositions de l'article 212 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe ayant pour objet la restitution des droits d'enregistrement.

VI.- PRIX.

La vente est consentie et acceptée moyennant le prix de **deux cent nonante mille euros** (290.000,00 €) qui a été payé antérieurement aux présentes par virement sur le compte numéro BE41 0910 0040 7631 de la Ville de Tournai.

Quittance

Est ici intervenu Monsieur Eddy MOULIN, Directeur financier de la Ville de Tournai, lequel déclare que l'entière du prix susmentionné a été payée sur le compte numéro BE41 0910 0040 7631 du bureau des recettes de la ville de Tournai et donner quittance entière et définitive. A la demande du fonctionnaire instrumentant, il déclare, en outre, que le paiement a été effectué par débit du compte financier numéro BE.....

Conformément à la décision du conseil communal, Monsieur Eddy MOULIN et la ville de Tournai, dûment représentée, requièrent la dispense d'inscription d'office comme dit ci-après.

VII.- DISPOSITIONS FINALES.

1. FRAIS.

Tous les frais des présentes sont à charge de l'acquéreur.

2.- DISPENSE D'INSCRIPTION D'OFFICE

Le vendeur déclare dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office lors de la transcription du présent acte.

3.-ELECTION DE DOMICILE.

Pour l'exécution des présentes, le vendeur et l'acquéreur font élection de domicile en leur siège respectif.

DONT ACTE.

Passé à Tournai et signé par l'intervenant et le fonctionnaire instrumentant, après lecture.".

<u>24. Réseaux scolaires. Avantages sociaux. Contentieux. Convention transactionnelle. Approbation.</u>
--

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, Paul-Olivier DELANNOIS rentre en séance.

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, se réjouit de l'issue de ce dossier, tout en déplorant le fait que la ville ait éludé la question pendant de nombreuses années.

"A présent, tout le monde est sur le même niveau !" s'exclame-t-il.

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, intervient ensuite :

"Il arrive que notre bourgmestre en titre fasse des références ou utilise des citations en rapport avec la religion. Je lui ferai peut-être plaisir en y allant de la mienne : « L'Esprit Saint est descendu sur les apôtres ». L'Esprit Saint apportait aux apôtres lumière, sagesse et clairvoyance pour porter la bonne parole. C'est ce que les chrétiens célèbrent à la Pentecôte. Cela s'est, semble-t-il, reproduit (est-ce un miracle ?) à un autre moment : lorsque le collège a accepté l'accord sur les avantages sociaux. Un long conflit prend fin et, dans la mesure où cet accord a été accepté par les deux parties, nous ne pouvons que nous en réjouir. Nous sommes intervenus à plusieurs reprises au cours de cette législature sur le sujet. Nous demandions, et nous exigeons même, que le décret de 2001 sur les avantages sociaux soit respecté à Tournai. Rappelez-vous les interventions que nous avons faites à l'époque concernant le subside de 50.000,00€ accordé à une ASBL « fantôme » chargée de le redistribuer dans l'enseignement communal d'une manière qui est toujours restée floue... Notre opinion, et nous la maintenons, était déjà que ce subside était une manière de « contourner » le décret. Ce subside a été supprimé depuis lors. Mais ce n'était qu'une partie du problème. Nos interventions ont pu donner l'impression qu'en défendant notre point de vue, nous étions « contre » l'enseignement communal. Il n'en a jamais été question et j'avais déjà eu l'occasion de le dire dans mes interventions précédentes. L'enseignement communal est un enseignement de qualité et il est normal que la Ville, qui en est le pouvoir organisateur, donne les moyens à ses écoles d'assumer leur mission.

Par contre nous avons toujours défendu 2 règles :

1 - Que ce soutien se fasse dans la clarté et la légalité, c'est-à-dire dans le respect du décret de 2001.

2- Que l'on respecte le principe « 1 enfant = 1 enfant ». Ce principe repris d'ailleurs noir sur blanc dans notre programme électoral de 2012 n'était, selon nous, pas respecté à Tournai. L'accord négocié et qui, je l'espère, sera accepté à l'unanimité aujourd'hui, va donc dans le bon sens.

Je souhaite cependant ajouter une remarque et une proposition.

La remarque concerne le passé : il est regrettable que cet accord aboutisse suite à un procès et la menace d'une lourde condamnation. Cela a pris beaucoup d'énergie et probablement coûté pas mal d'argent et ce, pour les deux parties. Faudra-t-il dans le futur passer par la voie judiciaire pour être entendu ? J'espère que ce n'est pas le message que les Tournaisiens et les associations retiendront de cet épisode.

La proposition concerne le futur : nous demandons que le groupe de travail, qui s'est réuni pour négocier l'accord, se transforme en « comité permanent de concertation enseignement communal - enseignement libre ». Sa composition et la fréquence de réunion (2x/an par exemple) seraient bien sûr à définir. Son rôle serait d'aborder les problèmes qui pourraient apparaître dans le futur, mais aussi d'envisager des collaborations inter-réseaux. Cela s'est parfois fait, mais cela reste l'exception (garderie commune ou scolarisation des enfants des

demandeurs d'asile, par exemple). Un comité permanent permettrait plus que probablement de développer ce type de collaboration où tous seraient gagnants. Tout cela reste à définir, mais j'aimerais, aujourd'hui, avoir un premier avis de Monsieur l'Echevin Philippe ROBERT sur cette proposition.

Je terminerai mon intervention comme je l'ai commencée, par une note positive. On a fait un pas important grâce à cet accord, et dans le bon sens. Nous espérons, cependant, que l'on pourra tirer les leçons de ce long conflit et poursuivre dans le futur vers plus de dialogue et de collaboration. Nous voterons, dès lors, de manière positive sur ce point.

J'allais oublier de remercier le Saint-Esprit....."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, prend la parole à son tour : "On comprend bien la logique d'équité demandée par le réseau libre : un enfant = un enfant.

Par contre, on regrette le résultat de la transaction qui ne nous paraît pas aboutie.

Si j'ai bien compris, le prix de la garderie sera de 0,50€ le matin et 0,50€ le soir, avec, en plus 0,20€ le midi. Ça voudra dire que le tarif des garderies va augmenter de façon significative puisqu'il était à 1,00€ par semaine l'an dernier. A cela s'ajoutent aussi 2,00€ pour le mercredi après-midi. Pour les familles nombreuses et les petits revenus, ça risque de faire très mal.

Un système calculé en fonction des revenus et dégressif en fonction du nombre d'enfants serait beaucoup plus juste.

Est-ce que le CPAS acceptera d'intervenir pour ces frais, tant dans le réseau libre que communal?

Ce que nous demandons par-dessus tout, c'est un regroupement d'énergie entre les réseaux et un décloisonnement. Pourquoi ne pas prévoir une garderie dans toutes les écoles et imaginer les regrouper en fonction de critères géographiques pour diminuer le coût ? La qualité de l'encadrement pourrait aussi être revue. Ce travail pourrait être réfléchi au sein du comité accueil temps libre."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEBVRE**, reprend les mêmes arguments au cours du débat qui s'ensuit.

Pour le **président** d'assemblée, "il ne faut pas se tromper de débat : la transaction a eu lieu. Elle est à présent soumise au conseil communal pour qu'il soit mis fin au litige en cas d'accord sur la convention transactionnelle. Cela ne signifie pas pour autant que de commun accord, d'autres dispositions ne puissent pas être prises dans le futur. Mais ce n'est pas le sujet actuellement."

Pour Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, l'essentiel est qu'un compromis ait été trouvé et que le procès ait été évité. Il s'agit d'un problème ancien qui a traversé trois législatures.

Ceci explique peut-être la difficulté d'aboutir à une solution. Ceci étant, rien n'interdit à l'avenir d'aller plus loin.

"Je pense qu'il faut que nous travaillions dans une logique de collaboration et de coopération plutôt que de confrontation qui est préjudiciable aux échanges de notre Ville" conclut-il.

Par 34 voix pour et 2 abstentions, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mme M. C. MARGHEM, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, R. DEMOTTE, E. VANDECAVEYE, Mmes C. GUISSSET-LEMOINE, B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSENS, MM. X. DECALUWE, L.-D. CASTERMAN, L. COUSAERT, A. MELLOUK, S. LECONTE, M. R. DELVIGNE, Mmes L. DEDONDER, L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE,

M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. G. HUEZ, président d'assemblée.

Se sont abstenues : Mmes M.-C. LEFEBVRE, C. LADAVID.

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'en date du 9 juin 2004, une citation a été lancée à la requête de vingt-quatre pouvoirs organisateurs des écoles libres fondamentales organisées sur le territoire de la Ville, aux termes de laquelle ces derniers entendaient faire condamner la Ville :

- à payer aux requérants la somme fixée provisionnellement à 1.560.809,50 € pour les frais de surveillance, à 287.170,00 € pour l'intervention dans le coût de la piscine, à 50.000,00 € pour l'organisation des repas, à 13.000,00 € pour l'intervention dans les classes de dépaysement, à 167.000,00 € pour les frais de transport.
- à intervenir à l'avenir dans les avantages sociaux susmentionnés et ce, dans les mêmes conditions que celles auxquelles les avantages sociaux avaient été octroyés.
- à payer les intérêts moratoires et judiciaires et tous les dépens prévus par l'article 1018 du code judiciaire;

Considérant qu'aux termes de leurs conclusions, les requérantes ont porté à 4.321.554,90 € la somme provisionnelle sollicitée, outre les intérêts, les frais et dépens;

Considérant que cette affaire trouve son origine dans la lettre du 7 juin 2001 de Maître Dominique DRION, conseil des écoles libres fondamentales organisées sur le territoire de la Ville, laquelle soulève la problématique des avantages sociaux octroyés dans l'enseignement communal, la notion d'avantage social figurant à l'article 33 de la loi du 29 mai 1959, dite «loi du pacte scolaire» [1] et du principe d'égalité des établissements d'enseignement consacré par l'article 24 de la Constitution;

Considérant le jugement prononcé le 5 septembre 2013 par le tribunal de première instance de Tournai ordonnant une expertise comptable des seuls comptes de la Ville telle que sollicitée par les pouvoirs organisateurs;

Considérant l'arrêt interlocutoire de la Cour d'appel de Mons, rendu le 3 septembre 2015 dans le cadre de l'appel interjeté à l'encontre du jugement précité, ordonnant une expertise des comptes des deux parties;

Considérant qu'en marge de la procédure judiciaire en cours, la partie adverse a souhaité la mise sur pied d'un groupe de travail et entamé auprès de la Ville des négociations en vue d'aboutir à un accord amiable permettant de mettre un terme définitif à ce contentieux;

Considérant que ce groupe de travail a abouti à un accord confidentiel présenté à l'ensemble des pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre le 6 juin 2017;

Considérant que par mail du 7 juin 2017, la Ville a été informée que les pouvoirs organisateurs, présents ou représentés, ont décidé à l'unanimité d'accepter les conditions du préaccord confidentiel convenu entre les parties et leurs conseils respectifs;

Considérant que les termes majeurs de l'accord peuvent se résumer comme suit :

- les écoles des deux réseaux s'engageront à ne pas ouvrir leurs garderies avant 7 heures et après 18 heures;
- à compter de l'année scolaire 2017-2018 pour les écoles communales et de l'année scolaire 2018-2019 pour les écoles libres, les écoles des deux réseaux s'engageront à appliquer les mêmes tarifs (minimum);
 - matin (entre 7 heures et 8 heures 15) : 0,50 €/jour (créneau horaire qui pourrait être adapté à l'heure de début des cours dans chaque école);
 - midi : 0,25 €/jour (droit de chaise pour les repas chauds);
 - soir : (entre 15 heures 30 et 18 heures) : 0,50 €/jour (créneau horaire qui pourrait être adapté à l'heure de fin des cours dans chaque école);
- à l'avenir et à dater de l'année scolaire 2017-2018, la Ville versera un montant de 15,00 € par élève et par année scolaire;

- pour le passé, la Ville versera en une fois la somme totale de 449.400,00 € (quatre cent quarante-neuf mille quatre cents euros);

Vu le projet de convention transactionnelle établi à cet effet;

Considérant qu'en séance du 25 août 2017, le collège communal a marqué son accord de principe sur le projet de convention transactionnelle finalisé sous réserve de la décision du conseil communal;

Considérant que le conseil communal est invité à approuver les termes de ce projet de convention transactionnelle;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03/09/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

Par 34 voix pour et 2 abstentions;

DECIDE

d'approuver les termes du projet de convention transactionnelle destiné à mettre fin au contentieux relatif aux avantages sociaux accordé au réseau scolaire communal :

«ENTRE D'UNE PART :

Les pouvoirs organisateurs des écoles libres organisées sur le territoire de la ville de Tournai, à savoir :

1. L'ASBL Comité scolaire Notre-Dame Auxiliatrice de Tournai dont le siège social est établi à 7500 Tournai, rue Doublet, 18, immatriculée à la banque-carrefour des entreprises (BCE) sous le numéro 0434.319.577;
2. L'ASBL Institut Saint-André de Ramegnies-Chin et Tournai, dont le siège est établi à 7520 Ramegnies-Chin, chaussée de Tournai, 57, immatriculée à la banque-carrefour des entreprises (BCE) sous le numéro 0408.578.153;
3. L'ASBL Ursuline la Madeleine-ULM, dont le siège est établi à 7500 Tournai, rue des Carmes, 10, immatriculée à la banque-carrefour des entreprises (BCE) sous le numéro 0458.227.802;
4. L'ASBL Ecole des Frères, dont le siège est établi à 7500 Tournai, rue des Choraux, 12, immatriculée à la banque-carrefour des entreprises (BCE) sous le numéro 0424.262.261;
5. L'ASBL Centre scolaire fondamental Saint-Maur, dont le siège est établi à 7500 Tournai, place de Saint-Maur, 42, immatriculée à la banque-carrefour des entreprises (BCE) sous le numéro 0443.654.640;
6. L'ASBL École fondamentale Saint-Nicolas – Notre-Dame de la Salette, dont le siège est établi à 7500 Tournai, rue du Rempart, 21, immatriculée à la banque-carrefour des entreprises (BCE) sous le numéro 0463.946.743;
7. L'ASBL École libre subventionnée Saint-Joseph et Saint-Eleuthère, dont le siège est établi à 7522 Blandain, place de Blandain, 19, immatriculée à la banque-carrefour des entreprises (BCE) sous le numéro 0417.580.248;
8. L'ASBL École maternelle Saint-Albin, dont le siège est établi à 7534 Barry, Rue de l'Eglise, 19, immatriculée à la banque-carrefour des entreprises (BCE) sous le numéro 0434.404.996;
9. L'ASBL Pouvoir organisateur de l'école Paroissiale de Maulde, dont le siège est établi à 7534 Maulde, rue du Val de Maulde, 58, immatriculée à la banque-carrefour des entreprises (BCE) sous le numéro 0432.485.287;
10. L'ASBL École Saint-Joseph Vezon-Wasmes, dont le siège est établi à 7538 Vezon, rue des Prisonniers, 36/b, immatriculée à la banque-carrefour des entreprises (BCE) sous le numéro 0456.346.495;
11. L'ASBL Centre scolaire de la Sainte-Union à Kain, dont le siège est établi à 7540 Kain, rue Montgomery, 71, immatriculée à la banque-carrefour des entreprises (BCE) sous le numéro 0414.119.823;

12. L'ASBL Centre scolaire fondamental Saint-Joseph à Tournai, dont le siège est établi à 7500 Tournai, chaussée de Lille, 32, immatriculée à la banque-carrefour des entreprises (BCE) sous le numéro 0432.350.774;
 13. L'ASBL Centre éducatif de la Sainte-Union, dont le siège est établi à 7500 Tournai, chaussée de Lille, 12, immatriculée à la banque-carrefour des entreprises (BCE) sous le numéro 0420.558.445;
 14. L'ASBL Collège Notre-Dame de la Tombe à Kain, dont le siège est établi à 7540 Kain, rue Abbé Dropsy, 2, immatriculée à la banque-carrefour des entreprises (BCE) sous le numéro 0401.269.796;
 15. L'ASBL École Verte et Sacré-Cœur, dont le siège social est établi chaussée de Renaix, 86 à 7500 Tournai, immatriculée à la banque-carrefour des entreprises (BCE) sous le numéro 0457.320.752;
 16. L'ASBL École libre Mutien-Marie de Gaurain-Ramecroix, dont le siège est établi à 7530 Gaurain-Ramecroix, rue Gros Fidèle, 51, immatriculée à la banque-carrefour des entreprises (BCE) sous le numéro 0431.182.717;
 17. L'ASBL École fondamentale libre subventionnée de Templeuve, dont le siège est établi à 7520 Templeuve, Contour de l'Église, 2, immatriculée à la Banque-Carrefour des Entreprises (BCE) sous le numéro 0433.197.347;
 18. L'ASBL École Saint-Eloi, dont le siège est établi à 7503 Froyennes, chaussée de Lannoy, 144 BIS, immatriculée à la banque-carrefour des entreprises (BCE) sous le numéro 0433.933.062;
 19. L'ASBL Centre scolaire Don-Bosco Saint-Charles, dont le siège est établi à 7500 Tournai, boulevard Léopold, 63, immatriculée à la banque-carrefour-des entreprises (BCE) sous le numéro 0430.572.805;
 20. L'ASBL Comité scolaire Saint-Piat, dont le siège est établi à 7500 Tournai, rue Chèrequesfosse, 10, immatriculée à la banque-carrefour des entreprises (BCE) sous le numéro 0460.730.402;
 21. L'ASBL Ecole Saint-Michel dont le siège social est établi rue Saint-Eleuthère, 168 à 7500 Tournai;
 22. L'ASBL Ecole Maternelle Saint-Amand, dont le siège social est établi rue Albert 1er, 8 à 7531 Havinnes;
 23. L'ASBL Ecole fondamentale libre Saint-Joseph à Vaulx, dont le siège est établi rue des Jésuites, 28 à 7500 Tournai, immatriculé à la BCE sous le numéro 0477.169.427, ASBL en liquidation suite au transfert de l'école organisée vers une autre ASBL;
 24. En présence de l'ASBL Institut d'enseignement spécial, dont le siège social est établie rue du Saulchoir, 56 à 7540 Kain,
- Ci-après dénommées ensemble ou séparément «le(s) pouvoir(s) organisateur(s)» et représentées aux fins de la présente convention par M. François GUILBERT, directeur diocésain de l'enseignement fondamental libre du Hainaut, et Maître Dominique DRION, avocat,

ET D'AUTRE PART :

La ville de Tournai, représentée par son collègue communal, dont les bureaux sont établis à l'hôtel de ville, 7500 Tournai,

Ci-après dénommée «la Ville», représentée par

..... et ce, en exécution de la délibération du conseil communal du 25 septembre 2017

IL EST EXPOSE CE QUI SUIT :

1. Estimant que la Ville octroie des avantages sociaux aux élèves fréquentant l'enseignement qu'elle organise sans les accorder aux élèves fréquentant l'enseignement libre organisé sur le

territoire de la Ville, les pouvoirs organisateurs ont pris l'initiative d'une action judiciaire par citation du 9 juin 2004.

2. La procédure a connu, notamment, les développements suivants :

Le tribunal de première instance de Tournai a prononcé un premier jugement le 6 septembre 2012 et un second jugement le 5 septembre 2013, que les parties connaissent et sur lesquels elles n'estiment pas devoir revenir dans la présente convention.

Saisie d'une requête d'appel déposée par les pouvoirs organisateurs le 16 mai 2014, la Cour d'appel de Mons a prononcé un arrêt le 3 septembre 2015 dont certains extraits sont repris ci-après pour la parfaite compréhension de la présente convention.

3. Statuant sur les principes généraux applicables et le cadre légal, la Cour a considéré que :
«Avant le 1er septembre 2001, il échet donc de faire application de la conception évolutive conformément à l'article 33 de la loi du 29 mai 1959 et après le 1er septembre 2001, il convient de s'en référer à la conception restrictive telle qu'elle ressort de l'article 2 du décret (lire décret du 7 juin 2001).

Cela signifie que pour la période courant depuis le 1er septembre 2001, la Cour ne possède pas de pouvoir d'appréciation et les prétentions des intimés relatives aux aides accordées par la commune, que la Cour considérerait comme des avantages sociaux qui ne seraient pas repris dans le décret, et seraient non fondées dans la mesure où, en les accordant, la commune aurait violé le texte légal.

Si une prestation constitue, non pas un avantage social, mais un avantage s'inscrivant dans l'organisation normale de l'enseignement, chaque réseau est libre de l'octroyer sans que l'autre réseau ne puisse le revendiquer à raison du respect de non-discrimination.»

Analysant la prescription de l'action, la Cour a considéré que :

«La période litigieuse débute donc le 10 juin 1995.»

Analysant la liste des avantages sociaux, la Cour a considéré qu'en se plaçant avant le 1er septembre 2001, constituaient des avantages sociaux :

- Les surveillances organisées au sein d'un établissement scolaire dans la mesure où elles ne sont pas dispensatrices de savoir, mais constituent une aide logistique aux parents dont les activités professionnelles ne leur permettent pas de venir chercher leurs enfants aux heures où commencent et finissent les cours : il ne sera dès lors tenu compte que des périodes d'une heure avant le début et une heure après la fin des cours.
- L'organisation des repas scolaires et des cantines par identité de motif avec les surveillances;
- L'accès et le transport à la piscine; la circulaire du 1er juin 1960 reconnaissant du reste l'accès à la piscine comme un avantage social;
- Les subventions allouées à des associations parascolaires dans la mesure où ces dernières prendraient en charge le coût d'avantages sociaux;
- La distribution de prix et de jouets : si l'on peut admettre que la distribution de prix constitués par des livres scolaires ou éducatifs s'inscrit dans un objectif pédagogique, il n'en est pas de même en ce qui concerne des jouets et des friandises dont la distribution est étrangère aux charges inhérentes à l'enseignement.»

Pour la période postérieure au 1er septembre 2001, la Cour s'est référée à la liste reprise à l'article 2 du décret; elle a limité les avantages sociaux «aux garderies, matin midi et soir, à raison d'une heure avant le début des cours et une heure après la fin des cours ainsi que le mercredi après-midi, à l'organisation des cantines et restaurants scolaires et au coût d'accès à la piscine».

Évoquant le devoir d'information, la Cour a rappelé que ce devoir incombait aux communes et était formellement consacré notamment par les articles 4 et 7 du décret du 7 juin 2001.

La Cour a encore considéré que :

«Antérieurement à celui-ci, l'effectivité des principes rappelés ci-avant, soit l'égalité et la non-discrimination entre les deux réseaux d'enseignement, impose cette même obligation d'information.

Les appelants (les pouvoirs organisateurs) sont également tenus à cette information d'une part, en raison du décret et de l'obligation d'information mutuelle visée ci-avant et, d'autre part, en raison du principe d'égalité contenu dans le pacte scolaire consacré par les articles 10, 11 et 24 de la Constitution qui imposent ce même devoir de loyauté à charge du réseau libre».

Considérant, enfin, que les parties apportaient suffisamment d'éléments permettant de penser que des avantages sociaux ont été accordés dans l'un ou l'autre réseau ou les deux, et qu'il s'imposerait dès lors de rétablir l'équilibre;

Considérant qu'estimant qu'une mesure d'expertise bilatérale se justifiait dans son principe, la Cour a, dès lors, désigné M. Oliver DEBLINDE qui sera ensuite remplacé par

M. Hugues FRONVILLE avec la mission suivante :

- de convoquer les parties pour le début de ses travaux dans le mois de la notification de sa mission par le greffe de cette cour;
- de prendre connaissance des explications des parties et de leurs dossiers inventoriés, rassemblant tous les documents pertinents qui lui seront remis, notamment en tenant compte des remarques de la Cour dans le présent arrêté;
- d'examiner pour la période courant à partir du 9 juin 1995 jusqu'au jour du présent arrêt, en faisant une différence entre la période se terminant le 31 août 2001 et celle débutant le 1er septembre 2001, la comptabilité qui lui sera remise par les parties ainsi que tout autre document décisionnel relatif aux comptes et notamment, pour ce qui concerne la ville de Tournai, les budgets de la jeunesse et des sports, de la culture ainsi que l'ASBL Groupement des anciens élèves et amis des écoles officielles de Tournai;
- de vérifier les dépenses communales d'une part et celles des différents pouvoirs organisateurs d'autre part, ayant trait à l'enseignement au sens large;
- de déterminer, sur la base des principes établis par la Cour, les différents avantages qui pourraient constituer des avantages sociaux, c'est-à-dire si des montants ont été affectés à partir du budget de la ville de Tournai en faveur de son réseau et à partir du budget des pouvoirs organisateurs pour ce qui concerne leurs écoles et ce, sans intervention des parents ou avec leur intervention partielle seulement et sans intervention d'une autre collectivité publique telle la Communauté française;
- de donner tous les éléments utiles pour chiffrer les montants pouvant revenir aux parties appelantes d'une part et à l'intimée d'autre part,
- de répondre à toutes les réquisitions et notes de faits directoires des parties en rapport avec le litige en leur fixant un délai impératif pour le dépôt desdites notes;
- de tenter de concilier les parties et, à défaut, de faire du tout un rapport motivé, après en avoir communiqué aux parties les préliminaires contenant un relevé des opérations effectuées ainsi que des rapports de réunions dressés et des pièces reçues, ses constatations et son avis provisoire, et avoir répondu à leurs observations éventuelles;
- de déposer ce rapport au greffe de la Cour, dans les 8 mois de la notification de sa mission, sauf prorogation précise de ce délai par la Cour, à demander le cas échéant par l'expert avant ladite échéance;
- de désigner le président de la 20ème chambre pour assurer le contrôle de l'expertise. .

4. Après la séance d'installation de l'expertise, l'échange de premières pièces nécessaires à cette expertise et des réponses complémentaires que les parties se sont données à diverses questions soulevées, les parties ont décidé de se rencontrer afin de voir si le contentieux judiciaire ne pouvait trouver une solution négociée.

Après communication réciproque d'informations précises et utiles, les parties ont admis, sous réserve de ce qui sera précisé ci-après dans la convention, que :

Les élèves fréquentant l'enseignement communal organisé par la Ville et les élèves fréquentant une école libre organisée par un pouvoir organisateur sur le territoire de la Ville

pourraient bénéficier de la préparation et de la livraison de repas scolaires par liaisons froides dans le cadre du marché public de services lancé par la Ville et ayant pour objet la préparation et la livraison de repas scolaires par liaisons froides.

La Ville intervenant financièrement dans le coût des garderies scolaires, une intervention de celle-ci, pour le passé et pour l'avenir, en faveur des élèves fréquentant les écoles libres situées sur le territoire de la Ville, pourrait également être organisée, cette intervention tant pour les élèves de l'enseignement communal que pour les élèves de l'enseignement libre étant liée à une harmonisation des horaires de garderie et des coûts des garderies.

Aucun autre avantage social n'est à ce jour alloué par la Ville aux élèves fréquentant l'enseignement qu'elle organise et les écoles libres renoncent à toute autre prétention pour le passé quant à la question de l'octroi par la Ville d'autres avantages sociaux.

5. Après d'ultimes échanges, les parties ont décidé de régler transactionnellement le contentieux judiciaire.

6. La présente convention tient également compte, le cas échéant, de certaines situations spécifiques préexistantes impliquant déjà une forme de partenariat ou de mutualisation d'infrastructures entre les deux réseaux d'enseignement, comme c'est notamment le cas à Barry et Havinnes. Ainsi, le suivi de la présente convention (article III ci-après) devra notamment permettre aux parties d'apprécier l'équilibre le plus adéquat entre les droits et obligations découlant de la présente convention pour l'avenir et la préservation des partenariats existants, dans un souci d'optimisation du service rendu aux familles et aux enfants.

Au jour de la conclusion de la présente convention, la Ville n'organise au sein de son réseau aucune section d'enseignement spécial et n'est donc tenue à la prestation d'aucun avantage social à l'égard d'un tel enseignement organisé par le réseau libre.

L'ASBL Institut d'enseignement spécial intervient toutefois à la présente convention dans la mesure où elle pourrait bénéficier du marché public de services ayant pour objet la préparation et la livraison de repas scolaires par liaison froide (article I); elle n'est pas concernée et ne revendique rien quant aux garderies scolaires. Les autres stipulations de la présente convention ne lui sont dès lors applicables que dans la stricte mesure induite par son éventuelle participation au marché public visé par l'article I ci-après.

CET EXPOSE FAIT, LES PARTIES ONT DÈS LORS CONVENU DE CE QUI SUIV :

I. DES REPAS SCOLAIRES

Pour l'application du présent article, à l'exclusion toutefois des points v et vii ci-dessous, le vocable «pouvoir(s) organisateur(s)» couvre également l'ASBL Institut d'enseignement spécial rue du Saulchoir, 56 à 7540 Kain.

i. Les pouvoirs organisateurs peuvent s'inscrire auprès de la Ville afin de bénéficier, dans le cadre d'un marché conjoint, du marché public de services ayant pour objet la préparation et la livraison de repas scolaires par liaisons froides.

ii. Au plus tard le 30 novembre 2017, la Ville communiquera au secrétariat du centre de gestion de l'entité de Tournai (secretaire@entitetournai.be) le projet de cahier des charges susceptible d'être appliqué au marché visé sub (i) pour l'année scolaire 2018-2019, sous réserve d'approbation par ses organes compétents.

Les pouvoirs organisateurs font parvenir leur décision d'inscription au marché conjoint visé sub (i) pour le 31 décembre 2017 au plus tard; cette inscription engage les pouvoirs organisateurs concernés pour toute la durée de la présente convention. Les pouvoirs organisateurs concernés communiquent pour le 31 décembre de chaque année scolaire, et pour la première fois le 31 décembre 2017, une estimation du nombre de repas à fournir. Les pouvoirs organisateurs inscrits au 31 décembre 2017 bénéficieront du marché conjoint visé sub (i) à compter de l'année scolaire 2018-2019.

Le cas échéant, lors de son inscription, un pouvoir organisateur peut communiquer à la Ville un tarif maximum par repas livré auquel il prendra part au marché conjoint [1]

iii. Le pouvoir organisateur, qui souhaite ne plus bénéficier du marché visé sub (i), en avertit par écrit la Ville pour le 31 décembre d'une année scolaire au plus tard. Sa désinscription est effective à compter de la rentrée scolaire suivant cette notification.

iv. Les pouvoirs organisateurs inscrits bénéficieront des services de préparation et de livraison des repas scolaires aux conditions et selon les modalités fixées au cahier des charges régissant le marché conjoint visé sub (i). Une facturation séparée sera prévue par ledit cahier des charges pour la livraison des repas fournis à chaque pouvoir organisateur.

En cas de non-respect par un pouvoir organisateur des modalités fixées par le cahier des charges ou en cas de non-paiement des factures adressées par le fournisseur, la Ville se réserve le droit d'exclure du bénéfice du marché conjoint, pour l'année scolaire suivant la constatation de ces manquements, le pouvoir organisateur concerné; les manquements et dès lors la décision d'exclusion seront notifiés au pouvoir organisateur concerné, au plus tard le 31 mars de l'année scolaire en cours, le tout sans préjudice des dispositions du cahier des charges régissant le marché public en cause et en particulier les dispositions relatives aux mesures qui peuvent être prises par le fournisseur des repas à l'égard d'un établissement d'enseignement défaillant.

v. Le prix demandé pour les repas aux élèves fréquentant les écoles organisées par les pouvoirs organisateurs inscrits sera, au minimum, le même que celui demandé par la Ville aux élèves fréquentant les écoles qu'elle organise.

v.i Les pouvoirs organisateurs inscrits auprès de la Ville pour bénéficier du marché public de services ayant pour objet la préparation et la livraison de repas scolaires par liaisons froides s'engagent à renoncer à toute autre prétention relative à l'octroi d'avantages sociaux afférents à l'organisation de repas et cantines scolaires par la ville de Tournai.

vii. Les pouvoirs organisateurs non inscrits auprès de la Ville conformément aux points i et ii ci-avant ou qui se désinscrivent du bénéfice du marché public précité suite à leur décision ou qui sont exclus par la Ville du marché public selon les modalités précisées ci-avant, renoncent à toute prétention relative à l'octroi d'avantages sociaux afférents à l'organisation de repas et cantines scolaires par la ville de Tournai.

Ces pouvoirs organisateurs pratiquent les tarifs de leur choix quant à la fourniture de repas scolaires aux élèves fréquentant leurs établissements, pourvu que ces tarifs soient au moins équivalents au prix coûtant des repas fournis.

II. DES Garderies Scolaires

1. De l'harmonisation des horaires et des tarifs

i. À compter de l'année scolaire 2017-2018, les écoles des deux réseaux s'engagent à ne pas ouvrir leurs garderies avant 7 heures et après 18 heures.

ii. À compter de l'année scolaire 2017-2018 pour les écoles communales et de l'année scolaire 2018-2019 pour les écoles libres, les écoles des deux réseaux s'engagent à appliquer les mêmes tarifs (minimum) :

- Matin (entre 7 heures et 8 heures 15) : 0,50 €/jour (créneau horaire qui pourrait être adapté à l'heure de début des cours dans chaque école);
- Midi : 0,25 €/jour (droit de chaise pour les repas chauds);
- Soir : (entre 15 heures 30 et 18 heures) : 0,50 €/jour (créneau horaire qui pourrait être adapté à l'heure de fin des cours dans chaque école);

2. De l'intervention de la Ville

i. Pour l'avenir et à dater de l'année scolaire 2017-2018, la Ville versera un montant de 15,00 € par élève et par année scolaire; sous réserve d'une possibilité d'adaptation en application de l'article III, (ii), ci-après, la population de référence pour le calcul est la

population scolaire des écoles fondamentales libres ordinaires organisées sur le territoire de l'entité de TOURNAI au 15 janvier de l'année scolaire précédente;

ii. Pour le passé, la Ville versera en une fois la somme totale de 449.400,00 € (quatre cent quarante-neuf mille quatre cents euros); cette somme sera payée au plus tard le 31 décembre 2017.

iii. Pour l'avenir et à partir de l'année scolaire 2017-2018, le paiement de l'intervention de la Ville s'effectuera en un seul versement au plus tard pour le 30 juin de l'année scolaire en cours.

Ainsi, et à titre illustratif, pour l'année scolaire 2017-2018 :

- La population à prendre en considération est la population au 15 janvier 2017 soit en l'espèce 3.994 élèves;

- Il sera dû par la Ville $3.994 \times 15,00 \text{ €}$, soit 59.910,00 €;

- Le paiement de cette somme interviendra au plus tard le 30 juin 2018.

iv. L'intervention de la Ville, tant pour le passé que pour l'avenir, sera versée sur le compte du centre de gestion des écoles libres de Tournai soit le compte n° BE12 7320 1675 6092.

v. L'intervention financière de la Ville sera exclusivement affectée à l'encadrement des élèves fréquentant les écoles libres organisées sur le territoire de la Ville en dehors des heures légales de présence.

III. DU SUIVI DE LA PRÉSENTE CONVENTION

i. La présente convention est conclue pour une durée de dix ans. Sans préjudice du point ii ci-après, 18 mois avant l'échéance de la présente convention, les parties s'engagent à se revoir afin d'envisager la signature d'une nouvelle convention actualisant éventuellement la présente convention et fixant la durée de la nouvelle convention.

ii. Les parties conviennent d'organiser une réunion annuelle dans le courant du premier trimestre de l'année civile entre des représentants mandatés des deux réseaux d'enseignement afin d'analyser la mise en œuvre de la convention et, le cas échéant, de l'adapter notamment à l'évolution socio-économique, aux partenariats mis en œuvre, le cas échéant entre certains pouvoirs organisateurs et la Ville, ou encore à l'éventuelle création d'écoles fondamentales ordinaires voire d'écoles spécialisées si la Ville créait ce type d'école.

iii. Chaque partie s'engage à éviter toute communication extérieure généralement quelconque, et notamment par voie de presse, courrier individualisé aux familles, brochures, toutes-boîtes, courrier électronique, téléphone ou par certaines mentions reprises sur son site internet, portant sur l'objet ou l'exécution de la présente convention qui serait dénigrante ou simplement préjudiciable à l'encontre d'une autre partie.

iv. Par ailleurs, tout pouvoir organisateur s'engage, à la première demande de la Ville, à lui fournir toute pièce justificative utile dans l'hypothèse où le tarif presté par ce pouvoir organisateur en vertu de l'article I, viii, alinéa 2, de la présente convention pourrait être considéré comme anormalement bas au regard de cette disposition.

v. La présente convention pourra connaître des modifications en cas d'évolution de la législation en matière d'avantages sociaux et/ou en cas de modification des avantages sociaux et/ou des modalités d'octroi des avantages sociaux par la Ville aux élèves fréquentant les écoles communales et/ou en cas de modification des (modalités d'octroi des) avantages sociaux ou services prestés par les pouvoirs organisateurs.

vi. Sous réserve des dispositions du décret du 7 juin 2001 relatif aux avantages sociaux et sans préjudice des dispositions spécifiques de l'article II ci-avant, en cas de manquement total ou partiel à ses obligations contractuelles par l'une des parties, sa contrepartie peut, par pli recommandé, lui notifier la suspension ou la résiliation unilatérale et sans indemnité de la convention moyennant préavis de trois mois, tout droit sauf de la contrepartie quant aux réclamations qu'elle pourrait former au regard des manquements ainsi dénoncés.

La convention est suspendue ou résiliée de plein droit à l'expiration du délai de préavis précité, sauf s'il est remédié intégralement au manquement endéans ce délai et moyennant

indemnisation par la partie défaillante de tout préjudice éventuellement subi et justifié dans le chef de la contrepartie.

La partie défaillante est seule responsable à l'égard des tiers des conséquences de la suspension ou de la résiliation de la convention intervenue de son fait. La partie défaillante garantit sa contrepartie des conséquences financières pouvant résulter de toute réclamation introduite par un tiers dans ce contexte.

Le terme «sa contrepartie» est spécifiquement utilisé dans le cadre d'une «bilatéralisation» de la convention; il s'agit de permettre uniquement soit à la Ville de notifier la suspension ou la résiliation unilatérale de la convention à un pouvoir organisateur d'une école libre défaillante soit à un pouvoir organisateur d'une école libre lésée de notifier la suspension ou la résiliation unilatérale à la Ville.

IV. DU SUIVI DE LA PROCÉDURE JUDICIAIRE

- i. Les parties conviennent de déposer conjointement des conclusions d'accord dans le cadre de l'action judiciaire actuellement pendante devant la Cour d'appel de Mons (2014/RG/473), conformément à l'article 1043 du Code judiciaire.
- ii. Les parties informeront l'expert de leur accord et l'inviteront à dresser l'état détaillé de ses frais et honoraires et à le déposer au greffe dans les meilleurs délais.
- iii. Chaque partie supportera ses frais et dépens; les frais d'expertise seront partagés par moitié.

V. TRANSACTION

- i. La présente convention met fin définitivement et irrévocablement à tout différend qui oppose les parties au jour de sa conclusion. Sans préjudice du point ii ci-dessous, les parties reconnaissent qu'elles n'ont plus de revendications, demandes, réclamations ou prétentions généralement quelconques à faire valoir l'une à l'égard de l'autre, concernant tant les faits connus à la date de la conclusion de la présente convention que ceux qui devraient l'être.
- ii. Sous réserve de la liquidation intégrale, par la Ville, du montant visé à l'article II.2.ii de la présente convention, les pouvoirs organisateurs renoncent définitivement, pour le passé, à toute prétention ou réclamation à l'encontre de la Ville et afférente à l'octroi, au financement ou à la compensation d'avantages sociaux et ne pourront formuler, à l'avenir, aucune autre réclamation à ce titre à l'encontre de la Ville pour la période antérieure au 1er septembre 2017.
- iii. Chaque partie reconnaît que la présente convention, en ce qu'elle règle définitivement les différends entre parties pour le passé, vaut transaction au titre des articles 2044 et suivants du Code civil.
- iv. Conformément à l'article 2052 du Code civil, entre les parties, la transaction aura une force juridique équivalente à une décision judiciaire passée en force de chose jugée, et chaque partie déclare explicitement renoncer à invoquer un motif d'erreur en fait ou en droit, de même que la lésion.

VI. DISPOSITIONS FINALES

- i. Dans le cadre de l'exécution complète et de bonne foi de la présente convention et sans préjudice des dispositions des articles III et V ci-avant, les parties renoncent, pour le surplus, à toutes exigences spécifiques et/ou complémentaires réciproques au titre de la législation relative aux avantages sociaux, de quelque nature que ce soit et concernant tous les avantages décrits par cette législation.
- ii. La présente convention est soumise au droit belge.
- iii. En cas de difficulté d'interprétation et/ou d'exécution de la présente convention, les parties conviennent de se revoir avant de procéder judiciairement.
- iv. Tout différend non réglé dans la concertation sera de la compétence exclusive du tribunal de première instance du Hainaut, division Tournai.

VII. CONDITION RÉSOLUTOIRE

- i. La présente convention est conclue sous la condition résolutoire de la suspension et/ou de l'annulation, par l'autorité de tutelle dont dépend la Ville, de la délibération du conseil communal approuvant la présente convention.
- ii. En cas de suspension et/ou d'annulation par l'autorité de tutelle de la délibération du conseil communal approuvant la présente convention, les parties s'engagent à convenir d'un rendez-vous dans le mois de la prise de connaissance de la décision de suspension et/ou d'annulation de la délibération et ce, afin d'en analyser les motifs et de prendre les dispositions permettant d'élaborer une convention adaptée rencontrant l'esprit et les objectifs de la présente convention.

Fait à Tournai en quatre exemplaires, le 2017, chaque partie recevant deux exemplaires.

[1] Pour information, la société qui livre les repas scolaires par liaison froide pour l'année scolaire 2017-2018 le fait au prix TVA comprise de 2,98 € pour un élève d'école maternelle et au prix de 3,11 € pour un élève d'école primaire.».

25. Plan d'investissement communal 2017-2018. Modifications. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'en séance du 19 décembre 2016, le conseil communal a approuvé le plan d'investissement communal 2017-2018 ainsi que les fiches voiries et égouttage s'y rapportant, pour un montant de 3.507.826,30 €, établi comme suit :

COMMUNE DE TOURNAI PLAN D'INVESTISSEMENT 2017 - 2018

Montant du droit
de tirage pour la
programmation
(1) :

Les montants sont indiqués en euros TVA comprise (sauf sur l'égouttage)

	(2)	(3)	(4)=(2)-(3)	(*)	(*)
Intitulé de l'investissement	Estimation des travaux (en ce compris frais d'études et essais)	Estimation des interventions extérieures	Estimation des montants à prendre en compte dans le plan d'investissement	Estimation des montants à prélever sur fonds propres communaux	Estimation de l'intervention régionale (DGO1)
		SPGE	Autres intervenants		
1 TOURNAI - rue Basse Couture	554.896,00€	219.000,00€	335.896,00€	167.948,00€	167.948,00€
2 TOURNAI - rue de l'Epinette	584.516,00€	161.500,00€	423.016,00€	211.508,00€	211.508,00€

3	TOURNAI - avenue de Maire	2.104.525,00€	407.500,00€	1.697.025,00€	848.512,50€	848.512,50€
4	FROYENNE S - rue Abbé Nestor Frère	805.422,80€	332.700,00€	472.722,80€	236.361,40€	236.361,40€
5	CHERCQ - drève Saint- Nicolas et résidence du Vert Mont	579.166,50€		579.166,50€	289.583,25€	289.583,25€
6	ERE - divers tronçons dans le village		1.062.500,00€			
7	FROIDMO NT - cité Moreau		199.500,00€			
8	TEMPLEU VE - place de Templeuve		388.000,00€			
9	TOURNAI - placette aux Oignons		273.000,00€			
TOTAUX					1.753.913,15€	1.753.913,15€

(*) : sauf dérogation dûment motivée, les interventions de la commune et de la DGO1 sont équivalentes pour chaque investissement [(4)/2]

Considérant que cette décision a été transmise pour approbation à la direction générale opérationnelle routes et bâtiments (DG01) le 10 janvier 2017;

Considérant qu'en séance du 30 juin 2017, le collège communal a pris connaissance du courrier du 8 juin 2017 de la direction générale opérationnelle routes et bâtiments (DG01) stipulant :

« .../...

Par la présente, j'ai l'honneur d'approuver votre plan d'investissement 2017-2018. Il en résulte que les dossiers repris dans le tableau en annexe sont éligibles et admissibles à concurrence du montant de l'enveloppe qui vous a été communiquée, soit 1.753.991,00 €. Je vous invite dès lors à débiter la mise en œuvre des projets précités en application des articles L3343-6 et suivants du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ainsi que les dispositions de la circulaire «pièces justificatives» du 5 février 2014.

Par contre, les dossiers ci-après ont fait l'objet d'un avis défavorable de la société publique de la gestion de l'eau (SPGE) en ce qui concerne l'égouttage pour les raisons suivantes :

- *2017.01 – rue Basse Couture à Tournai – en raison de l'avis défavorable de la SPGE. La preuve de la nécessité des travaux envisagés devra être apportée au travers du résultat des examens visuels. Si la nécessité d'une intervention se confirme, le dossier devra être postposé au prochain PIC (plan d'investissement communal) ou compensé par le retrait d'un dossier d'importance équivalente.*

- 2017.02 – rue de l'Épinette à Tournai – en raison de l'avis défavorable de la SPGE. La preuve de la nécessité des travaux envisagés devra être apportée au travers du résultat des examens visuels. Si la nécessité d'une intervention se confirme, le dossier devra être postposé au prochain PIC (plan d'investissement communal) ou compensé par le retrait d'un dossier d'importance équivalente.
- 2017.03 – avenue de Maire à Tournai (voirie latérale entre la rue Lefèvre-Caters et la rue des Mouettes)- en raison de l'avis défavorable de la SPGE. La preuve de la nécessité des travaux envisagés devra être apportée au travers du résultat des examens visuels. Si la nécessité d'une intervention se confirme, le dossier devra être postposé au prochain PIC (plan d'investissement communal) ou compensé par le retrait d'un dossier d'importance équivalente.
- 2017.04 – rue Abbé Nestor Frère à Froyennes - en raison de l'avis défavorable de la SPGE. Il est proposé de postposer ce dossier.

Si vous souhaitez malgré tout faire évoluer ces dossiers dans le cadre du présent plan d'investissement communal, il vous appartient :

- *s'il s'agit d'un dossier conjoint voirie-égouttage :*
 - *soit de réaliser uniquement la partie relative aux travaux de voirie prévus, en reportant à plus tard la pose d'égouttage suivant les modalités du contrat d'égouttage. J'attire votre attention sur le fait que dans ce cas, l'égouttage ne pourra pas être programmé dans les 10 ans à dater de la fin des travaux de voirie sauf si ceux-ci ne concernent que la couche de roulement;*
 - *soit de poursuivre la réalisation du dossier global (voirie et égouttage), mais, pour ce qui concerne les travaux d'égouttage, avec des modalités spécifiques à prévoir dans un avenant au contrat d'égouttage (remboursement en une fois et modulation de 80 %).*

Si vous décidez de recourir à une des ces deux possibilités, je vous invite à introduire une modification de votre plan d'investissement communal.

- *s'il s'agit d'un dossier d'égouttage exclusif : de poursuivre la réalisation des travaux d'égouttage sur vos fonds propres.*

Compte tenu du refus de la SPGE pour la prise en charge de plusieurs dossiers proposés, les projets restants sont insuffisants pour justifier une utilisation complète de l'enveloppe disponible.

Je vous encourage à prévoir l'inscription d'autres dossiers pour couvrir le montant total. .../... » ;

Vu la note du chef de division voirie, datée du 18 août 2017, stipulant ce qui suit :

".../..."

Au regard de l'état de dégradation du réseau d'égouttage situé sous les voiries proposées ou l'absence de réseau justifiant sa création, la rénovation des voiries ne peut s'envisager et doit par conséquent être postposée.

Aussi convient-il de formuler d'autres propositions d'aménagement de voiries pour lesquelles le réseau d'égouttage est soit bien conservé, soit inexistant, et donc ne nécessitant pas d'intervention préalable à la réfection des voiries, à savoir :

- *chemin Royer à Froyennes;*
- *rue Général Piron (pie) à Tournai;*
- *chaussée d'Audenarde à Tournai;*
- *impasse de l'Abbaye des Prés à Tournai;*
- *rue de Maulde et rue des Combattants de Barry à Barry;*
- *rue de Braffe et Boisac (pie) à Quartes;*
- *rue des Sœurs Noires à Tournai;*
- *rue de Liberchies (pie) à Béclers.";*

Considérant qu'il est donc proposé de modifier le plan d'investissement communal en y inscrivant d'autres dossiers de manière à justifier une utilisation complète de l'enveloppe disponible;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus au budget extraordinaire 2017, à concurrence de 3.508.000,00€, sous l'article 421/731-60;

Considérant que la présente délibération sera transmise à la direction générale opérationnelle routes et bâtiments (DG01);

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03/09/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

PREND CONNAISSANCE

des dossiers pour lesquels un avis défavorable a été donné par la société publique de la gestion de l'eau (SPGE), à savoir:

- rue Basse Couture à Tournai
- rue de l'Epinette à Tournai
- avenue de Maire à Tournai
- rue Abbé Nestor Frère à Froyennes

A l'unanimité;

APPROUVE

les modifications apportées au plan d'investissement communal 2017-2018, pour un montant total de 3.507.185,00 € TVA comprise, établi comme suit :

COMMUNE DE TOURNAI

PLAN D'INVESTISSEMENT 2017 - 2018

Montant du droit

de tirage pour la programmation *Les montants sont indiqués en euros T.V.A. comprise (sauf sur l'égouttage)*

(1) :

	(2)	(3)	(4)=(2)-(3)	(*)	(*)
Intitulé de l'investissement	Estimation des travaux (en ce compris frais d'études et essais)	Estimation des interventions extérieures	Estimation des montants à prendre en compte dans le plan d'investissement	Estimation des montants à prélever sur fonds propres communaux	Estimation de l'intervention régionale (DGO1)
		SPGE	Autres intervenants		
1 FROYENNE S - chemin Royer	831.512,00€		831.512,00€	415.756,00€	415.756,00€
2 TOURNAI - rue Général Piron (pie)	281.204,00€		281.204,00€	140.602,00€	140.602,00€
3 TOURNAI - chaussée d'Audenarde	223.003,00€		223.003,00€	111.501,50€	111.501,50€
4 TOURNAI - impasse de l'Abbaye des Prés	89.540,00€		89.540,00€	44.770,00€	44.770,00€
5 CHERCQ - drève Saint-	579.166,50€		579.166,50€	289.583,25€	289.583,25€

6	Nicolas et résidence du Vert Mont BARRY- rue de Maulde et rue des Combattants de Barry	334.081,0 0€	334.081,00€	167.040,50€	167.040,50 €
7	QUARTES - rue de Braffe et Boisac (pie)	488.477,0 0€	488.477,00€	244.238,50€	244.238,50 €
8	TOURNAI - rue des Soeurs Noires	286.649,0 0€	286.649,00€	143.324,50€	143.324,50 €
9	BECLERS - rue de Liberchies (pie)	393.552,5 0€	393.552,50€	196.776,25€	196.776,25 €
10	ERE - divers tronçons dans le village	1.062.0 00,00€			
11	TEMPLEUV E - place de Templeuve	388.000 ,00€			
12	TOURNAI- placette aux Oignons	273.000 ,00€			
13	FROIDMON T- Cité Moreau	199.500 ,00€			
			TOTAUX	1.753.592,50€	1.753.592, 50€

(*) : sauf dérogation dûment motivée, les interventions de la commune et de la DGO1 sont équivalentes pour chaque investissement [(4)/2]

DEMANDE DE DEROGATION

Dépassement du
plafond de 150% (6) OUI - NON
> [(1) * 1,5]
Parts régionale (5) et
communale (6) non OUI - NON
concordantes
Non-respect des
priorités régionales OUI - NON

*Les demandes de dérogation dûment motivées
sont à reprendre dans une note annexe.*

*Les demandes de dérogation dûment motivées
sont à reprendre dans une note annexe.*

26. Office du Tourisme. Aménagement de l'aire pour motorhomes sur l'esplanade du Conseil de l'Europe. Attribution du projet à l'agence intercommunale de développement territorial (IDETA). Maintien de l'affectation touristique de la subvention pendant 15 ans. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant sa délibération du 26 juin 2017 marquant son accord sur le projet de convention cadre de coopération à conclure avec l'agence intercommunale de développement territorial (IDETA), dans le cadre de la politique de valorisation de la Ville et portant sur l'aménagement du territoire, l'urbanisme, la politique foncière et immobilière, le tourisme, l'attractivité urbaine et la politique commerciale;

Considérant que la convention stipule, en son article 1 :

Objet : "la présente convention est définie comme une convention cadre fixant les conditions auxquelles l'agence de développement territoriale IDETA exercera une mission :

* d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour des opérations de valorisation et de renforcement de l'attractivité de Tournai dans les domaines suivants : l'aménagement du territoire, l'urbanisme, la politique foncière et immobilière, le tourisme et l'attractivité urbaine, la politique commerciale

* de mobilisation de moyens financiers publics (Région wallonne, Fédération Wallonie-Bruxelles, Fédéral...) et privés, et ce, dans le cadre d'opérations que la ville de Tournai jugera utile de lui confier étant entendu qu'aucun droit d'exclusivité n'est accordé à l'agence intercommunale de développement IDETA.";

Considérant qu'en son article 2. Missions d'IDETA, la convention stipule :

" Sur base de bons de commande identifiant les opérations confiées en exécution de l'article 1, l'agence intercommunale de développement IDETA s'engage à exécuter les prestations de services subdivisées comme suit [...] ";

Considérant la décision du collège communal du 21 octobre 2016 de prévoir une enveloppe budgétaire de 120.000,00 € en dépenses extraordinaires du budget 2017 pour le

réaménagement de l'aire pour motorhomes sur l'esplanade du Conseil de l'Europe et de solliciter une demande de subvention auprès du Commissariat général au tourisme (60 %);

Considérant que ce projet s'inscrit dans le cadre du schéma d'implantation des aires de motorhomes (SIAM 2 - Circulaire d'instruction administrative CGT 16/01) émanant du Commissariat général au tourisme et pour lequel la Ville a identifié 3 zones d'intérêt : la plaine des Manoeuvres, le Mont Saint Aubert et la Carrière de l'Orient;

Considérant qu'en séance du 30 juin 2017, le collège communal a pris connaissance de la note d'intention relative au réaménagement de l'aire pour motorhomes communiquée par IDETA;

Considérant que, conformément à l'article 2 de la convention cadre de coopération liant la Ville et IDETA, il convient de passer commande auprès de l'agence précitée pour le développement du projet depuis sa conception jusqu'à sa mise en œuvre;

Considérant qu'IDETA tiendra compte de l'enveloppe fermée de 120.000,00 € inscrite au budget 2017, frais d'honoraires compris et calculés sur la base des pourcentages définis dans la convention cadre de coopération approuvée par le conseil communal;

Considérant de plus, qu'en vue de l'introduction de la demande de subvention auprès du Commissariat général au tourisme, il convient d'approuver le maintien de l'affectation touristique de la subvention pendant un délai de 15 ans à partir du 1er janvier de l'année de liquidation totale de la subvention;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 19/09/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

1. d'inscrire le projet de réaménagement de l'aire pour motorhomes de l'esplanade du Conseil de l'Europe dans les missions d'assistance technico-administrative à maîtrise d'ouvrage et de mobilisation de moyens définies dans la convention cadre de coopération entre la Ville et IDETA approuvée par le conseil communal du 26 juin 2017;
2. de s'engager à maintenir l'affectation touristique de la subvention pendant un délai de 15 ans, à partir du 1er janvier de l'année de la liquidation totale de la subvention.

<u>27. Smart Center. Désignation d'une équipe d'auteurs de projet pour l'étude et le suivi des travaux sur le site des Anciens Prêtres. Documents du marché et critères d'attribution. Approbation.</u>
--

Madame l'Echevine Ludivine DEDONDER sort de séance.

D'emblée, Madame l'Echevine PS, **Laetitia LIENARD**, présente ce dossier et en rappelle l'historique, dans la foulée des explications données en commission quelques jours plus tôt.

Monsieur le Conseiller communal MR, **Louis-Donat CASTERMAN**, intervient ensuite :

"Je vais en quelques mots expliquer pourquoi je vais voter contre ce point, en précisant d'emblée que je ne suis pas opposé à l'ensemble du projet qui concerne le réaménagement des Anciens Prêtres et de l'ancienne bibliothèque, même si l'appellation de "Smart Center" est, selon moi, tout à fait horrible. Mais j'espère qu'elle changera. J'ai de sérieux doutes quant à la conception de ce fameux parcours sensoriel immersif qui est une part importante de ce projet. Je dénonce ici l'équilibrisme constant qu'on adopte sur ce dossier qui, pour moi, est effectivement d'une dimension quasi muséale. On parle, d'ailleurs, explicitement dans le cahier des charges de muséographie. Mais on ne peut pas en dire un mot parce qu'il est hors de question que l'Europe retrouve de tels concepts dans le dossier. Il s'agit pourtant d'un ersatz de ce fameux pôle muséal qui est tant attendu par les forces vives locales, dont on a tant parlé lors du printemps de la culture et qui, en définitive, n'en sera pas un.

Ce qui me chipote dans ce dossier, ce n'est pas le cahier des charges, mais l'une de ses annexes, la fameuse note de scénario du parcours sensoriel, la note dite de "Monsieur Laurent BUSINE" qui en est le concepteur initial. Cette note a subi des modifications qui ont été effectuées en cabinet fermé à Tournai ou à Bruxelles, à la Communauté française.

Cette note arrive trop tard. On sait qu'elle existe depuis le début de cette année. Elle n'a jamais été montrée. Mercredi, lors de la réunion de la commission, cette note n'était pas présente non plus. J'ai eu l'opportunité de la recevoir complète en format papier avant le week-end. Elle fait 85 pages. J'en ai fait la lecture ce week-end. Je suis extrêmement dubitatif. D'une part, à propos de son arrivée hyper tardive, d'autre part, parce qu'elle est le fruit d'un travail non participatif. Or, les Tournaisiens sont désireux de ce genre de travail. Ici, on est radicalement dans un travail non participatif dicté depuis quelque part et qui aboutit à quelque chose que je trouve très insatisfaisant. Je sais qu'il est très délicat de juger une note d'oeuvre intellectuelle. Cependant, chacun sait que quand il lit un article de presse sur un sujet qu'il connaît très bien, constamment il découvrira des approximations, sinon des erreurs. Vous me permettrez de maîtriser assez bien les aspects historiques et patrimoniaux de Tournai et de pouvoir donc vous dire que je considère cette note comme très faible. D'où mon inquiétude de voir que le lauréat, qui sera choisi en mars, va devoir travailler sur base de cette note. Je sais que Monsieur BUSINE a rencontré une trentaine de personnes tournaisiennes. Il les a interrogées. Mais ce n'est pas le ressenti de 30 personnes qu'on va retrouver dans le résultat final. Je ne pense pas qu'il y soit. Je pense que ce travail a été recadré à un endroit qui n'est pas

tournaisien. Cela se sent et c'est extrêmement dommage. Je voterai donc contre ce point. A titre personnel, je le précise."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Coralie LADAVID**, prend la parole à son tour : "On en parlait depuis longtemps, mais on n'en connaissait rien. Le voile est levé et la surprise est plutôt bonne.

Le scénario est en prise avec le réel et le quotidien des gens. Il y a un côté très humain dans la démarche.

Il y a une volonté que la Ville s'ouvre. Des collaborations sont envisagées avec de nombreux acteurs très différents : évêché, les guides de Tournai, l'ASBL Pasquier Grenier, la Maison de la culture, les écoles, l'industrie, les commerces et bien d'autres.

L'approche est créative et elle n'aborde pas les choses uniquement sous un aspect intellectuel, notamment avec les ateliers pour enfants et adultes. Est-ce que les ados par contre ne sont pas oubliés ?

Le côté modulable et évolutif est aussi intéressant.

Le scénario de Laurent BUSINE et de Julien FOUCART est, en tout cas, enthousiasmant.

Le cahier des charges est en lien avec ce scénario, ce qui est bien logique.

Mais pourquoi la plateforme culturelle n'a-t-elle pas encore été informée de ce scénario ? Est-ce que la Ville veut vraiment être ouverte à de nouvelles collaborations ?

Une question : il est prévu de traduire les citations en plusieurs langues. Est-il aussi prévu d'avoir une traduction pour l'ensemble des informations? "

Madame la Conseillère communale MR, **Catherine GUISET-LEMOINE**, intervient elle aussi pour confirmer qu'une réunion de la plateforme culturelle avait été réclamée à plusieurs reprises. Deux réunions ont été annulées. Une troisième est fixée en octobre. Elle informe l'assemblée qu'elle votera, elle aussi, contre ce point.

Monsieur **Rudy DEMOTTE**, Bourgmestre empêché, intervient ensuite :

"La Conseillère communale, Coralie LADAVID, insiste sur un point essentiel qui est l'aspect humain de l'histoire. On ne voit pas l'histoire et on ne voit pas Tournai exclusivement à travers sa représentation matérielle. Les pierres sont sculptées par l'homme. Parler de l'homme et replacer l'humain dans l'histoire de Tournai, les petits métiers, l'artisanat, et ce qui se poursuit encore aujourd'hui sur le plan de la créativité, est utile. Cela montre que le cahier des charges est en relation aussi avec ce qu'attend l'Europe. On n'est pas en train de faire des contorsions pour répondre à une réglementation européenne. On fait quelque chose qui est un engagement dynamique dans lequel d'ailleurs rien n'est figé. Je suis d'accord avec le principe selon lequel on n'est pas non plus devant un texte fermé qui détaille méthodologiquement une scénographie muséale. Ceux, qui pensent cela, se trompent de siècle, d'époque et de lieu. Aujourd'hui, on ne peut plus aller comme cela dans l'approche de la diversité.

Dans le texte qui nous est proposé, les aspirations du public, les thématiques sont amenées à évoluer, tout comme l'objet des collections présentées et la manière de présenter les choses. Je suis extrêmement enthousiaste à ce sujet.

En ce qui concerne l'auteur de la note, il a rencontré une trentaine de personnes à ce stade. Je ne pense pas, d'ailleurs, que le travail soit clos, que les portes soient fermées et qu'à l'avenir on ne discutera plus de rien. Cela me donne un sentiment de malaise quand j'entends cela dans la bouche du conseiller communal, Louis-Donat CASTERMAN. Cela ne reflète pas du tout l'esprit dans lequel on a travaillé. Ce n'est pas parce que l'avis du conseiller communal, Louis-Donat CASTERMAN, n'a pas été suivi en tant que tel, ni même celui de la conseillère communale, Catherine GUISET-LEMOINE, que le travail est mauvais en tant que tel. Il faut aussi avoir le respect des autres. Dans ce conseil communal, c'est une leçon de modestie qu'on doit parfois avoir. Personne n'a la science infuse sur le patrimoine tournaisien, ni sur ce qu'est le Tournai d'aujourd'hui, d'hier et de demain. Monsieur le Conseiller

communal, Louis-Donat CASTERMAN, j'en fais un élément important. C'est une approche qui est partagée. Elle ne se termine pas ici et maintenant sur une synthèse que fait l'auteur de la note. Son désir n'est pas de faire de la création pure. Il est allé chercher des éléments qu'il a reçus de plusieurs personnes dans des compétences diverses, notamment des techniciens, des artistes. Il pense lui-même qu'il faut faire attention à l'obsolescence technologique. On ne peut pas aujourd'hui avoir une approche de la découverte de nos riches collections et la création, basée seulement sur le filtre d'un instrument technologique précis. La modestie commande aussi de dire que la façon d'éclairer les choses, de les ordonnancer, la manière de choisir les collections, tout cela n'est pas figé dans le temps et gravé dans le roc de manière immuable. On est devant une matière vivante. C'est cela qui me séduit le plus dans ceci. Je ne fais pas un plaidoyer pour cette annexe. Le regret, qui a été émis par d'autres membres du conseil, je peux le partager. Je regrette moi aussi que l'annexe n'ait pas été diffusée plus tôt. C'est une erreur commise par les services communaux, mais pas une volonté politique de dissimuler quoi que ce soit. Cela dit, je suis extrêmement intéressé de mettre l'homme au centre de l'histoire. C'est lui qui a forgé l'histoire et c'est une approche extrêmement positive et enthousiasmante. Je m'étonne qu'on ne soit pas davantage acquis à ce concept d'autant plus qu'on parle de la plateforme culturelle. Dans les développements ultérieurs, celle-ci ne va pas rester hors du jeu. Il y a encore tellement de choses à définir. On est devant une possibilité d'aller plus loin dans ce qui va être mis en œuvre.

Dans le cadre théorique, on dit qu'on a de la souplesse. On est dans une approche plastique du problème. On n'est pas devant quelque chose qui est cadenassé et qui bride l'imagination. Je trouve que ce sont plutôt des signes d'ouverture de cette majorité. J'espère que l'unanimité se fera au sein du conseil communal sur ce projet."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, prend ensuite la parole :

"Je constate qu'un malaise s'est installé. A mon avis, c'est parce que la démarche participative a manqué. L'échevine Laetitia LIENARD a rappelé que c'était un dossier important avec des montants importants. Le débat de ce soir aurait pu avoir lieu en partie au sein de la plateforme culturelle dans le cadre de la préparation du dossier, de sa présentation et de sa promotion.

Je trouve dommage que le débat de ce soir n'ait pas pu être enrichi par une réflexion préalable de la plateforme culturelle. Si le projet veut aboutir et avoir un certain succès, il ne pourra se faire qu'avec la participation des Tournaisiens. Cela devra être un processus participatif parce que si cela résulte d'une nébuleuse projetée sur Tournai sans une participation citoyenne et sans la consultation des spécialistes de la matière à Tournai, cela ne pourra jamais fonctionner. A mon avis, le malaise vient aussi du fait que, pendant tout un temps, on a parlé de pôle muséal et à partir de là, s'est installée dans l'esprit de certaines personnes et de décideurs, l'idée d'une certaine rationalisation de l'offre muséale. Or, dans le dossier qui est présenté aujourd'hui, il n'en est pas question. L'avenir muséal à Tournai devra de toute façon être abordé un jour. On connaît les difficultés de ce secteur. Elles ne pourront durer éternellement. Il faudra envisager une rationalisation, à un moment donné, de manière globale, en y incluant le "Smart Center".

Tout cela conduit à un malaise qui, pour moi, aurait dû être réglé en grande partie avec ce conseil communal. Nous allons encore soutenir cette étape-ci, car il s'agit de la désignation de l'auteur de projet, tout en étant très prudents pour les étapes suivantes qui seront des étapes participatives. Nous serons très attentifs à ces étapes-là."

Monsieur le Conseiller communal MR, **Louis-Donat CASTERMAN**, reprend la parole :

"Un détail explicatif. On dit beaucoup que l'humain doit être autour du projet. Je pense surtout à Madame la Directrice de l'office du tourisme. C'est le touriste, le visiteur qui doit être au centre du projet. Le projet doit être conçu pour lui, pour l'attirer lui, et pas pour satisfaire à des conceptions ou des envies de l'un ou de l'autre. Je pars de ce constat parce que dans le scénario

tel que je l'ai découvert, dans l'esquisse, il n'y a aucune approche spécifique pour le public anglo-saxon. Je ne sais même pas si on parlera d'Henri VIII et de la période anglaise dans le déroulé du parcours. Or, c'est un public qui est avide de découvertes historiques, militaires. C'est un public qui parcourt la Flandre, la Wallonie et le Nord de la France sur tous les champs de bataille. Tournai a beaucoup à vendre à ce niveau. Je trouve que ça ne se retrouve pas du tout dans l'esquisse actuelle. Je ne pense pas que la directrice de l'office du tourisme aura l'outil rêvé pour attirer des dizaines de milliers de touristes anglo-saxons."

Madame la Conseillère communale ECOLO, **Marie-Christine LEFEVBRE**, après avoir confirmé son enthousiasme pour le projet, s'inquiète, elle, du contenu de la vitrine de l'innovation vu la taille de la Ville.

Madame la Conseillère communale MR, **Marie Christine MARGHEM**, prend ensuite la parole :

"Certains d'entre nous, pas nécessairement ceux qui s'expriment, ont certainement des idées intéressantes à partager. La qualité des interventions montre que cette vision doit être partagée. Cela a été dit à la fin de l'intervention du bourgmestre empêché, Rudy DEMOTTE. Il est important que ce le soit à travers la plateforme culturelle ou à travers d'autres réunions participatives. Puisque l'humain doit être au centre, il convient que l'humain se préoccupe de la vision qui va être partagée pour porter l'image de la Ville à travers cette structure. Même si nous utilisons pour des raisons techniques et qui sont liées à l'obtention de subsides, un langage qui pourrait paraître à certains répulsif. Il est important que cette participation ait réellement lieu et que ces débats entre ceux qui ont une vision qui a été qualifiée "du passé", et les tenants d'une vision "d'avenir", réconcilient leurs points de vue à travers un travail commun qui nous permette de donner aux auteurs de projet un véritable cahier des charges. Ces derniers vont devoir développer un projet d'envergure qui doit correspondre à ce que nous en attendons. Il y aura à l'intérieur de ce travail, pas seulement la mise en œuvre de nouvelles technologies, mais aussi l'utilisation de la base concrète de ce qui fait l'histoire de cette Ville et qui repose sur des pièces certes façonnées par des êtres humains à des époques différentes, mais qui sont aujourd'hui des pièces qui vont raconter l'histoire de cette Ville, de son passé, et grâce aux nouvelles technologies, projeter cette histoire. C'est le souhait dans le futur. Ces deux points de vue ne sont pas contradictoires. Le débat que nous avons entamé aujourd'hui, et qu'on aurait déjà pu mener dans le cadre de la plateforme culturelle, ou dans l'une ou l'autre commission, doit se poursuivre plus largement avec l'ensemble de la population pour que notre projet soit dense et reflète les volontés, les intentions, les desiderata des habitants de cette Ville et du visiteur, celui que l'on veut attirer. C'est non seulement pour nous que nous le faisons, mais c'est surtout et aussi pour faire rayonner notre Ville qui se trouve dans un écrin et qu'il convient de montrer comme étant le bijou qu'elle est. C'est quelque chose qui va cristalliser énormément d'émotion. C'est forcément quelque chose qui va amener énormément de discussions. Le débat de ce soir est un bon débat vers une participation organisée et accrue de tous les représentants dans tous les secteurs de cette Ville qui se préoccupent de l'image de celle-ci."

Monsieur **Rudy DEMOTTE**, bourgmestre empêché, reprend la parole :

"Ce serait un malentendu d'opposer effectivement le passé, le présent et l'avenir. Là-dessus, la note est bonne, car elle permet cette jonction. Je suis extrêmement enthousiaste sur ce point. Cette note ouvre des portes plus qu'elle n'en ferme. La suite, c'est qu'il faudra continuer à construire sous l'angle des projets architecturaux. Ce dont on va discuter à l'avenir, c'est comment affecter ce lieu en fonction de ce qu'on va y faire. Je ne suis d'ailleurs pas le seul à poser la question. Je pense qu'il faudra qu'on ait ce débat, lorsque nous aurons les volumes devant nous. Mais ce que je voudrais dire aujourd'hui, c'est qu'on ne sera pas seulement devant un lieu qui est un lieu de représentation de l'existant ou de ce qu'on prévoit pour l'avenir, mais

également un lieu destinée à la création. La tapisserie, par exemple, a un passé glorieux dans notre Ville. Mais je ne pense pas que ce soit arrêté aujourd'hui.

On a encore la capacité de faire de la création et des espaces qui mettent en exergue ce type de démarche artistique ou encore architecturale. On a des écoles comme Saint-Luc, des facultés à proximité. On a une université qui s'installe dans le centre-ville. Elles ont besoin de faire rayonner leur travail. Donc, on aura une affectation. Je ne suis pas d'accord avec ce que j'ai entendu tout à l'heure sur le vocable "muséologie" des centres d'interprétation. Ce document permet de sortir de ce dilemme. On crée quelque chose de spécifique à Tournai. L'idée, c'est que le touriste y soit beaucoup plus intéressé par quelque chose qu'il découvre, qui lui donne l'envie de revenir après. Quand on a la faculté à la fois de faire découvrir des pièces intéressantes, mais d'avoir aussi quelque chose de mobile, quand on revient 3 ans, 5 ans après avec de la famille, avec des amis, qu'ils soient anglo-saxons ou pas, on aura plaisir à visiter ce lieu-là. C'est vraiment la notion de plaisir de découverte qui doit animer la conception du lieu en tant que tel.

J'ai entendu beaucoup de choses. Mais une chose n'a pas été dite ce soir. Si on n'avait pas trouvé les moyens financiers pour le faire, on n'aurait rien. Ce bâtiment des Anciens Prêtres serait encore vide. Il l'est pour le moment, en train de s'effondrer sur lui-même. Je dois remettre les choses en ordre et remercier une personne, à l'intérieur du collège. Elle a été se battre pour les fonds européens. C'est l'échevine Laetitia LIENARD. Elle est allée à Namur défendre le projet. Elle l'a fait avec talent et est revenue avec des moyens alors qu'il y avait un jury. Nous avons eu la chance de pouvoir bénéficier à un moment donné de relais qui nous ont permis de racheter le bâtiment au CPAS à des conditions intéressantes. Ce ne sont pas les deniers de la ville de Tournai. L'argent est venu de l'extérieur. Il est important de le rappeler. Pour mettre en exergue le patrimoine, il faut aller trouver des moyens comme on l'a fait aussi pour la cathédrale. Certains parlent beaucoup. D'autres essayent d'agir !"

Madame l'Echevine PS, **Laetitia LIENARD**, précise que les travaux débiteront en 2020, si tout va bien. Elle ajoute que la note dont il a été largement question est purement indicative et qu'une prévision budgétaire de 100.000,00€ a été prévue pour définir "le récit" qui sera joint au cahier des charges du programme.

Monsieur l'Echevin PS, **Tarik BOUZIANE**, confirme que la note sera présentée à la plateforme culturelle le 18 octobre 2017. Il rappelle, par ailleurs, que la plateforme n'existe que par les interpellations, les interrogations et les sollicitations de ses membres. C'est une instance de débat. Il précise à cet égard que la conseillère communale, Catherine GUISET-LEMOINE, ne l'a jamais interpellée à ce sujet et que le conseiller communal, Louis-Donat CASTERMAN, n'en est pas membre.

Il précise pour terminer que la réunion initialement prévue en septembre a été reportée en octobre parce que la personne, qui avait été à l'origine de cette réunion, était absente en septembre.

Par 33 voix pour et 2 voix contre, le conseil communal prend la délibération suivante :

Ont voté pour : Mme R. DESENCLOS-LECLERCQ, MM. J.-M. DE PESSEMIER, J.-M. VANDENBERGHE, C. MICHEZ, Mmes M. C. MARGHEM, M-C. LEFEBVRE, M. G. LECLERCQ, Mme M. WILLOCQ, MM. J.-L. CLAUX, J.-L. VIEREN, B. MAT, Mme H. CLEMENT-COUPLET, M. J. DEVRAY, Mme S. LIETAR, MM. B. LAVALLEE, R DEMOTTE, E. VANDECAVEYE, Mmes B. DEWAELE, H. LELEU, L. BARBAIX, D. CLAEYSSSENS, MM. X. DECALUWE, L. COUSAERT, Mme C. LADAVID, MM. A. MELLOUK, S. LECONTE, M. R. DELVIGNE, Mme L. LIENARD, MM. V. BRAECKELAERE, A. BOITE, T. BOUZIANE, M. P.-O. DELANNOIS, échevin délégué à la fonction maïorale et M. G. HUEZ, président d'assemblée.

Ont voté contre : M. L.-D. CASTERMAN, Mme C. GUISET-LEMOINE.

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 26 §2 - 3°;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 61 et suivants;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Vu sa décision du 31 mars 2014 d'approuver la convention avec IDETA (agence intercommunale de développement) relative à la programmation des fonds FEDER (fonds européen de développement régional) 2014-2020, ayant pour objet de définir les obligations, droits, devoirs et responsabilités de chacune des parties dans le cadre de l'exécution des prestations à mettre en œuvre pour cette programmation;

Vu sa décision du 26 juin 2017 de passer par procédure négociée avec publicité conformément à l'article 26 § 2 - 3° (les spécifications du marché étant encore générales au stade de la mise en concurrence des auteurs de projet) de la loi du 15 juin 2006, un marché de services d'architecture ayant pour objet la désignation d'une équipe d'auteurs de projet pour l'étude et le suivi des travaux sur le site des Anciens Prêtres attenant à la cathédrale classée à l'Unesco, estimé à 1.420.000,00€ hors TVA soit 1.718.200,00€ TVA comprise;

Considérant qu'en date du 27 juin 2017, IDETA, en sa qualité d'assistant à maîtrise d'ouvrage, a fait paraître l'avis de marché au bulletin des adjudications et au journal officiel de la Communauté européenne et qu'en conséquence, le marché reste régi par les dispositions de la réglementation des marchés publics de 2006;

Considérant que les documents du marché viennent d'être établis par la cellule architecture de la Fédération Wallonie-Bruxelles et par IDETA en sa qualité d'assistant à la maîtrise d'ouvrage;

Considérant que la désignation de l'auteur de projet ne doit intervenir qu'en 2018 et que les crédits adéquats devront être inscrits au budget extraordinaire 2018;

Considérant que le conseil communal est invité à approuver les documents du marché et les critères d'attribution;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 19/09/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

Par 33 voix pour et 2 voix contre;

DECIDE :

Article 1er : d'approuver les documents du marché ayant pour objet la désignation d'une équipe d'auteurs de projet pour l'étude et le suivi des travaux sur le site des Anciens Prêtres attenant à la cathédrale classée à l'Unesco, estimé à 1.420.000,00€ hors TVA soit 1.718.200,00€ TVA comprise.

Article 2 : le marché repris à l'article 1er sera régi par les dispositions de l'arrêté royal du 14 janvier 2013 et ce, sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 3 : d'arrêter comme suit les critères d'attribution du marché :

- 45% Qualité du concept, de l'intervention architecturale et du rapport avec le contexte

Le jury appréciera la qualité des propositions architecturales et scénographiques par rapport au programme (détaillé dans la partie E du cahier des charges) ainsi que l'inscription de l'intervention dans l'environnement bâti, dans l'espace public et dans le quartier. Il évaluera également la pertinence avec laquelle le soumissionnaire envisage les orientations

urbanistiques. Enfin, le jury sera attentif à la prise en compte de l'intérêt patrimonial des bâtiments impliqués dans le projet ou dans son contexte proche et à leur mise en valeur ainsi qu'au lien avec la cathédrale. Il évaluera également la façon dont la proposition valorise l'histoire du lieu.

- 40% Performance et fonctionnalité

Le jury appréciera la performance et la fonctionnalité de la proposition en fonction des objectifs de fonctionnement tels que définis dans la partie E du présent cahier des charges, notamment en matière de gestion des flux et d'organisation spatiale des activités. Le jury appréciera également la possibilité d'adapter l'outil à des besoins qui sont susceptibles d'évoluer dans le temps, à court, moyen et long termes. Du point de vue énergétique, le jury appréciera l'intelligence de la proposition en ce qu'elle permet de réduire dès le départ les besoins et limite le recours aux technologies complexes et coûteuses.

- 15% Optimisation de l'investissement

Le jury appréciera la pertinence de la proposition quant à l'économie du projet, au rapport entre la performance du projet et son coût, au respect du cadre budgétaire imparti, cela non seulement d'un point de vue quantitatif, mais aussi qualitatif.

Article 4 : conformément aux documents du marché, chaque soumissionnaire ayant remis un dossier régulier et complet et l'ayant défendu devant le jury recevra un dédommagement forfaitaire de 13.300,00 €. S'agissant d'un dédommagement, il n'y a pas d'application de la TVA. Pour l'adjudicataire du présent marché, cette somme sera également versée, mais ensuite déduite de la première facture qui suivra le démarrage des études. La TVA sera comptée en sus.

Article 5 : les crédits permettant de supporter les dépenses liées à l'exécution du présent marché seront prévus au budget extraordinaire et/ou ordinaire 2018. Les subsides au taux de 90% seront sollicités dans le cadre du portefeuille de projet SMART TOURNAI (FEDER 2014-2020).

<p><u>28. Plate-forme multimodale. Réaménagement, revitalisation et développement du site du plateau de la gare, de la place Crombez, de la rue Royale et de sa connexion au quartier cathédral. Modifications dans le cahier des charges. Approbation.</u></p>
--

Monsieur l'Echevin Tarik BOUZIANE sort de séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu sa décision du 23 février 2015 d'approuver la convention de partenariat avec la société nationale des chemins de fer belges (SNCB), la société régionale wallonne du transport (SRWT) et la Région wallonne, relative à la coordination des opérations de réaménagement du plateau de la gare et de la plate-forme multimodale de Tournai et ce, par la mise en œuvre d'un marché de services d'architecture par procédure négociée avec publicité européenne, via une centrale de marché;

Vu sa décision du 30 mai 2016 de passer un marché de services d'architecture ayant pour objet l'étude et le suivi de l'exécution des travaux pour le réaménagement, la revitalisation et le développement du site du plateau de la gare, de la place Crombez, de la rue Royale et de sa

connexion au quartier cathédral classé à l'UNESCO, dans le cadre du projet Smartcity, estimé à 1.322.425,00€ hors TVA, soit 1.600.134,25€ TVA comprise (dont 537.566,00€ à charge Ville), par procédure négociée avec publicité européenne, via une centrale de marchés, conformément aux articles 26, § 2-3 (les spécifications du marché étant encore générales au stade de la mise en concurrence des auteurs de projet) et 2 - 4ème (centrale de marché) de la loi du 15 juin 2006;

Vu sa décision du 27 mars 2017 d'approuver les documents du marché passé par procédure négociée avec publicité;

Vu la décision du collège communal du 13 avril 2017 de fixer la date du dépôt des offres au 20 juin 2017 et de transmettre les documents du marché aux différents candidats sélectionnés;

Vu l'erratum aux documents du marché transmis en date du 9 juin 2017 par la cellule d'architecture de la Fédération Wallonie-Bruxelles suite aux remarques de l'autorité de tutelle; Considérant le caractère mineur et l'absence d'impact financier des modifications apportées au cahier des charges;

Vu la décision du collège communal du 16 juin 2017 d'approuver, comme proposé par la cellule architecture de la Fédération Wallonie-Bruxelles, ces modifications et de les soumettre pour accord au conseil communal;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

APPROUVE

les modifications apportées par la cellule d'architecture de la Fédération Wallonie-Bruxelles au cahier des charges relatif au marché de services d'architecture ayant pour objet l'étude et le suivi de l'exécution des travaux pour le réaménagement, la revitalisation et le développement du site du plateau de la gare, de la place Crombez, de la rue Royale et de sa connexion au quartier cathédral (projet Smartcity) :

Erratum au cahier des charges

(réf. : Ville de Tournai-PM Tournai-001-F02_0)

Rubrique 24.2 Honoraires ordinaires

Révision : le terme «révision» est remplacé par le terme plus large de «modification» lorsqu'on évoque des adaptations du taux/des montants pour d'autres raisons que l'indexation (exécution des travaux par lots séparés, augmentation du montant des travaux...).

Erratum dans le texte du CDC :

page 12 : révision > modification.

page 30 : ce pourcentage est sujet à révision. > modification.

page 31 : les tranches d'honoraires précédentes n'étant pas sujettes à révision. > les montants des tranches d'honoraires précédentes n'étant pas remis en cause.

page 33 : le taux d'honoraires est sujet à révision telle qu'explicitée au point 24.2.

> modification telle qu'explicitée au point 24.2.

page 47 : module de calcul de révision des honoraires > modification des honoraires.

Tableau de dégressivité : le dispositif de calcul de dégressivité est clarifié.

Erratum dans le texte du CDC : page 31 :

Pour l'architecture, l'acoustique, le design signalétique, le design mobilier et le paysage, l'ampleur de l'augmentation du budget combinée à la hauteur du budget initial correspond à un facteur de dégressivité spécifique, tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessous (figure 02) > l'ampleur de l'augmentation du budget («augmentation max», en abscisse) combinée à la hauteur du budget initial («budget initial max», en ordonnée).

Erratum du CDC : page 32 :

Clarification de la figure 02, sa lecture est facilitée par une mise en page améliorée et une rectification des arrondis rendant la progression des valeurs plus logique : voir annexe.

Erratum du CDC :

L'annexe 19 (.xls), qui permet aux soumissionnaires de tester cette dégressivité, est corrigée avec les nouvelles valeurs de la figure 02.

Rubrique 26 : paiement des honoraires et frais.

L'échelonnement des paiements est adapté à la réalité des subsides du fonds européen de développement régional (FEDER).

Erratum du CDC :

page 34 : point «H. Décompte final» : 82,5% > 85 %

page 34 : point «I. Réception définitive des travaux» : supprimer complètement.

<u>29. Hôtel de ville. Local du serveur informatique. Remplacement de la climatisation.</u> <u>Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.</u> <u>Acceptation.</u>
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment les articles 42, § 1er, 1^o a) (procédure négociée sans publicité préalable) et 92 (marché de faible montant – inférieur à 30.000,00€ hors TVA) permettant la passation du marché par simple facture acceptée;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 11, alinéa 1er, 2 et 90 (montant du marché inférieur à 135.000,00€ hors TVA);

Vu le rapport du service technique:

«La climatisation en place présente de plus en plus de problèmes dénoncés par la firme CFA lors de l'entretien.

Cette climatisation est indispensable en permanence, et surtout en période estivale pour permettre le bon fonctionnement du serveur informatique indispensable aux fonctionnements internes et externes des services de l'administration communale.

Nous ne pouvons prendre le risque que cette climatisation tombe de façon brutale du jour au lendemain en panne.

De ce fait, une demande de prix a été introduite auprès de la firme CFA qui a en charge l'entretien régulier de la climatisation et qui connaît parfaitement l'installation existante.

Le montant de son offre se chiffre à 5.422,20€ hors TVA.»;

Vu l'urgence et l'impérieuse nécessité de procéder au remplacement de la climatisation dans le local du serveur informatique à l'hôtel de ville, l'auteur de projet propose de passer commande immédiatement auprès de la firme CFA;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques du marché, celui-ci peut être passé par procédure négociée sans publicité lors du lancement de la procédure, conformément aux dispositions de l'article 42, § 1er, 1^oa de la loi du 17 juin 2016;

Considérant que des crédits sont disponibles sous l'article 104/724-60 du budget extraordinaire 2017, mais affectés à d'autres travaux et qu'il conviendra donc de prévoir un montant équivalent à la susdite dépense par voie de modification budgétaire n°2 de l'exercice 2017;

Considérant que le conseil communal est invité à prendre connaissance de la décision prise par le collège communal en séance du 7 juillet 2017 et à admettre ou non la dépense;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26/07/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3^o du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

PREND CONNAISSANCE

de la décision prise par le collège communal en séance du 7 juillet 2017 :

Article 1er : il est passé un marché ayant pour objet le remplacement de la climatisation dans le local du serveur informatique à l'hôtel de ville, avec la firme CFA, rue du Mont d'Orcq, 1 à 7503 Froyennes, au montant de son offre s'élevant à 5.422,20€ hors TVA soit 6.560,86€ TVA comprise (21%). Cette TVA sera payée au service public fédéral finances.

Article 2 : de donner l'ordre de commencer immédiatement.

Article 3 : le présent marché est constaté sur simple facture acceptée conformément aux dispositions de l'article 92 de la loi du 17 juin 2016.

Article 4 : un montant de 6.600,00€ sera prévu au budget extraordinaire 2017 par voie de modification budgétaire afin de majorer le crédit disponible affecté à d'autres travaux et amputé de cette dépense.

Article 5 : le conseil communal prendra acte de la décision prise par le collège communal en séance du 7 juillet 2017 et admettra ou non la dépense en vertu de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

A l'unanimité;

ADMET

la dépense.

<u>30. Kiosque communal. Raccordement basse tension. Paiement de facture. Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.</u>
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le conseil communal du 22 septembre 2014 a décidé de passer, auprès d'ORES (opérateur des réseaux de gaz et d'électricité), un marché ayant pour objet le raccordement électrique basse tension du kiosque communal pour un montant de 867,00€ hors TVA;

Considérant qu'en date du 30 juin 2017, ORES a introduit sa facture relative au devis n° 0020336822 (dossier 41987039) s'élevant à 867,00€ hors TVA, la TVA étant payée en application de l'autoliquidation directement auprès du service public fédéral finances;

Considérant que cette facture est conforme au devis approuvé et certifiée exacte par le responsable technique aux travaux effectués;

Considérant qu'en séance du 7 juillet 2017, le collège communal a décidé de pourvoir à la dépense;

Considérant que les crédits relatifs à cette commande n'ont pas été engagés en 2014 et qu'ils seront régularisés par voie de modification budgétaire n°2 de l'exercice 2017;

Considérant qu'il est proposé de recourir aux dispositions de l'article L1311-5 du code de la démocratie et de la décentralisation en donnant connaissance de cette décision au conseil communal qui admettra ou non la dépense;

Sur proposition du collège communal;

PREND CONNAISSANCE :

de la décision prise par le collège communal en séance du 7 juillet 2017, en application de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

- de pourvoir à la dépense relative aux travaux effectués par l'opérateur des réseaux gaz et électricité (ORES) dans le cadre du raccordement basse tension du kiosque communal et de donner connaissance de cette décision au conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense;
- d'approuver et d'autoriser le paiement à ORES du montant de sa facture n°12047622 s'élevant à 867,00€ hors TVA, relative au raccordement basse tension du kiosque communal et ce, pour mission accomplie;

- d'approuver et d'autoriser le paiement au service public fédéral finances du montant de la TVA sur ces travaux, soit la somme de 182,07€;
- de prévoir la régularisation des crédits lors la prochaine modification budgétaire;

A l'unanimité;

ADMET

la dépense.

<p><u>31. Service voirie. Remise en état du bulldozer JCB immatriculé JHQ766. Travaux supplémentaires. Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.</u></p>

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'en date du 23 décembre 2016, le collège communal a décidé de désigner la firme LUYCKX AGRI SA, chaussée de Douai, 932 à 7504 Froidmont, pour la remise en état du bulldozer JCB immatriculé JHQ-766, au montant de son offre s'élevant à 5.700,00€ hors TVA;

Considérant que la firme LUYCKX AGRI SA a signalé que des frais supplémentaires constatés lors du démontage étaient à prévoir pour un montant estimé à ± 2.500,00€ hors TVA, soit 3.025,00€ TVA comprise;

Vu la note du responsable technique stipulant que : *«Lors de la soumission, il était demandé aux soumissionnaires de venir constater l'état dudit engin pour remettre prix en toute connaissance de cause. Il s'agissait d'un marché pour remplacer les différentes pièces d'usure des articulations. Lors du démontage en atelier pour procéder au remplacement desdites pièces, le garage LUYCKX AGRI a constaté que la structure même du châssis de l'engin était usée au niveau des points pivots d'articulation. Cette usure était impossible à détecter lors de la visite avant soumission et elle ne l'était pas non plus par le personnel communal. Seul le démontage du châssis pouvait permettre de l'apprécier.*

L'engin étant actuellement démonté et donc inutilisable, je me permets de solliciter l'urgence pour procéder aux réparations supplémentaires afin de le remettre en état.

Il est à noter que cet engin est très fréquemment utilisé par le service voirie, mais également pour d'autres interventions dans différents services : nivellements de terrain, manipulations et chargements de matériaux de voirie, chargements de végétaux et de déchets de balayeuses, chargements du sel en période hivernale, mise en place de sable et de poussier pour festivités diverses comme beach volley, pistes de pétanque... Approchant de la période où les festivités et manifestations diverses sont nombreuses, l'urgence est d'autant plus motivée.";

Considérant qu'en séance du 7 juillet 2017, le collège communal a décidé de pourvoir à la dépense;

Considérant que les crédits engagés en 2016 et reportés en 2017 à concurrence de 6.897,00 € ne permettent pas de supporter cette dépense et qu'ils seront régularisés par voie de modification budgétaire n°2 de l'exercice 2017;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le conseil communal est invité à prendre connaissance de la décision prise par le collège communal et à admettre ou non la dépense;

PREND CONNAISSANCE

de la décision prise par le collège communal en séance du 7 juillet 2017, en application de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

- de pourvoir à la dépense relative à la firme LUYCKX AGRI, au montant de son devis relatif aux frais supplémentaires pour la remise en état du bulldozer JCB immatriculé JHQ-766 s'élevant à 2.500,00€ hors TVA, soit la somme de 3.025,00€ TVA comprise;
- de prévoir la régularisation des crédits lors la prochaine modification budgétaire;

A l'unanimité;

ADMET

la dépense.

<p>32. Service des espaces verts. Réparation du tracteur FIAT immatriculé NRK-179. <u>Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de décentralisation.</u> <u>Acceptation.</u></p>
--

Monsieur le Conseiller communal Emmanuel VANDECAVEYE sort de séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3, L1222-4 et L1311-5;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, §1er, 1° a) relatif à la procédure négociée sans publicité préalable et l'article 92 relatif au marché de faible montant (inférieur à 30.000,00€ hors TVA) et permettant la passation du marché par simple facture acceptée;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 11, alinéa 1er, 2 et 90;

Vu la décision du conseil communal du 22 février 2016 de déléguer ses compétences en matière de choix de mode de passation et de fixation des conditions des marchés publics et des concessions de travaux publics, visés par l'article L1222-3, §1er du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, pour les dépenses relevant du budget extraordinaire lorsque la valeur du marché est inférieure à 60.000,00€ hors TVA;

Considérant que le tracteur FIAT immatriculé NRK-179 a dû être réparé suite à une panne hydraulique sur la faucheuse "ROUSSEAU 500SL";

Vu le rapport de l'auteur de projet du 4 juillet 2017 stipulant ce qui suit :

"Suite à une panne hydraulique sur la faucheuse ROUSSEAU 500SL, nous avons déposé le tracteur chez MENART, concessionnaire de la marque et fournisseur de ce matériel, pour réaliser une recherche de panne.

Pour ce faire, il a fallu démonter et remplacer plusieurs pièces, telles que la pompe de rotor et le boîtier multiplicateur (pièce fournie par la Ville).

Le coût total des réparations est de 4.337,26€ hors TVA soit 5.248,08€ TVA comprise."

Considérant qu'en séance du 14 juillet 2017, le collège communal a décidé de faire procéder à cette réparation;

Considérant qu'aucun crédit n'étant prévu pour couvrir cette réparation, ceux-ci seront régularisés lors de la modification budgétaire n°2 de l'exercice 2017;

Considérant que, conformément aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le conseil communal est invité à prendre connaissance de la décision prise par le collège communal et à admettre ou non la dépense;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26/07/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

PREND CONNAISSANCE

de la décision prise par le collège communal en séance du 14 juillet 2017, en vertu de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

- de passer un marché ayant pour objet le dépannage hydraulique du tracteur FIAT muni du bras faucheur ROUSSEAU 500SL immatriculé NRK-179 du service espaces verts, auprès de la firme MENART, zoning industriel, rue Benoît 31 à 7370 Dour, concessionnaire de la marque, au montant de son devis s'élevant à 4.337,26€ hors TVA soit 5.248,08€ TVA comprise et de lui passer commande immédiatement;
- de pourvoir à la dépense résultant de l'exécution de ce marché conformément aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation et de régulariser les crédits lors de la modification budgétaire n°2 de l'exercice 2017, sous l'article 766/745-53;
- de donner connaissance de cette décision au conseil communal qui délibérera s'il admet ou non cette dépense;

A l'unanimité;

ADMET

la dépense.

<p><u>33. Service des espaces verts. Réparation du camion grappin immatriculé P266K.</u> <u>Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.</u> <u>Acceptation.</u></p>

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics, notamment les articles 6, §2, 2° et 26, §1er 1°c;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics;

Considérant qu'il s'avère indispensable de faire réparer l'extension du bras de levage du camion grappin immatriculé P266K;

Vu le rapport d'auteur de projet du 31 mai 2017 stipulant ce qui suit :

"Le camion grappin, porte-container immatriculé P266K du service des espaces verts doit faire l'objet d'une réparation. En effet, l'extension du bras de levage est fortement usée et cette usure pourrait provoquer des dégâts encore plus importants au grappin.

Sans cette réparation, le camion ne passera plus les contrôles de sécurité Vinçotte et ne pourra plus, dès lors, ramasser les déchets végétaux.

Le devis de réparation établi par la société CEFA d'où provient le bras de levage du grappin, s'élève à 3.615,00€ hors TVA soit 4.374,15€ TVA comprise.

Il est impératif d'effectuer cette réparation dans les délais les plus courts sous peine de provoquer des casses supplémentaires et de ne plus pouvoir assurer la collecte des végétaux."

Considérant que le collège communal a décidé, en séance du 9 juin 2017, de faire appel à la société CEFA, chemin Brimboraie, 26 à 7822 (ZI) Ghislenghien;

Considérant que le marché pouvait être passé, conformément à l'article 26, §1°c et l'article 6, §2 de la loi sur les marchés publics, par procédure négociée sans publicité et que le montant de la dépense s'élève à 4.374,15€ TVA comprise;

Considérant qu'aucun crédit n'est prévu pour couvrir la dépense et que la régularisation se fera par voie de modification budgétaire n°2 du budget extraordinaire 2017;

Considérant que le conseil communal est invité à prendre connaissance de la décision prise par le collège communal en séance du 9 juin 2017 et à admettre ou non la dépense;
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 20/06/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

PREND CONNAISSANCE

de la décision prise par le collège communal en séance du 9 juin 2017, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et en vertu des articles L1222-3 et L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1er : il est passé un marché ayant pour objet la réparation du bras de levage du camion grappin immatriculé P266K.

Article 2 : le marché, dont il est question à l'article 1er, sera passé par procédure négociée conformément aux dispositions de l'article 26 § 1er 1° c de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, auprès de la société CEFA, chemin Brimboriau, 26 à 7822 (ZI) Ghislenghien, au montant de son devis s'élevant à 3.615,00€ hors TVA, soit 4.374,15€ TVA comprise.

Article 3 : de passer commande immédiatement auprès de la société.

Article 4 : le présent marché est un marché sur simple facture acceptée qui sera constaté par une facture dûment détaillée de la firme.

Article 5 : de pourvoir à la dépense et de prévoir les crédits lors de la modification budgétaire n°2 du budget extraordinaire 2017.

Article 6 : le conseil communal prendra acte et admettra ou non la dépense, lors de sa prochaine séance, comme prévu à l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

A l'unanimité;

ADMET

la dépense.

<u>34. Templeuve, cité Camille Dépinoy. Construction d'un terrain multisports "Sport de rue". Mode et conditions de passation du marché. Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Approbation.</u>

Madame et Monsieur les Echevins Ludivine DEDONDER et Tarik BOUZIANE rentrent en séance.

Le conseiller communal Tournai Plus, **Benoît MAT**, demande pourquoi l'entreprise a été écartée.

Monsieur l'Echevin PS, **Tarik BOUZIANE**, répond qu'elle n'a pas respecté les délais fixés dans le cahier des charges, ce qui lui a valu son exclusion et la relance du marché.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1222-3;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 11, alinéa 1er, 2 et 90 (montant du marché inférieur à 135.000,00€ hors TVA);

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics;

Vu sa décision du 18 novembre 2013 approuvant les mode (procédure négociée sans publicité) et conditions de passation d'un marché de travaux ayant pour objet la construction d'un terrain multisports à la cité Camille Dépinoy à Templeuve pour un montant estimé à 101.948,55 € TVA comprise;

Considérant que ce dossier a fait l'objet d'une promesse ferme de subsides (85%) le 14 décembre 2015 émanant du service public de Wallonie - direction des infrastructures sportives;

Vu la décision du collège communal du 23 décembre 2016 de désigner l'entreprise LESUCO SA, zoning industriel de Sauvenière, rue des Praules 11 à 5030 Gembloux en qualité d'entreprise adjudicataire des travaux au montant de son offre régulière s'élevant à 72.150,75 € hors TVA (autoliquidation de la TVA auprès du service public fédéral finances);

Vu la décision du collège communal du 8 septembre 2017 de résilier le marché de travaux conclu en date du 23 décembre 2016 avec l'entreprise LESUCO SA qui n'est pas intervenue et ce, conformément à l'article 47 § 2 de l'arrêté royal du 14 janvier 2013;

Considérant qu'il s'avère désormais nécessaire de relancer un nouveau marché portant sur la construction de ce terrain multisports;

Considérant que les conditions du marché initial n'ont pas été modifiées et que le montant de ce marché est estimé à 84.255,00€ hors TVA, soit 101.948,55 € TVA comprise;

Considérant que ce marché peut être passé par procédure négociée sans publication préalable;

Considérant que les crédits engagés durant l'exercice 2016 sous l'article 801/725-60/16 ne peuvent plus être utilisés et qu'il est proposé de recourir aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation afin d'admettre cette nouvelle dépense sur le budget extraordinaire 2017;

Considérant que la régularisation des crédits sera effectuée via la modification budgétaire n°2;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 19/09/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège Communal,

A l'unanimité,

DECIDE :

Article 1er : il est passé un marché de travaux ayant pour objet la construction d'un terrain multisports "Sport de rue" estimé à 84.255,00€ hors TVA, soit 101.948,55€ TVA 21% comprise. Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché est passé par procédure négociée sans publication préalable, conformément aux dispositions de l'article 42, §1er, 1°a de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, après consultation de plusieurs entreprises.

Article 3 : le présent marché sera régi par les dispositions de l'arrêté royal du 14 janvier 2013, et ce sous réserve des dispositions des documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : d'admettre cette dépense, en application de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. La régularisation des crédits sera effectuée par voie de modification budgétaire extraordinaire n° 2 de l'exercice 2017.

Article 5 : de transmettre la présente décision au service public de Wallonie, direction des infrastructures sportives.

35. Bâtiments communaux. Remplacement de châssis. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 et L1222-4;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1er, 1° a) (procédure négociée sans publication préalable);

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 11, alinéa 1er, 2 et 90 (montant du marché inférieur à 135.000,00 € hors TVA);

Considérant que les châssis extérieurs en bois du bâtiment sis square Bonduelle sont dans un état très vétuste et ne sont équipés que de simple vitrage;

Considérant qu'il y a lieu de passer un marché de travaux ayant pour objet le remplacement des châssis du bâtiment abritant les services des sanctions administratives communales, POSE (prestation, orientation, suivi et encadrement) et les Amis de Tournai, pour un montant total estimé à 71.430,00 € hors TVA, soit 86.430,30 € TVA comprise, réparti comme suit selon l'imputation budgétaire :

- subdivision 1 : service SAC (sanctions administratives communales), estimé au montant de 41.480,00 € hors TVA, soit 50.190,80 € TVA comprise
- subdivision 2 : Amis de Tournai et service POSE (prestation, orientation, suivi et encadrement), estimé au montant de 29.950,00 € hors TVA, soit 36.239,50 € TVA comprise;

Considérant que ces bâtiments font partie du site classé de l'hôtel de ville et que le remplacement des châssis est prévu pour s'y intégrer parfaitement;

Considérant qu'il est indispensable que ce marché soit confié à un seul et même entrepreneur en vue de préserver l'harmonie de l'ensemble du bâtiment dans le site classé;

Considérant qu'une demande de subside UREBA [(utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments (30 %)] sera introduite, ces travaux permettant de réaliser une économie d'énergie, l'isolation thermique étant renforcée;

Considérant que les crédits permettant de faire face à cette dépense sont inscrits au budget extraordinaire sous les articles 104/724-60 (subdivision 1) et 124/724-60 (subdivision 2), à concurrence de 60.000,00 € et 18.000,00 €;

Considérant qu'un montant de 18.239,50 € sera inscrit sous l'article 124/724-60 via la modification budgétaire n° 2;

Considérant que, conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de choisir la procédure négociée sans publicité préalable, conformément à l'article 42 § 1er 1° a) de la loi du 17 juin 2016 relative à la passation des marchés publics;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 18/09/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

À l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1 : de passer un marché de travaux ayant pour objet le remplacement des châssis du bâtiment sis square Bonduelle abritant les services des sanctions administratives communales, POSE (prestation, orientation, suivi et encadrement) et les Amis de Tournai, pour un montant total estimé à 71.430,00 € hors TVA, soit 86.430,30 € TVA comprise, réparti comme suit selon l'imputation budgétaire :

- subdivision 1 : service SAC (sanctions administratives communales), estimé au montant de 41.480,00 € hors TVA, soit 50.190,80 € TVA comprise

- subdivision 2 : Amis de Tournai et service POSE (prestation, orientation, suivi et encadrement), estimé au montant de 29.950,00 € hors TVA, soit 36.239,50 € TVA comprise.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée sans publicité préalable, conformément à l'article 42 §1er 1° a) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution, et ce, sous réserve des dérogations contenues dans les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : des crédits de l'ordre de 60.000,00 € et 18.000,00 € sont inscrits sous les articles respectifs 104/724-60 et 124/724-60 du budget extraordinaire 2017.

Article 5 : de prévoir un montant de 18.239,50 € sous l'article 124/724-60 via la modification budgétaire n° 2.

<p><u>36. Académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts). Acquisition d'un métier à tisser électronique, de fils de laine et de livres sur le tissage. Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. Acceptation.</u></p>
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3, L1222-4 et L1311-5;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, §1er, 1°a et 92 (marché de faible montant inférieur à 30.000,00€ hors TVA sur simple facture acceptée);

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques notamment les articles 11, alinéa 1er, 2 et 90 (montant du marché inférieur à 135.000,00€ hors TVA);

Vu la décision du conseil communal du 22 février 2016 de déléguer ses compétences au collège communal en matière de choix du mode de passation et de fixation des conditions des marchés publics et des concessions de travaux et de services, visées à l'article L1222-3, §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, pour les dépenses relevant du budget extraordinaire lorsque la valeur du marché ou de la concession est inférieure à 60.000,00€ hors TVA;

Considérant que l'académie des Beaux-Arts a eu l'opportunité d'acquérir un métier à tisser électronique d'occasion, un stock important de fils en laine ainsi que des livres sur le tissage pour un montant estimé à ± 5.900,00€ hors TVA auprès d'une firme française;

Vu la note de motivation de la responsable d'atelier, option design textile, qui stipule : *"Cette machine permettrait à nos étudiants de tisser de grandes pièces et métrages de tissu finis, allant jusqu'à 150 cm de large. Des collaborations avec l'univers du prêt à porter, de la haute couture et de la décoration pourraient alors se mettre en place, apportant une dimension encore plus professionnelle et concrète à leur travail.*

Cette machine offrirait aux étudiants la possibilité de pouvoir y connecter nos outils informatiques pour la piloter. Cela leur apporterait un gain de temps considérable ainsi que la compréhension et la maîtrise de l'outil semi-électronique;

Les nombreux autres accessoires, les livres et dossiers sur le tissage, ainsi que le stock important de fils proposés dans l'offre seraient un véritable plus pour notre atelier dans les années à venir. Ces collections de fils nous permettraient de réaliser de multiples tissages et d'aborder la création de nouvelles matières et matériaux";

Considérant que, compte tenu des caractéristiques du marché, celui-ci peut être passé par procédure négociée sans publicité préalable sur simple facture acceptée conformément aux dispositions des articles 42, §1er, 1° a et 92 de la loi du 17 juin 2016;

Considérant qu'il a été passé commande immédiatement auprès de la firme ANNE HEURTEMATTE - TEXTILE DESIGNER & CONSULTANT, rue Danville 3 à 75014 PARIS – France;

Considérant qu'aucun crédit n'est prévu au budget extraordinaire 2017 pour faire face à cette dépense et que leur régularisation sera effectuée lors de la prochaine modification budgétaire;

Considérant que, conformément à l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le conseil communal est invité à prendre connaissance de la décision prise par le collège communal en séance du 30 juin 2017 et à admettre ou non la dépense;

Sur proposition du collège;

PREND CONNAISSANCE :

de la décision prise par le collège communal en séance du 30 juin 2017, dont les termes suivent :

Article 1er : il est passé un marché public de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'un métier à tisser électronique, d'un stock de fils de laine et d'ouvrages sur le tissage destinés à l'académie des Beaux-Arts (école supérieure des arts) et estimés à ± 5.900,00€ hors TVA.

Article 2 : le marché, dont il est question à l'article 1er, sera passé par procédure négociée sans publication préalable, conformément aux dispositions de l'article 42, §1er, 1°a de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics.

Article 3 : la commande sera passée immédiatement auprès de la firme ANNE HEURTEMATTE - TEXTILE DESIGNER & CONSULTANT, rue Danville 3 à 75014 PARIS – France.

Article 4 : le présent marché de fournitures sera constaté sur simple facture acceptée conformément aux dispositions de l'article 92 de la loi du 17 juin 2016.

Article 5 : conformément aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, décide de pourvoir à la dépense et d'en donner connaissance au prochain conseil communal qui délibérera s'il admet ou non la dépense. La régularisation des crédits sera effectuée lors de la prochaine modification budgétaire;

A l'unanimité;

ADMET

la dépense.

<u>37. Office du tourisme. Acquisition de matériel électrique destiné à la cave médiévale.</u> <u>Approbation et maintien de l'affectation touristique.</u>
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le bâtiment de l'office du tourisme abrite une cave voûtée de style roman où des moellons de la construction d'origine sont apparents;

Considérant que ce site sert de lieu d'expositions temporaires depuis l'ouverture de l'office en 2013;

Considérant que l'éclairage actuel de la cave est très insuffisant et qu'il est nécessaire d'installer un éclairage adapté mettant en valeur les voûtes et les détails de la cave romane ainsi que les oeuvres exposées;

Considérant qu'en séance du 14 juillet 2017, le collège communal a décidé de passer un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de matériel électrique destiné à la cave

médiévale de l'office du tourisme, pour un montant estimé à environ 4.879,54€ hors TVA, soit 5.904,24€ TVA 21% comprise;

Considérant qu'en même séance, l'office du tourisme a été invité à introduire une demande de subvention en équipement touristique auprès du commissariat général au tourisme (CGT);

Considérant que les crédits sont prévus au budget extraordinaire 2017;

Considérant que ce type d'acquisition répond aux critères d'éligibilité proposés par la région wallonne pour l'équipement touristique, au taux de 60% du montant de la dépense, sous réserve des conditions suivantes : fournir une copie de la délibération du conseil communal approuvant l'acquisition et s'engageant à maintenir l'affectation touristique de la subvention pendant un délai de 15 ans, à partir du 1er janvier de l'année de la liquidation totale de la subvention;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03/09/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

d'approuver l'acquisition de matériel électrique (estimé à 5.904,24€ TVA comprise) destiné à la cave médiévale de l'office du tourisme et de s'engager à maintenir l'affectation touristique de la subvention pendant un délai de 15 ans, à partir du 1er janvier de l'année de la liquidation totale de la subvention.

<p><u>38. Cimetières communaux. Acquisition d'un motoculteur équipé d'une désherbeuse.</u> <u>Article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.</u> <u>Acceptation.</u></p>

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3, L1222-4 et L1311-5;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, §1er, 1°a) et 92 (marché de faible montant - inférieur à 30.000,00€ hors TVA) par simple facture acceptée;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 11, alinéa 1er, 2 et 90 (montant du marché inférieur à 135.000,00€ hors TVA);

Vu la décision du conseil communal du 22 février 2016 de déléguer ses compétences en matière de choix du mode de passation et de fixation des conditions des marchés publics et des concessions de travaux et de services, visées à l'article L1222-3, §1er du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, pour les dépenses relevant du budget extraordinaire, lorsque la valeur du marché est inférieure à 60.000,00€ hors TVA;

Considérant que, dans le cadre de l'entretien des allées des cimetières communaux, l'acquisition d'un motoculteur équipé d'une désherbeuse s'est avérée nécessaire;

Considérant que le coût de ce matériel est estimé à 8.000,00€ hors TVA, soit 9.680,00€ TVA comprise;

Considérant qu'en séance du 30 juin 2017, le collège communal a décidé d'acquérir ce matériel;

Considérant qu'aucun crédit n'étant prévu au budget extraordinaire 2017, il a été décidé, conformément à l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de

pourvoir à la dépense et d'en donner connaissance au conseil communal qui délibérera s'il l'admet ou non;

Considérant que la régularisation des crédits sera effectuée lors de la modification budgétaire n°2 de l'exercice 2017;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08/08/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

PREND CONNAISSANCE

de la décision prise par le collège communal en séance du 30 juin 2017 :

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition d'un motoculteur équipé d'une désherbeuse destiné à l'entretien des allées des cimetières communaux, estimé à 8.000,00€ hors TVA, soit 9.680,00€ TVA 21% comprise. Ce montant a valeur d'indication sans plus.

Article 2 : ce marché est passé par procédure négociée sans publication préalable, conformément aux dispositions de l'article 42, §1er, 1°a de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, après consultation des firmes suivantes :

- GREEN SYSTEMS SPRLU, avenue Charles Lemercier, 25 - boîte 3 à 7850 Enghien
- RONSIJN, rue du Béguinage, 14 à 1750 Gammerages
- MDS PARTS SPRL, Eikenstraat, 15 - boîte 1 à 2840 Reet.

Article 3 : le présent marché sera constaté sur simple facture acceptée conformément aux dispositions de l'article 92 de la loi du 17 juin 2016.

Article 4 : conformément aux dispositions de l'article L1311-5 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, de pourvoir à la dépense et d'en donner connaissance au prochain conseil communal qui délibérera s'il l'admet ou non. La régularisation des crédits sera effectuée lors de la modification budgétaire n°2 de l'exercice 2017.

Cette machine sera affectée exclusivement à l'entretien des cimetières communaux;

A l'unanimité;

ADMET

la dépense.

<u>39. Services techniques. Acquisition de véhicules au gaz naturel. Mode et conditions de passation du marché. Approbation.</u>

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment les articles L1222-3 et L1222-4;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, §1er, 1° a) (procédure négociée sans publication préalable);

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 11, alinéa 1er, 2 et 90 (montant du marché inférieur à 135.000,00€ hors TVA);

Considérant qu'il y a lieu de passer un marché de fournitures divisé en trois lots et ayant pour objet l'acquisition de véhicules au gaz naturel CNG (Compressed Natural Gas) destinés aux services techniques, pour un montant total estimé à 96.300,00€ hors TVA, soit 116.523,00€ TVA comprise et détaillé comme suit :

- lot 1 : camionnette benne, plateau simple, cabine 3 places, destinée au service voirie pour remplacer un véhicule identique très vétuste, pour un montant de 33.000,00€ hors TVA, soit 39.930,00€ TVA comprise;

- lot 2 : camionnette fourgon, charge 1.500kg, destinée à des transports divers pour remplacer une Mercedes sprinter qui a plus de 300.000 km, pour un montant de 40.000,00€ hors TVA, soit 48.400,00€ TVA comprise;
- lot 3 : voiture pour le bureau d'études, pour un montant de 23.300,00€ hors TVA, soit 28.193,00€ TVA comprise (le véhicule Opel combo au CNG actuel sera destiné au service lettrage);

Considérant que les crédits sont prévus à l'article 421/743-98 du budget extraordinaire 2017;
 Considérant que des subsides seront accordés conformément à la circulaire ministérielle du 24 juillet 2017 qui stipule :

" (...) - Pour les véhicules ayant une MMA supérieure ou égale à 3,5 tonnes: montant de la subvention : 15% du prix d'achat d'un véhicule ayant coefficient EURO 5 ou 15% de la facture totale des coûts d'adaptation d'un véhicule aux normes environnementales, TVA comprise, avec un maximum de 22.500,00€ par véhicule éligible.

- Pour les véhicules ayant une MMA inférieure à 3,5 tonnes : montant de la subvention : 20% du prix d'achat d'un véhicule non polluant [CNG-Electrique (les véhicules hybrides ne sont pas éligibles)], TVA comprise, avec un maximum de 6.000,00€ par véhicule éligible."

Considérant qu'en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, il appartient au conseil communal de choisir le mode de passation du marché et d'en fixer les conditions;

Considérant que, compte tenu des caractéristiques de ce marché, il lui est proposé de choisir la procédure négociée sans publication préalable, conformément à l'article 42 §1er 1° a) de la loi du 17 juin 2016 relative à la passation des marchés publics;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03/09/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE:

Article 1 : de passer un marché de fournitures divisé en trois lots et ayant pour objet l'acquisition de véhicules au gaz naturel CNG destinés aux services techniques. Le montant total est estimé à 96.300,00€ hors TVA, soit 116.523,00€ TVA comprise et ventilé comme suit :

- lot 1 : camionnette benne, plateau simple, cabine 3 places, destinée au service voirie pour un montant estimé à 33.000,00€ hors TVA, soit 39.930,00€ TVA comprise
- lot 2 : camionnette fourgon, charge 1.500kg, destinée à des transports divers pour un montant estimé à 40.000,00€ hors TVA, soit 48.400,00€ TVA comprise
- lot 3 : voiture pour le bureau d'études pour un montant estimé à 23.300,00€ hors TVA, soit 28.193,00€ TVA comprise.

Article 2 : ce marché sera passé par procédure négociée sans publication préalable, conformément à l'article 42 §1er 1° a) de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

Article 3 : les clauses contractuelles administratives générales et particulières au marché seront celles contenues dans l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution et ce, sous réserve des dérogations contenues dans les documents du marché établis à cet effet.

Article 4 : des crédits de l'ordre de 120.000,00€ sont inscrits à l'article 421/743-98 du budget extraordinaire 2017.

40. Service propreté publique. Acquisition de poubelles de rue destinées au centre-ville. Article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, §1er, 1° b) (procédure négociée sans publication préalable);

Vu la décision prise par le conseil communal du 22 février 2016 de déléguer au collège communal ses compétences en matière de choix du mode de passation et de fixation des conditions des marchés publics et des concessions de travaux et de services, visées à l'article L1222-3, §1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques, notamment les articles 11, alinéa 1er, 2 et 90 (montant du marché inférieur à 135.000,00€ hors TVA);

Considérant qu'il y avait lieu de passer un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de poubelles de rue destinées au centre-ville, dont le coût est estimé à ± 82.600,00€ hors TVA , soit ± 99.946,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus;

Considérant l'arrêté ministériel daté du 17 novembre 2016 octroyant une subvention de 65.000,00€ à la Ville pour l'acquisition de matériel de propreté dans le cadre de l'appel à projet "BeWapp - Propreté publique - Acquisition de matériel de propreté";

Considérant que le budget extraordinaire 2017 était clôturé à cette date et que des crédits ont donc été inscrits par voie de modification budgétaire n°1 (approuvée fin juin 2017) sous l'article budgétaire 875/741-52;

Considérant le mail envoyé par la cellule BeWaPP le 10 juillet 2017 stipulant, notamment, que les factures doivent être introduites pour le mois d'octobre 2017;

Considérant que, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité de faire parvenir les copies de facture au ministère subsidiant début octobre 2017 et en vertu de l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le collège communal a décidé de pourvoir à la dépense et d'en donner connaissance au conseil communal du 25 septembre 2017;

Considérant que les firmes suivantes ont été consultées en vue de remettre prix :

- ACE MOBILIER URBAIN SA, rue de Trazegnies, 500 à 6031 Monceau-sur-Sambre
- EURO SIGN, zoning industriel de Noville-les-Bois, rue Ernest Montellier, 20 à 5380 Fernelmont

- TSS, rue Defuisseaux, 124 à 7333 Saint-Ghislain

- BOUGARD, zoning de la Gare BP, rue de la Station, 2 à 7134 Ressaix;

Considérant que le conseil communal est invité à prendre connaissance de la décision prise par le collège communal en séance du 1er septembre 2017;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03/09/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

PREND CONNAISSANCE :

de la décision prise par le collège communal en séance du 1er septembre 2017, vu l'urgence et l'impérieuse nécessité et conformément à l'article L1222-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

Article 1er : il est passé un marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition de poubelles de rue destinées au centre-ville, pour un montant estimé à ± 82.600,00€ hors TVA, soit ± 99.946,00€ TVA comprise, ce montant ayant valeur d'indication sans plus.

Article 2 : le marché, dont il est question à l'article 1er, sera passé par procédure négociée sans publicité préalable, conformément à l'article 42, §1er, 1^ob de la loi du 17 juin 2016.

Article 3 : de consulter les firmes suivantes en vue de remettre prix :

- ACE MOBILIER URBAIN SA, rue de Trazegnies, 500 à 6031 Monceau-sur-Sambre
- EURO SIGN, zoning industriel de Noville-les-Bois, rue Ernest Montellier, 20 à 5380 Fernelmont
- TSS, rue Defuisseaux, 124 à 7333 Saint-Ghislain
- BOUGARD, zoning de la Gare BP, rue de la Station, 2 à 7134 Ressaix.

Article 4 : de fixer la date du dépôt des offres au 8 septembre 2017.

Article 5 : le conseil communal prendra acte de cette décision, lors de sa prochaine séance.

Article 6 : de désigner M. Jacques LIBERT en qualité de fonctionnaire dirigeant de ce marché.

41. Musée d'histoire militaire. Acquisition d'une carabine de gendarmerie (modèle Mauser 1889). Approbation.

Monsieur le Conseiller communal Emmanuel VANDECAVEYE rentre en séance.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que depuis 2009, l'orientation adoptée pour le réaménagement du musée d'armes est celle de la mise en valeur des collections par la construction d'un parcours dans l'histoire militaire de Tournai et du Tournaisis;

Considérant que le concept poursuivi par le musée alors renommé "musée d'histoire militaire" est de replacer les armes dans leur contexte historique en :

- illustrant le développement et le déclin des défenses de la cité à travers les époques, au fil des siècles subis;
- mettant l'accent sur les grandes batailles qui ont eu lieu dans le Tournaisis;
- ciblant quelques-uns des régiments casernés à Tournai au cours des siècles passés;

Considérant que depuis l'indépendance belge, le 3^{ème} régiment de chasseurs à pied et le 1^{er} régiment de chasseurs à cheval ont laissé pendant des générations une trace marquante dans la mémoire collective;

Considérant que depuis la formation de la gendarmerie nationale en 1831, Tournai est le siège d'une lieutenance, et à partir de 1909, d'un district couvrant 12 brigades;

Considérant que le musée d'histoire militaire a eu la chance d'acquérir en 2011, grâce au mécénat de l'ASBL tourisme et culture, une carabine de gendarmerie à cheval modèle 1873 du système Albin-Braendlin, remplacée ensuite par une carabine Mauser 1889 allégée avec yatagan (arrêté royal du 9 mai 1904);

Considérant que le musée possède déjà la carabine 1889 de gendarme à pied et que l'occasion se présente d'acquérir une carabine de gendarme à cheval auprès du propriétaire du musée des 18 jours à PIPAIX, qui se sépare d'une partie de ses pièces;

Considérant que, pièce rare et exceptionnelle, la carabine proposée est dans un état de conservation remarquable, sortie des ateliers de la fabrique nationale de Herstal, numéro de série 10996 et qu'elle porte sur le talon de crosse la marque W de la gendarmerie et le numéro de dotation 940 (sa bretelle de suspension d'origine est présente);

Considérant que son achat aboutirait à la réunion de l'ensemble des modèles du système d'armes Mauser 1889 que peu de musées ou de collectionneurs peuvent se targuer de posséder;

Considérant qu'en séance du 11 août 2017, le collège communal a pris la décision de principe d'accepter cette acquisition au prix de 2.400,00€, sous réserve de la décision du conseil communal qui est invité à approuver cette acquisition;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03/09/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de marquer son accord sur l'acquisition d'une carabine de gendarmerie à cheval belge du modèle Mauser 1889 destinée aux collections du musée d'histoire militaire, pour un montant de 2.400,00€.

42. Fabrique d'église Saint-Pierre à Béclers. Compte 2015. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 4 avril 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de ses pièces justificatives le 12 mai 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Béclers arrête son compte pour l'exercice 2015;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu que le dossier a été transmis à l'organe représentatif du culte agréé en date du 19 juin 2017;

Vu la décision du 19 juin 2017 réceptionnée en date du 20 juin 2017, par laquelle l'organe représentatif agréé arrête définitivement avec remarques les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2015 et sans remarque le reste de ce compte;

Considérant les remarques de l'organe représentatif du culte agréé : "le compte 2015 de la fabrique d'église de Béclers est approuvé par expiration du délai. A l'avenir, merci de transmettre une copie des comptes et pièces justificatives à l'évêché, le même jour que la transmission à l'administration communale.";

Considérant l'inscription de 41,20€ à l'article 501 du chapitre II des dépenses sans qu'aucun crédit budgétaire n'ait été inscrit au budget 2015;

Considérant qu'il y a donc lieu de réformer la dépense afin d'amener le montant à 0,00€;

Considérant que le montant du résultat du compte 2014 de 6.709,19€ inscrit à l'article 19 des recettes extraordinaires est erroné et que, suivant la décision d'approbation du compte 2014 du conseil communal du 22 septembre 2015, le montant à inscrire à l'article 19 est 6.662,09€ en lieu et place de 6.709,19€;

Considérant que les corrections amènent le résultat du compte à 11.091,05€ en lieu et place de 11.088,34€;

Considérant que sur base du document des ajustements internes, aucun autre dépassement de crédit dans les articles du chapitre II des dépenses n'est constaté;

Considérant que sur base des corrections apportées, le compte 2015 de la fabrique d'église Saint-Pierre à Béclers est conforme à la loi;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1 : la délibération du 4 avril 2016 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Béclers arrête son compte pour l'exercice 2015, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
501 (dépenses)	Maintenance informatique	41,20€	0,00€
19 (recettes)		6.709,19€	6.662,09€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes totales ordinaires	23.770,29 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	21.937,74 €
Recettes totales extraordinaires	6.662,09 €
- dont un boni comptable du compte 2014 de	6.662,09 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	3.656,94 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	15.684,39 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00 €
Recettes totales	30.432,38 €
Dépenses totales	19.341,33 €
Résultat comptable	11.091,05 €

L'attention du conseil de fabrique est attirée sur le point suivant : pour les comptes et budgets à venir, transmettre une copie des dossiers et pièces justificatives à l'évêché le même jour que la transmission à l'administration communale.

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Pierre à Béclers et à l'organe représentatif agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du conseil d'état. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée par lettre recommandée au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Pierre à Béclers;
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

43. Fabrique d'église protestante Baptiste à Tournai. Compte 2016. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu le décret du 5 mai 1806 relatif au logement des ministres du culte protestant et à l'entretien des temples, l'article 2;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, l'article 18;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9°, et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 1er avril 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée des pièces justificatives le 27 juin 2017, par laquelle le conseil d'administration de l'établissement cultuel protestant Baptiste à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier susvisé à l'organe représentatif du culte agréé;

Considérant qu'en date du 15 mai 2017, l'organe représentatif du culte agréé n'a pas rendu de décision à l'égard du compte endéans le délai prescrit de 20 jours et que sa décision est donc réputée favorable;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que le montant du subside communal à l'ordinaire de 41.954,22€ inscrit à l'article 15 est erroné puisque le conseil de fabrique a inscrit le montant du subside ordinaire pour l'exercice 2017 et qu'il y a donc lieu de rectifier et de ramener le montant à 22.687,13€;

Considérant que suivant les pièces justificatives du compte, le montant de la facture de 15,40€ inscrit à l'article 2 du chapitre I des dépenses est relative à l'exercice 2017 et doit donc être réformée; le montant étant ramené à 7,20€;

Considérant que le montant de 5.569,25€ inscrit à l'article 3 des dépenses est erroné compte tenu des pièces justificatives annexées au compte : plusieurs factures relatives à l'exercice 2017 doivent être déduites ainsi que les frais d'électricité qui doivent être repris à l'article 4 du chapitre I;

Considérant que le montant doit donc être ramené à 3.505,32€ à l'article 3 et à 533,90€ à l'article 4;

Considérant que la dépense de 381,60€ inscrite à l'article 10 des dépenses doit être transférée à l'article 4 compte tenu de la pièce justificative jointe au compte et que, compte tenu des factures jointes au compte, les montants de 59,47€ et de 21,50€ doivent être inscrits à cet article; le montant étant donc porté à 80,97€;

Considérant que sur base des pièces justificatives jointes au compte, le montant inscrit à l'article 24 des dépenses doit être réformé; le montant étant ramené à 14.109,71€, en lieu et place de 14.190,68€;

Considérant que le montant de 270,30€ inscrit par le conseil de fabrique à l'article 38 du chapitre II des dépenses n'a pas fait l'objet d'une inscription budgétaire en 2016 et qu'il y a donc lieu de réformer la dépense (0,00€);

Considérant que suivant les pièces justificatives jointes au compte, l'article 43 des dépenses du chapitre II doit être réformé, qu'il y a lieu de transférer 58,69€ à l'article 45E et que, par conséquent, le montant de l'article 43 est ramené à 339,41€;

Considérant que sur base des pièces justificatives jointes au compte, le montant inscrit à l'article 45G des dépenses doit être ramené à 5.910,72€, en lieu et place de 7.388,40€;
 Considérant que le montant inscrit à l'article 45L des dépenses comprend une dépense relative à l'exercice 2017 et que le montant doit donc être ramené à 395,00€, en lieu et place de 790,00€;

Considérant que compte tenu de l'absence de crédit budgétaire approuvé, le montant inscrit à l'article 45H des dépenses du chapitre II doit être réformé et que le montant doit donc être ramené à 0,00€, en lieu et place de 2.100,00€;

Considérant que suivant les corrections apportées, le résultat du compte 2016 s'élève à 12.554,76€ en lieu et place de 26.033,44€;

Considérant que suivant les ajustements internes tels que présentés par le conseil d'administration dans le compte, aucun dépassement de crédit n'est constaté;

Considérant que compte tenu des corrections apportées, le compte est conforme à la loi et à l'intérêt général;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1 : la délibération du 1er avril 2017 par laquelle le conseil d'administration de l'établissement cultuel protestant Baptiste à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2016, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
15 (recettes)	Supplément de la commune	41.954,22€	22.687,13€
2 (dépenses)	Vin pour la communion	22,60€	7,20€
3 (dépenses)	Chauffage de l'église	5.569,25€	3.505,32€
4 (dépenses)	Eclairage	0,00€	915,50€
10 (dépenses)	Nettoisement de l'église	381,60€	21,50€
24 (dépenses)	Entretien et réparation de l'église	14.190,68€	14.109,71€
38 (dépenses)	Remise au trésorier	270,30€	0,00€
43 (dépenses)	Assurances	398,10€	339,41€
45E (dépenses)	Assurance RC	0,00€	58,69€
45G (dépenses)	Participation aux frais de culte	7.388,40€	5.910,72€
45H (dépenses)	Autres dépenses ordinaires	2.100,00€	0,00€
45L (dépenses)	Maintenance informatique	790,00€	395,00€

L'attention du conseil d'administration est attirée sur les points suivants : pour les prochains budgets et comptes, remettre en simultanément un exemplaire à l'administration communale et au synode. Veuillez également veiller à ne pas confondre les exercices budgétaires et porter une attention plus grande aux crédits budgétaires et à leur utilisation.

Article 2 : la délibération telle que réformée à l'article 1 est **approuvée** aux chiffres suivants :

Recettes ordinaires totales	29.603,48€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	22.687,13€
Recettes extraordinaires totales	10.506,47€
- dont un boni comptable du compte 2015 de	1.756,36€

Dépenses ordinaires du chapitre I totales	6.026,38€
Dépenses ordinaires du chapitre II totales	21.528,81€
Dépenses extraordinaires du chapitre II totales	0,00€
Recettes totales	40.109,95€
Dépenses totales	27.555,19€
Résultat comptable	12.554,76€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église protestante Baptiste à Tournai et à l'organe représentatif du culte agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation, datée et signée, doit être adressée par lettre recommandée au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles), dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par la présente. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche;

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église protestante Baptiste à Tournai
- à l'organe représentatif du culte agréé (conseil administratif du culte protestant et évangélique).

44. Fabrique d'église Saint-Martin à Warchin. Compte 2016. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 21 avril 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 16 mai 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Warchin arrête son compte pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;
Vu la décision du 17 mai 2017 réceptionnée en date du 19 mai 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement avec remarques les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2016 et sans remarque le reste du compte;
Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;
Considérant les remarques de l'organe représentatif du culte agréé : "Article 6C : erreur de ventilation : les feuillets liturgiques doivent être comptabilisés à l'article 15. Le montant est ramené à 78,95€ / Article 15 : facture de 19,00€ manquante. Le montant de l'article est diminué de cette somme. La dépense pourra être introduite à l'article 62A (dépenses ordinaires liées à un exercice antérieur du compte 2017, accompagné de sa pièce justificative. La facture de 18,25€ est libellée au nom des oeuvres pastorales et non au nom de la fabrique d'église. Il s'agit d'une dépense de la paroisse. Le montant de l'article est diminué de cette somme. Suite à une erreur de ventilation à l'article 6C, les dépenses liées aux feuillets liturgiques sont insérées dans cet article. Le montant est ramené à 25,60€";
Considérant que sur base des corrections apportées, le résultat du compte 2016 est porté à 12.971,34€ en lieu et place de 12.934,09€;
Considérant que sur base du document des ajustements internes, aucun dépassement de crédit dans les articles du chapitre II des dépenses n'est constaté;
Considérant que sur base des corrections apportées, le compte 2016 de la fabrique d'église Saint-Martin à Warchin est conforme à la loi;
Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1 : la délibération du 21 avril 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Martin à Warchin arrête son compte pour l'exercice 2016, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
6C (dépenses)	Divers	94,55 €	78,95 €
15 (dépenses)	Achat de livres liturgiques	47,25 €	25,60 €

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes totales ordinaires	8.159,72 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	3.766,22 €
Recettes totales extraordinaires	21.838,71 €
- dont un boni comptable du compte 2015 de	21.219,71 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	1.007,63 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	16.019,46 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00€
Recettes totales	29.998,43 €
Dépenses totales	17.027,09 €
Résultat comptable	12.971,34 €

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Martin à Warchin et à

l'organe représentatif du culte agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée par lettre recommandée au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Martin à Warchin
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

45. Fabrique d'église Saint-Brice à Tournai. Compte 2016. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 24 avril 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 29 mai 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Brice à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 29 mai 2017 réceptionnée en date du 31 mai 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement avec remarques les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2016 et sans remarque le reste de ce compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant les remarques de l'organe représentatif du culte agréé : "*Article 15 : erreur de ventilation, les frais relatifs à la révision de l'obituaire sont à comptabiliser à l'article 43. Le montant est amené à 1.127,40€ / Article 43 : suite à une erreur de ventilation à l'article 15, le montant est amené à 2.495,00€ / Le déficit du compte est exceptionnellement élevé. Cela doit être évité à l'avenir.*";

Considérant l'inscription de 96.000,00€ à l'article 53 des dépenses extraordinaires du chapitre II des dépenses;

Considérant que, compte tenu des explications apportées par le trésorier de la fabrique, aucun remplacement de capitaux n'a été effectué durant l'exercice 2016 et qu'il y a donc lieu de réformer le montant de 96.000,00€ et de le ramener à 0,00€;

Considérant que sur base des corrections apportées, le résultat du compte 2016 est porté à un résultat comptable de 84.494,72€, en lieu et place d'un déficit comptable de 11.505,28€;

Considérant que sur base du document des ajustements internes, aucun dépassement de crédit dans les articles du chapitre II des dépenses n'est constaté;

Considérant que sur base des corrections apportées, le compte 2016 de la fabrique d'église Saint-Brice à Tournai est conforme à la loi;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1 : la délibération du 24 avril 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Brice à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2016, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
15 (dépenses)	Achat de livres liturgiques	1.137,40€	1.127,40€
43 (dépenses)	Acquit des anniversaires	2.485,00€	2.495,00€

Article 2 : la délibération telle que réformée à l'article 1 est approuvée aux résultats suivants :

Recettes totales ordinaires	75.761,92€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	29.354,40€
Recettes totales extraordinaires	122.100,48€
- dont un boni comptable du compte 2015 de	10.130,69€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	17.492,49€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	80.794,09€
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	15.081,10€
Recettes totales	197.862,40€
Dépenses totales	113.367,68€
Résultat comptable	84.494,72€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Brice à Tournai et à l'organe représentatif du culte agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée par lettre recommandée au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Brice à Tournai
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

46. Fabrique d'église Notre-Dame de la Salette à Tournai. Compte 2016. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 24 avril 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 13 juin 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame de la Salette à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 14 juin 2017 réceptionnée en date du 15 juin 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement avec remarques les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2016 et sans remarque le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant les remarques de l'organe représentatif du culte agréé : "Article 1 : erreur de ventilation d'une facture. Le montant est ramené à 21,00€ / Article 15 : suite à une erreur de ventilation à l'article 1, le montant est amené à 29,00€ / Article 3 : à l'avenir, il est nécessaire d'annexer une pièce justificative en plus de l'extrait de compte.";

Considérant que, vu l'absence de crédit budgétaire approuvé à l'article 50M des dépenses du chapitre II et l'absence de justificatif(s) du montant inscrit de 436,20€, il y a lieu de réformer le montant et de le ramener à 0,00€;

Considérant que sur base des corrections apportées, le résultat du compte 2016 est porté à 17.009,78€ en lieu et place de 16.573,58€;

Considérant que sur base du document des ajustements internes, aucun dépassement de crédit dans les articles du chapitre II des dépenses n'est constaté;

Considérant que sur base des corrections apportées, le compte 2016 de la fabrique d'église Notre-Dame de la Salette à Tournai est conforme à la loi;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1 : la délibération du 24 avril 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Notre-Dame de la Salette à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2016, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
------------------	-----------------------	----------------	-----------------

1 (dépenses)	Pain d'autel	40,00€	21,00€
15 (dépenses)	Achat de livres liturgiques	10,00€	29,00€
50M (dépenses)	Dépenses diverses	436,20€	0,00€

L'attention du conseil de fabrique est attirée sur la remarque de l'organe représentatif du culte agréé.

Article 2 : la délibération telle que réformée à l'article 1 est approuvée aux résultats suivants :

Recettes totales ordinaires	17.521,98€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	13.127,54€
Recettes totales extraordinaires	18.556,73€
- dont un boni comptable du compte 2015 de	17.174,13€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	463,21€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	18.065,72€
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00€
Recettes totales	36.078,71€
Dépenses totales	19.068,93€
Résultat comptable	17.009,78€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Notre-Dame de la Salette à Tournai et à l'organe représentatif du culte agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée par lettre recommandée au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Notre-Dame de la Salette à Tournai
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

47. Fabrique d'église Saint-Géry à Willemeau. Compte 2016. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 11 avril 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 18 avril 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Géry à Willemeau arrête son compte pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 21 avril 2017 réceptionnée en date du 24 avril 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement avec remarques les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2016 et sans remarque le reste de ce compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant les remarques de l'organe représentatif du culte agréé : *"La recette extraordinaire de 227.500,00€ est destinée à être réinvestie dans l'immobilier au plus vite. L'achat de l'immeuble aura lieu en 2017 / Article 1 : oubli d'encoder une facture. Le montant est amené à 32,60€."*;

Considérant que, vu l'absence de crédit budgétaire à l'article 46 des dépenses du chapitre II et l'absence de justificatif(s) pour le montant inscrit de 16,34€, il y a lieu de réformer le montant et de le ramener à 0,00€;

Considérant que sur base des corrections apportées, le résultat du compte 2016 est porté à 233.801,58€ en lieu et place de 233.800,04€;

Considérant que sur base du document des ajustements internes, aucun dépassement de crédit dans les articles du chapitre II des dépenses n'est constaté;

Considérant que sur base des corrections apportées, le compte 2016 de la fabrique d'église Saint-Géry à Willemeau est conforme à la loi;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1 : la délibération du 11 avril 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Géry à Willemeau arrête son compte pour l'exercice 2016, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
1 (dépenses)	Pain d'autel	17,80€	32,60€
46 (dépenses)	Frais de correspondance	16,34€	0,00€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes totales ordinaires	12.580,88€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	0,00€
Recettes totales extraordinaires	233.853,71€
- dont un boni comptable du compte 2015 de	6.353,71€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	663,64€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	11.969,37€
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00€

Recettes totales	246.434,59€
Dépenses totales	12.633,01€
Résultat comptable	233.801,58€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Géry à Willemeau et à l'organe représentatif du culte agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée par lettre recommandée au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Géry à Willemeau
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

48. Fabrique d'église Saint-Etienne à Templeuve. Compte 2016. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 6 avril 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 25 avril 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Etienne à Templeuve arrête son compte pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 9 mai 2017 réceptionnée en date du 24 mai 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement avec remarques les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2016 et sans remarque le reste de ce compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant les remarques de l'organe représentatif du culte agréé : "Article 4 : une seule facture présentée. Le montant est ramené à 45,80€ / Article 5 : double comptabilisation d'une facture Electrabel de 12,84€. Le montant est ramené à 3.064,96€ / Article 8 : en l'absence de

pièce justificative, le montant est ramené à 0,00€ / Article 10 : selon les pièces justificatives présentées, le montant est ramené à 199,66€ / Article 14 : en l'absence de pièce justificative, le montant est ramené à 0,00€ / Les éventuelles dépenses rejetées seront à inscrire à l'article 62a dépenses ordinaires relatives à un exercice antérieur, accompagnées de leurs pièces justificatives";

Considérant que sur base des factures jointes au compte 2016, le montant à inscrire à l'article 27 des dépenses du chapitre II est de 11.461,07€ en lieu et place de 12.462,95€;

Considérant que sur base des factures jointes au compte 2016, le montant à inscrire à l'article 33 des dépenses du chapitre II est de 316,42€ en lieu et place de 956,52€;

Considérant que sur base des factures jointes au compte 2016, le montant à inscrire à l'article 35D des dépenses du chapitre II est de 2.031,27€ en lieu et place de 2.922,47€;

Considérant qu'en l'absence de pièce justificative jointe au compte 2016, le montant à inscrire à l'article 39 des dépenses du chapitre II doit être ramené à 0,00€ en lieu et place de 150,00€;

Considérant que sur base de la facture jointe au compte 2016, le montant à inscrire à l'article 50D des dépenses du chapitre II doit être ramené à 75,64€ en lieu et place de 371,85€;

Considérant que sur base de la facture jointe au compte 2016, le montant à inscrire à l'article 50E des dépenses du chapitre II doit être ramené à 231,14€ en lieu et place de 234,14€;

Considérant qu'en l'absence de crédit budgétaire approuvé à l'article 50K, la dépense de 462,33€ doit être transférée à l'article 50L des dépenses du chapitre II, où un crédit de 400,00€ est disponible;

Considérant qu'en l'absence de pièce(s) justificative(s) relative(s) au montant de 71,38€ inscrit à l'article 50N des dépenses du chapitre II, le montant doit être ramené à 0,00€;

Considérant que sur base des corrections apportées, le résultat du compte 2016 est porté à 18.259,14€ en lieu et place de 14.679,69€;

Considérant que sur base du document des ajustements internes, aucun dépassement de crédit dans les articles du chapitre II des dépenses n'est constaté;

Considérant que sur base des corrections apportées, le compte 2016 de la fabrique d'église Saint-Etienne à Templeuve est conforme à la loi;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1 : la délibération du 6 avril 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement culturel Saint-Etienne à Templeuve arrête son compte pour l'exercice 2016, est **REFORMEE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
4 (dépenses)	Huile pour lampes ardentes	91,60 €	45,80 €
5 (dépenses)	Eclairage	3.077,80 €	3.064,96 €
8 (dépenses)	Entretien des meubles et ustensiles de l'église et de la sacristie	38,00 €	0,00 €
10 (dépenses)	Nettoisement de l'église (produits)	237,66 €	199,66 €
14 (dépenses)	Achat de linge d'autel	91,00 €	0,00 €
27 (dépenses)	Entretien et réparation de l'église	12.462,95 €	11.461,07 €
33	Entretien et réparation des cloches	956,52 €	316,42 €

(dépense)			
35D (dépenses)	Divers (réparations d'entretiens)	2.922,47 €	2.031,23 €
39 (dépenses)	Honoraires des prédicateurs	150,00 €	0,00 €
50D (dépenses)	Assurance responsabilité civile	371,85 €	75,64 €
50E (dépenses)	Assurance-loi	234,14 €	231,14 €
50K (dépenses)	Divers	462,33 €	0,00 €
50L (dépenses)	Divers	0,00 €	462,33 €
50N (dépenses)	Divers	71,38 €	0,00 €

Article 2 : la délibération telle que réformée à l'article 1 est approuvée aux résultats suivants :

Recettes totales ordinaires	53.957,12 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	44.755,60 €
Recettes totales extraordinaires	19.637,87 €
- dont un boni comptable du compte 2015 de	16.009,44 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	8.417,04 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	45.473,81 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	1.445,00 €
Recettes totales	73.594,99 €
Dépenses totales	55.335,85 €
Résultat comptable	18.259,14 €

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Etienne à Templeuve et à l'organe représentatif du culte agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée par lettre recommandée au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Etienne à Templeuve
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

49. Fabrique d'église Saint-Urbain à Ramegnies-Chin. Compte 2016. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 12 juillet 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 13 juillet 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Urbain à Ramegnies-Chin arrête son compte pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 9 mai 2017 réceptionnée le 24 mai 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement avec remarques les dépenses reprises dans le chapitre I du compte et approuve sans remarque le reste du compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant les remarques de l'organe représentatif du culte agréé : *«Article 5 : oubli de comptabiliser la note de crédit de 13,32€. Le montant est ramené à 238,68€./article 15 : erreur de ventilation. Les frais relatifs à la révision de l'obituaire sont à inscrire à l'article 43. Oubli d'encoder une facture CCMC de 110,66€. Le montant est ramené à 110,66€./article 43 : suite à une erreur de ventilation à l'article 15, le montant est amené à 115,00€»;*

Considérant que le montant de 180,00€ inscrit à l'article 41 des dépenses du chapitre II est erroné et qu'il est ramené à 150,32€, calculé comme suit : recettes ordinaires totales (8.037,14€) - subside ordinaire (5.030,71) € x 5%;

Considérant l'absence de pièce justificative pour la dépense de 11,66€ inscrite par le conseil de fabrique à l'article 45 des dépenses du chapitre II, le montant étant, par conséquent, ramené à 0,00€;

Considérant que, sur base des corrections apportées, le résultat du compte 2016 est ramené à 2.661,18€, en lieu et place de 2.717,18€;

Considérant que, sur base du document des ajustements internes, aucun dépassement de crédit dans les articles du chapitre II des dépenses n'est constaté;

Considérant que, sur base des corrections apportées, le compte 2016 de la fabrique d'église Saint-Urbain à Ramegnies-Chin est conforme à la loi;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08/08/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1 : la délibération du 12 juillet 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement culturel Saint-Urbain à Ramegnies-Chin arrête son compte pour l'exercice 2016, est **RÉFORMÉE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
5 (dépenses)	Éclairage	252,00 €	238,68 €
15 (dépenses)	Achat de livres liturgiques	10,00 €	110,66 €
41 (dépenses)	Remise au trésorier	180,00 €	150,32 €
43 (dépenses)	Acquit des anniversaires,...	105,00 €	115,00 €
45 (dépenses)	Papiers, plumes, encres...	11,66 €	0,00 €

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes totales ordinaires	8.037,14 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	5.030,71 €
Recettes totales extraordinaires	57.958,47 €
- dont un boni comptable du compte 2015 de	3.945,15 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	1.003,13 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	8.331,30 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	54.000,00 €
Recettes totales	65.995,61 €
Dépenses totales	63.334,43 €
Résultat comptable	2.661,18 €

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Urbain à Ramegnies-Chin et à l'organe représentatif du culte agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée par lettre recommandée au Conseil d'État, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'État : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Urbain à Ramegnies-Chin
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

50. Fabrique d'église Sacré-Cœur à Tournai. Compte 2016. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, § 1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 6 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-11 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 21 avril 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée des pièces justificatives le 14 juin 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Sacré-Cœur à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2016;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 15 juin 2017 réceptionnée en date du 23 juin 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement avec remarques les dépenses reprises dans le chapitre I du compte 2016 et approuve sans remarque le reste de ce compte;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Considérant que des pièces justificatives manquantes ont été déposées par le trésorier de la fabrique le 17 juillet 2017;

Considérant les remarques de l'organe représentatif du culte agréé : *«Article 23 des recettes : le montant de 11.774,00€ doit absolument être replacé à l'article 53 des dépenses, comme initialement prévu au budget, sous peine de ne pas respecter la norme de non-appauvrissement des fabriques d'église / Article 5 : erreur de ventilation de deux factures de gaz naturel. Le montant est ramené à 343,82€ / Article 6A : suite à une erreur de ventilation à l'article 5, le montant est amené à 2.935,12€.»*;

Considérant que, vu l'absence de crédit budgétaire approuvé à l'article 35C des dépenses ordinaires du chapitre II, il y a lieu de réformer le montant de 592,90€ et de le ramener à 0,00€ (un crédit budgétaire devra être inscrit via une modification budgétaire en 2017);

Considérant qu'un montant de 397,07€ a été inscrit à l'article 44 des dépenses du chapitre II, que, compte tenu des extraits de compte de la fabrique, il s'agit d'une recette inscrite à l'article 6 des recettes ordinaires et non pas d'une dépense et qu'il y a donc lieu de ramener le montant à 0,00€;

Considérant que, sur base des corrections apportées, le résultat du compte 2016 est de 36.693,63€ en lieu et place de 35.703,66€;

Considérant que, sur base du document des ajustements internes, aucun dépassement de crédit dans les articles du chapitre II des dépenses n'est constaté;

Considérant que, sur base des corrections apportées, le compte 2016 de la fabrique d'église Sacré-Cœur à Tournai est conforme à la loi;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08/08/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du Collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

Article 1 : la délibération du 21 avril 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement culturel Sacré-Cœur à Tournai arrête son compte pour l'exercice 2016, est **RÉFORMÉE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
5 (dépenses)	Éclairage	490,68 €	343,82 €
6A (dépenses)	Combustible chauffage	2.788,26 €	2.935,12 €
35C (dépenses)	Nettoyage de l'église	592,90 €	0,00 €
44 (dépenses)	Intérêts des capitaux dus	397,07 €	0,00 €

L'attention du conseil de fabrique est attirée sur la remarque de l'organe représentatif du culte agréé relative au placement des capitaux.

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes totales ordinaires	48.455,94 €
- dont une intervention communale ordinaire de secours de	24.664,00 €
Recettes totales extraordinaires	31.226,94 €
- dont un boni comptable du compte 2015 de	17.333,00 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	3.995,31 €
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	38.993,94 €
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00 €
Recettes totales	79.682,88 €
Dépenses totales	42.989,25 €
Résultat comptable	36.693,63 €

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Sacré-Cœur à Tournai et à l'organe représentatif du culte agréé contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la présente décision.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'État. A cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée par lettre recommandée au Conseil d'État, rue de la Science, 33 à 1040 Bruxelles, dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification. La requête peut être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'État : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Sacré-Cœur à Tournai
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

51. Fabrique d'église Saint-Pierre à Béclers. Budget 2017. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;
 Vu la Constitution, les articles 41 et 162;
 Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;
 Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;
 Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;
 Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;
 Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;
 Vu la délibération du 25 juillet 2016 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de ses pièces justificatives le 31 août 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Béclers arrête son budget pour l'exercice 2017;
 Vu les pièces justificatives jointes à la délibération;
 Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;
 Vu la décision du 2 septembre 2016 réceptionnée le 7 septembre 2016, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I du budget 2017 et le reste de ce budget;
 Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;
 Considérant que suivant le compte 2015 approuvé par le conseil communal, il y a lieu de modifier le calcul du montant de l'excédent présumé inscrit à l'article 20 des recettes extraordinaires et de le porter à 5.219,32€ en lieu et place de 5.216,61€;
 Considérant que la correction apportée au budget initial a pour effet de ramener le supplément communal à 24.087,88€ en lieu et place de 24.090,49€;
 Considérant que le budget 2017 tel que corrigé est conforme à la loi et à l'intérêt général;
 Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 25 juillet 2016, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Pierre à Béclers arrête son budget pour l'exercice 2017, est **REFORMÉE** comme suit :

Article concerné	Intitulé de l'article	Ancien montant	Nouveau montant
Recettes 17	Supplément de la commune	24.090,49€	24.087,88€
Recettes 20	Excédent présumé	5.216,61€	5.219,32€

Article 2 : la délibération, telle que réformée à l'article 1, est approuvée aux résultats suivants :

Recettes totales ordinaires	25.852,78€
- dont une intervention communale ordinaire de secours de :	24.087,78€
Recettes totales extraordinaires	5.219,32€
- dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
- dont un boni comptable de l'exercice 2015 de :	5.219,32€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	6.990,00€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	24.082,10€

Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00€
Recettes totales	31.072,10€
Dépenses totales	31.072,10€
Résultat comptable	0,00€

Article 3 : en application de l'article L3162-3 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, un recours est ouvert à la fabrique d'église Saint-Pierre à Béclers et à l'organe représentatif du culte concerné contre la présente décision devant le gouverneur de la province de Hainaut. Ce recours doit être introduit dans les 30 jours de la réception de la décision du conseil communal.

Article 4 : un recours en annulation est ouvert aux autres intéressés contre cette décision devant la section du contentieux administratif du Conseil d'Etat. À cet effet, une requête en annulation datée et signée doit être adressée par lettre recommandée au Conseil d'Etat (rue de la Science, 33, 1040 Bruxelles), dans les 60 jours à dater du lendemain de la notification qui est faite par le conseil communal. La requête peut également être introduite par voie électronique sur le site internet du Conseil d'Etat : <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>.

Article 5 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 6 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à la fabrique d'église Saint-Pierre à Béclers
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

52. Fabrique d'église Saint-Vaast à Ramecroix. Modification budgétaire 2017 n°1. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la constitution, les articles 41 et 162;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 6, §1er, VIII, 6°;

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, telle que modifiée par le décret du 13 mars 2014, les articles 1er et 2;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L1122-20, L1124-40, L1321-1, 9° et L3111-1 à L3162-3;

Vu la circulaire ministérielle du 12 décembre 2014 relative aux pièces justificatives se rattachant aux actes adoptés par les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus;

Vu la délibération du 24 mai 2017 parvenue à l'autorité de tutelle accompagnée de toutes ses pièces justificatives le 29 mai 2017, par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Vaast à Ramecroix arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2017;

Vu les pièces justificatives jointes à la délibération susvisée;

Vu l'envoi simultané du dossier à l'organe représentatif du culte agréé;

Vu la décision du 24 mai 2017 réceptionnée en date du 29 mai 2017, par laquelle l'organe représentatif du culte agréé arrête définitivement sans remarque les dépenses reprises dans le chapitre I et le reste de cette première modification budgétaire;

Considérant que tous les avis requis pour exercer la tutelle ont été rendus;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

Article 1er : la délibération du 24 mai 2017 par laquelle le conseil de fabrique de l'établissement cultuel Saint-Vaast à Ramecroix arrête sa première modification budgétaire pour l'exercice 2017, est **APPROUEE** comme suit :

Recettes totales ordinaires	19.617,99€
• dont une intervention communale ordinaire de secours de :	16.485,99€
Recettes totales extraordinaires	11.990,61€
• dont une intervention communale extraordinaire de secours de :	0,00€
• dont un boni comptable de l'exercice 2016 de :	11.990,61€
Dépenses totales ordinaires du chapitre I	5.743,00€
Dépenses totales ordinaires du chapitre II	25.865,60€
Dépenses totales extraordinaires du chapitre II	0,00€
Recettes totales	31.608,60€
Dépenses totales	31.608,60€
Résultat comptable	0,00€

Article 2 : conformément à l'article L3115-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est publiée par la voie d'une affiche.

Article 3 : conformément à l'article L3115-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, la présente décision est notifiée :

- à l'établissement cultuel Saint-Vaast à Ramecroix
- à l'organe représentatif du culte agréé (évêché de Tournai).

53. ASBL Maison des sports. Exercice 2016. Comptes annuels. Approbation.

Madame la Conseillère communale Hélène CLEMENT-COUPLET sort de séance.

Des questions sont posées concernant les invitations à l'inauguration du nouveau skate park et au vingtième anniversaire de la maison des sports.

Monsieur l'Echevin PS, **Tarik BOUZIANE**, s'étonne que certains membres n'aient pas reçu leurs invitations.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu les comptes annuels pour l'exercice 2016 de l'ASBL Maison des sports;

Vu l'article 9 de la convention de concession de gestion du hall des sports sis avenue de Gaulle à TOURNAI à l'ASBL Maison des sports, précisant que les comptes doivent être présentés pour approbation au conseil communal;

Vu le rapport du 14 mars 2017 des commissaires aux comptes déclarant exacts les comptes de gestion et conformes au plan comptable les comptes de bilan de l'exercice comptable 2016 arrêtés au 31 décembre 2016;

Considérant qu'un rapport de gestion financière ainsi qu'un rapport sur la gestion des infrastructures sont joints aux comptes annuels;

Considérant que les comptes sont présentés avec un boni de 35,66€ contre une perte de 5.453,45€ en 2015 et un bénéfice de 28.336,91€ en 2014;

Considérant que cette situation est due à une augmentation des postes de dépenses [entretien, frais de personnel (travail intérimaire et ALE)], à des amortissements ainsi qu'à de nouveaux investissements en matériel sportif (appareils de musculation indoor) et en matériel informatique (installation Wi-fi);

Considérant que, comme en 2014 et 2015, il est constaté une diminution des recettes en location de salle (salle Jules Hossey);

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 11/08/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

APPROUVE

les comptes annuels de l'exercice 2016 de l'ASBL Maison des sports, à savoir :

Recettes	126.007,18€
Dépenses	125.971,52€
Résultat (boni)	35,66€

Détail du compte d'exploitation 2016

Ventes et prestations	125.650,51€
Livraison/stocks et biens et services divers	89.095,39€
Marge brute d'exploitation	36.555,12€
Biens et services divers	0,00€
Frais de personnel	2.987,45€
Dotation aux amortissements	32.243,73€
Dotation réduction valeurs créances	0,00€
Provision pour risques et charges	0,00€
Coût des ventes et prestations	0,00€
Autres produits d'exploitation	0,00€
Autres frais d'exploitation	520,15€
Produits financiers	356,67€
Charges financières	125,80€
Mali d'exploitation	1.033,97€
Produits exceptionnels	0,00€
Charges exceptionnelles	998,31€

Résultat (Mali)	35,66€
Impôts sur le résultat	0,00€
Total des produits	126.007,18€
Total des charges	125.971,52€

Contribution communale : 0,00€ (budget communal 2016 : 0,00 €).

Quelques chiffres du bilan au 31 décembre 2016 :

Capitaux propres (bénéfice reporté) :	330.591,01€
Provisions	0,00€
Dettes à un an au plus	6.012,93€
Actif immobilisé	118.220,51€
Créances à un an au plus	22.668,07€
Trésorerie :	231.107,62€
Dettes commerciales :	801,77€
Créances commerciales :	21.903,72€
Créances douteuses :	0,00€
Réduction de valeur :	0,00€
Dette à plus d'un an :	5.000,00€
Masse bilantaire :	336.603,94€

Les comptes sont présentés avec un **boni de 35,66€** (contre une perte de 5.453,45€ et un bénéfice de 28.336,91€ en 2014).

Il est rappelé aussi qu'aucune rétribution n'est octroyée aux membres du conseil d'administration.

54. Finances communales. Exercice 2017. Subsidés à l'ASBL L'Ile en Soi. Approbation.

Madame la Conseillère communale Hélène CLEMENT-COUPLET rentre en séance.

Pour **Rudy DEMOTTE**, bourgmestre empêché, il s'agit d'un excellent projet. "Il permet l'accompagnement des personnes qui suivent des thérapies liées à l'oncologie, avec une adaptation à tout ce qui est paramédical, suivi psychologique et animations. Ce sont des projets qui existent un peu partout. Curieusement, à Tournai, il n'y en avait pas. Je ne veux pas dire que je ne disconviens pas de l'utilité de ce projet, je l'encourage vivement. D'autres projets vont encore émerger. Ils méritent le même soutien. Pour une ville de 70.000 habitants, un seul de ces projets ne suffira pas aux besoins de la population."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, confirme ces propos. "C'est vraiment un beau projet pour Tournai" dit-il.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que les communes disposent de la possibilité d'accorder une subvention à des associations locales en vue de les soutenir dans le développement de leurs initiatives, conformément à la loi du 14 novembre 1983 et au Code de la démocratie locale et de la décentralisation (troisième partie, livre IV, chapitre unique – modifié par le décret du 31 janvier 2013) notamment les articles relatifs à l'octroi et au contrôle des subventions octroyées par [notamment] les communes;

Considérant qu'il a été décidé de revoir globalement la politique d'octroi des subsides [procédure et modalités d'octroi (critères objectifs...)] depuis l'exercice 2015;

Considérant la délibération du conseil communal du 10 novembre 2014 instaurant un règlement sur l'octroi de subventions aux associations locales;

Considérant qu'en date du 4 juillet 2017, une rencontre a eu lieu concernant le projet d'implantation d'une maison thérapeutique à Tournai, afin d'apporter un soutien aux malades atteints de cancer, après leur hospitalisation et durant leur traitement;

Considérant que l'objectif poursuivi par la structure est de combiner soins de médecine oncologique et approches complémentaires favorisant le bien-être physique et psychologique des patients dans un cadre accueillant;

Considérant que la structure développera ses activités au sein d'un immeuble appartenant au centre hospitalier de Wallonie picarde (CHWAPI) et jouxtant le centre hospitalier (site de l'Union);

Considérant que lors de cette réunion du 4 juillet 2017, un soutien financier de la Ville a été sollicité afin de pouvoir procéder à l'aménagement d'un jardin de la manière suivante : nivellement du terrain, dessouchage d'arbres abattus, pose de palissades-écrans sur le périmètre, plantations diverses et aménagement de carrés potagers s'inscrivant dans le projet de jardinage et d'éducation à l'alimentation saine pour les patients;

Considérant qu'outre le fait d'accorder son soutien financier à l'ASBL, la Ville pourrait envisager diverses actions de partenariat avec elle, comme la plantation d'arbres lors de la semaine de l'arbre (les 25 et 26 novembre 2017) ainsi qu'un relais médiatique via ses canaux habituels de communication;

Considérant que l'ouverture de cette maison thérapeutique est prévue au printemps 2018;

Considérant que l'ASBL sera officiellement constituée fin septembre 2017;

Considérant que l'association doit répondre aux conditions de l'article 12 du règlement communal sur l'octroi et le contrôle des subventions, dont le point 1 stipule :

"Pour pouvoir introduire une demande de subside, l'association doit remplir les conditions suivantes : 1. Se prévaloir d'une existence de minimum 1 an précédant l'année de la demande.";

Considérant qu'il est, par conséquent, nécessaire de déroger à ce règlement de façon à ce que l'ASBL dispose des moyens financiers nécessaires à la réalisation de ce projet soutenu par l'institution hospitalière du CHWAPI;

Considérant que le subside repris dans la présente délibération est accordé pour promouvoir des activités réalisées par l'association bénéficiaire et utiles à l'intérêt général;

Considérant qu'il est de bonne administration de soutenir financièrement les associations par l'octroi d'une subvention destinée à permettre la poursuite des activités et, plus particulièrement, de faire face au paiement d'une partie de leurs dépenses de fonctionnement;

Considérant que le subside sera liquidé conformément aux dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant qu'un montant de 5.000,00€ sera prévu à l'article 871/522-52 lors de la modification budgétaire extraordinaire n°2 de l'exercice 2017;

Considérant la délibération du conseil communal du 29 mai 2017 relative à l'octroi de subsides pour l'exercice 2017;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 19/09/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE :

1. de déroger au règlement communal sur l'octroi et le contrôle de l'octroi et de l'utilisation des subsides;
2. d'octroyer à l'ASBL "L'Ile en Soi" un subside nominatif de 5.000,00 € repris au service extraordinaire, pour les travaux d'aménagement du jardin de l'immeuble occupé par l'ASBL, qui jouxte le centre hospitalier du Chwapi et qui est situé au 51 rue des Sports à Tournai.

55. Finances communales. Académie des Beaux-Arts et des arts décoratifs (cours du soir). Mise à disposition d'une provision pour menues dépenses. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu l'article 31, §2 du règlement général de la comptabilité communale;

Considérant la demande de M. le Directeur de l'académie des Beaux-Arts et des arts décoratifs (cours du soir) de pouvoir disposer d'une provision de 300,00€ en espèces pour payer de menues dépenses;

Considérant que la constitution de cette provision permettra de supprimer un compte à vue à la banque C.P.H. géré par le directeur de l'Académie des Beaux-Arts (cours du soir);

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 18/09/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de mettre à disposition de Monsieur le Directeur de l'académie des Beaux-Arts et des arts décoratifs (cours du soir) une provision de 300,00€ destinée à payer au comptant de menues dépenses.

56. Finances communales. Régie communale ordinaire de valorisation des énergies renouvelables. Exercice 2016. Comptes annuels. Arrêt.

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Jean-Marie VANDENBERGHE**, demande si la société XYLOWATT a honoré ses engagements contractuels.

Le directeur général, **Thierry LESPLINGART**, lui répond par l'affirmative.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté du gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, en exécution de l'article L1315-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu la communication du projet de délibération au directeur financier le 11 août 2017, et ce conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

Considérant que les comptes annuels de la régie de valorisation des énergies renouvelables pour l'exercice 2016 se clôturent aux chiffres suivants :

- recettes d'exploitation : 369.930,49€
- dépenses d'exploitation : 296.999,03€
- résultat d'exploitation : 72.931,46€;

Considérant que les comptes annuels de l'exercice 2016 de la régie de valorisation des énergies renouvelables s'analysent comme suit :

Le budget initial de l'exercice 2016 a été approuvé aux chiffres suivants :

	<u>Service ordinaire</u>	<u>Service extraordinaire</u>
Recettes	181.750,00€	5.000,00€
Dépenses	<u>181.750,00€</u>	<u>5.000,00€</u>
	0,00€	0,00€

En 2016, aucun emprunt n'a été contracté.

Les produits financiers bruts s'élèvent à 0,00€ (précompte mobilier 0,00€).

Il n'y a aucune intervention communale.

La redevance d'exploitation de la centrale de cogénération, suite au contrat de délégation de gestion à la société Xylowatt sa, a rapporté la somme de 80.000,00€.

Les produits des certificats verts totalisent un montant de 78.256,00€ se divisant comme suit :

- centrale de cogénération : 29.346,00€
- investissements photovoltaïques : 48.910,00€.

Les résultats budgétaires se présentent donc comme suit :

	<u>Ordinaire</u>	<u>Extraordinaire</u>
Recettes :	244.734,99€	262.796,67€
Dépenses :	<u>198.425,19€</u>	<u>0,00€</u>
	46.309,80€	262.796,67€

Les crédits reportés au service ordinaire s'élèvent à 43.617,85€.

Quant à la comptabilité générale, le compte d'exploitation se présente comme suit (en €) :

Charges courantes	130.921,50	Produits
courants	158.266,51	
Boni courant	27.345,01	Mali
courant	0,00	
		Plus-values
annuelles	10.039,29	
Dotation aux amortissements	166.077,53	Réduction
subsidés	131.601,16	
Réduction annuelles des valeurs	0,00	Redressements
emprunts	70.023,53	
Boni d'exploitation	72.931,46	Mali d'exploitation
	0,00	
Charges exceptionnelles	23.885,84	Produits
exceptionnels	0,00	

En considérant l'évolution des indices ABEX (750,00 en 2016 contre 744,00 en 2015), des centimes additionnels (4.849,18 en 2016 contre 4.772,09 en 2015), les écritures de fin d'exercice reprennent :

- les dotations aux amortissements.
- la réévaluation des immobilisés.
- la réduction des subsides reçus.

Les dotations aux amortissements s'élèvent à 166.077,53€ et se divisent comme suit :

- honoraires études : 0,00€
- hall : 26.720,64€
- photovoltaïques : 3.223,35€
- raccordement installation : 9.250,94€
- pont roulant : 31.032,60€
- centrale de cogénération : 95.850,00€.

La réévaluation nous donne une plus-value de 113,67€ pour le terrain, une plus-value de 8.687,85€ pour le hall et une plus-value de 1.237,77€ pour les investissements photovoltaïques.

Quant à la réduction des subsides reçus, elle est comptabilisée pour un montant de 131.601,16€ se subdivisant comme suit :

- 106.629,75€ (centrale de cogénération).
- 16.876,79€ (construction du hall).
- 6.938,00€ (raccordement de la centrale à la piscine).
- 1.156,62€ (installations photovoltaïques).

Le montant des subsides est de 2.192.608,16€, mais ils sont comptabilisés pour un montant net de 1.622.695,77€ (réductions déduites).

Les immobilisations sont constituées comme suit :

	<u>Valeur comptable</u>	<u>Valeur initiale</u>	
Immobilisation incorporelle (étude) :			
22.800,00€		0,00€	
Terrains :		5.930,90€	
7.150,12€			
Constructions :		1.315.089,75€	
1.213.869,70€			
Gazenbois		1.155.211,37€	1.06
2.372,04€			
Photovoltaïque			
159.878,38€		151.497,66€	
Canalisations :		277.528,09€	194.
269 ,63€			
Matériel			
d'exploitation :	1.268.826,00€		733.015,20€
Immobilisation en			
cours :	0,00€		0,00€

Le bilan présente tant à l'actif qu'au passif une masse de 2.591.415,67€ contre 2.789.863,80€ en 2015.

La TVA à récupérer est de 5.517,67€.

L'endettement total est de 457.983,06€. Amortissements de l'exercice : 70.023,53€ et tranche 2017 : 30.896,43€.

Quant au passif, le capital initial est toujours de 22.430.90€ et les résultats capitalisés de - 1.197,30€.

Le compte des fournisseurs présente un solde de 68.985,27€;

Considérant que l'état des recettes et dépenses s'établit à la somme de 36.459,74€;

Considérant que le total actif/passif du bilan de la régie de valorisation des énergies renouvelables s'établit à la somme de 2.591.415,67€;
 Considérant que le résultat de l'exercice 2016, d'un montant de 49.045,62€, sera affecté au compte des pertes et profits;
 Considérant que le conseil communal est invité à arrêter ces comptes 2016 de la régie communale ordinaire de valorisation des énergies renouvelables;
 Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

ARRÊTE

1°) les comptes annuels de l'exercice 2016 de la régie communale ordinaire de valorisation des énergies renouvelables se clôturant aux chiffres suivants :

Comptabilité budgétaire

	<u>Service ordinaire</u>	<u>Service extraordinaire</u>
Recettes (droits nets)	244.734,99€	262.796,67€
Dépenses engagées	198.425,19€	0,00€
Résultat budgétaire	46.309,80€	262.796,67€
Recettes (droits nets)	244.734,99€	262.796,67€
Dépenses imputées	154.807,34€	0,00€
Résultat comptable	89.927,65€	262.796,67€

Comptabilité générale

Compte de résultats

	<u>Produits</u>	<u>Charges</u>	<u>BONI (+) MALI (-)</u>
Résultat d'exploitation	369.930,49€	296.999,03€	72.931,46€
Résultat exceptionnel	0,00€	23.885,84€	-23.885,84€
Résultat d'exercice	369.930,49€	320.884,87€	49.045,62€

Bilan

TOTAL ACTIF/PASSIF :	2.591.415,67€
Résultats globalisés :	383.522,81€
Réserves :	0,00€

2°) l'état des recettes et dépenses, au montant de 36.459,74€ (encaisse au 1er janvier 2016 : 324.848,61€ et au 31 décembre 2016 : 361.308,35€), ventilé comme suit :

Compte à vue DEXIA (n°091-0173848-53) :
 (service extraordinaire)

- au 1er janvier 2016 :	60.889,78€
- au 31 décembre 2016 :	<u>229.240,45€</u>
	168.350,67€

Compte à vue DEXIA (n°091-0182916-03) :
 (service ordinaire)

- au 1er janvier 2016 :	223.156,38€
- au 31 décembre 2016 :	<u>91.265,45€</u>
	-131.890,93€

Compte DEXIA - prêt n°2 - 091-3312644-26 :
 (pont roulant : prêt de 325.500,00€)

- au 1er janvier 2016 :	15.174,00€
-------------------------	------------

- au 31 décembre 2016

: 15.174,00€

0,00€

Compte DEXIA - prêt n°7 - 091-3332286-74 :

(sécurisation des installations : prêt de 11.300,00€)

- au 1er janvier 2016 : 6.956,83€

- au 31 décembre 2016 : 6.956,83€

0,00€

Compte DEXIA - prêt n°9 - 091-3333951-90 :

(sécurisation des installations : prêt de 3.550,00€)

- au 1er janvier 2016 : 3.550,00€

- au 31 décembre 2016 : 3.550,00€

0,00€

Compte DEXIA - prêt n°10 - 091-3356091-17 :

(investissements photovoltaïques : prêt de 175.000,00€)

- au 1er janvier 2016 : 15.121,62€

- au 31 décembre 2016 : 15.121,62€

0,00€.

La présente délibération sera soumise à l'approbation des autorités de tutelle.

<u>57. Finances communales. Régie foncière. Exercice 2017. Modification budgétaire n°1</u> <u>modifiée par l'autorité de tutelle.</u>
--

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu la délibération du conseil communal du 28 novembre 2016 arrêtant le budget de la régie foncière pour l'exercice 2017 (en équilibre sans intervention communale);

Considérant que cette délibération du 28 novembre 2016 a été approuvée par arrêté ministériel du 19 janvier 2017 pour un montant de recettes et dépenses de 742.600,00€;

Vu l'arrêté du Régent du 18 juin 1946 relatif à la gestion financière des régies communales;

Vu sa délibération du 3 mai 2017 décidant de passer un marché de travaux par procédure négociée ayant pour objet le remplacement des réseaux de chaleur (tuyauterie, compteurs, vannes, collecteurs...) à l'Ilot des 7 Fontaines pour un montant estimé à 127.385,50€ TVA comprise;

Considérant que des honoraires relatifs à l'étude du remplacement du système de chauffage de l'Ilot des Sept Fontaines pour un montant estimé à 30.000,00€ doivent être prévus et seront payés sur fonds propres;

Considérant que les travaux à réaliser à l'Ilot des Sept Fontaines pour le remplacement des réseaux de chaleur doivent être prévus pour un montant estimé à 140.000,00€ (emprunt à contracter);

Considérant que le Ministre de la Région wallonne, Pierre-Yves DERMAGNE, a pris un arrêté pour proroger le délai d'approbation jusqu'au 5 septembre 2017 afin de statuer sur la modification budgétaire n° 1 de la Régie foncière communale de la ville de Tournai pour l'exercice 2017;

Considérant que l'autorité de tutelle demande de modifier les chiffres de la modification budgétaire arrêtée en séance du 29 mai 2017 par le conseil communal afin de, notamment, corriger l'intitulé "Fonds propres" en "Reprise de la trésorerie", car les comptes de la régie ne sont plus approuvés depuis de nombreuses années;

Considérant que la trésorerie de la régie foncière s'établit au 15 août 2017 à 786.943,68 €;
Vu l'avis Positif du Directeur financier du 03/09/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

à la demande de l'autorité de tutelle, de modifier à nouveau le budget de la régie foncière pour l'exercice 2017 en fonction des travaux à effectuer à l'Ilot des Sept Fontaines comme suit :

<u>Total des dépenses du budget initial</u> :	742.600,00 €
<u>DÉPENSES</u> (supplémentaires) : 60200 - remplacement des réseaux de chaleur à l'Ilot des Sept Fontaines : 140.000,00 €	
60200 - honoraires bureau d'études :	30.000,00 €
soit un total de dépenses de :	912.600,00 €

<u>RECETTES</u> : 17 (financement des travaux par emprunt) :	376.410,00 €
+140 000,00 € =	516.410,00 €

Reprise du solde présumé de la trésorerie au 1er janvier 2017 :
166.000,00 €

La modification établit donc le total des recettes à 1.048.600,00 € et les dépenses pour l'exercice 2017 à 912.600,00 € pour dégager ainsi un boni de 136.000,00 €.

La présente délibération sera soumise aux chiffres ainsi modifiés à l'approbation de l'autorité de tutelle.

<u>58. Finances communales. Tournai, quai des Salines, 19. Restauration de la toiture classée. Intervention financière de la Ville. Approbation.</u>

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que l'immeuble sis 19 quai des Salines à Tournai a été classé comme monument par arrêté ministériel du 21 avril 1982;

Considérant que l'article 125 du code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie (CWATUPE) prévoit que "pour autant que leur affectation soit déterminée, la Région, la Province et la Commune intéressées interviennent dans les frais de restauration de biens classés, selon les modalités prévues par le Gouvernement";

Considérant qu'en séance du 17 juillet 2015, le collège communal a décidé de marquer son accord de principe, sous réserve de l'approbation du conseil communal, sur l'intervention financière de la Ville sur base des travaux projetés par les propriétaires de l'immeuble;

Considérant que ces travaux consistent à rénover la toiture et qu'ils sont estimés à 59.251,60€ hors TVA, soit 62.806,70€ TVA comprise;

Considérant que, par courrier du 28 juin 2017, le service public de Wallonie a transmis à l'administration communale l'arrêté ministériel du 21 juin 2017 autorisant l'exécution des travaux et fixant la part d'intervention financière de la Région wallonne (50%), de la province de Hainaut (4%), de la Ville (1%) et du propriétaire (solde);

Considérant qu'en application de l'article 514/13 du Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine, le montant subsidiable a été fixé à 55.901,23€ et que la subvention accordée par la Région wallonne s'élève à 31.995,07€ (travaux et frais généraux liés aux honoraires de l'architecte);

Considérant que, concernant l'intervention financière de la Ville, des crédits de l'ordre de 700,00€ seront prévus par voie de modification budgétaire extraordinaire n° 2 de l'exercice 2017 sous l'article 773/522-51;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26/07/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de marquer son accord sur l'intervention financière de la Ville dans le coût des travaux de restauration de la toiture de l'immeuble sis 19 quai des Salines à Tournai, cadastré 1ère division, section E, n° 151 L, telle que sollicitée par le service public de Wallonie.

Ces travaux sont évalués en première estimation à 59.251,60€ hors TVA soit 62.806,70€ TVA comprise. Le pourcentage de l'intervention financière de la Ville sera de 1%, soit 592,52€ hors TVA et 628,07€ TVA comprise.

59. Finances communales. Travaux d'égouttage, rue d'Omerie à Kain. Décompte final et souscription de parts. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le contrat d'égouttage approuvé par le conseil communal en séance du 12 juillet 2010 et sa décision de souscrire au capital de l'organisme d'épuration agréé IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement) à concurrence du montant de la quote-part financière de la Ville;

Vu la délégation de maîtrise d'ouvrage accordée par la société publique de gestion de l'eau (SPGE) à l'intercommunale IPALLE;

Vu la réalisation en 2016 par la SPGE des travaux d'égouttage situés rue d'Omerie à Kain (dossier n°57081/03/G002) au plan triennal);

Vu le décompte final présenté par l'intercommunale IPALLE au montant de 114.162,02€ hors TVA;

Considérant qu'IPALLE sollicite l'approbation de ce décompte final par le conseil communal et la souscription de parts relatives aux susdits travaux;

Considérant que le montant de la part communale représente 42% de ce montant, soit 47.948,05€ à souscrire au capital d'IPALLE;

Vu le montant à libérer annuellement (minimum 5% des 42%) tel que repris dans le tableau ci-dessous :

	Montant du décompte final	% Commune	Part communale	Libellé du projet
1	114.162,02€	42%	47.948,05€	Travaux d'égouttage rue d'Omerie à Kain
	annuités	Cumul des annuités		
2018	2.397,40€	2.397,40€		
2019	2.397,40€	4.794,80€		
2020	2.397,40€	7.192,20€		
2021	2.397,40€	9.589,60€		
2022	2.397,40€	11.987,00€		
2023	2.397,40€	14.384,40€		

2024	2.397,40€	16.781,80€
2025	2.397,40€	19.179,20€
2026	2.397,40€	21.576,60€
2027	2.397,40€	23.974,00€
2028	2.397,40€	26.371,40€
2029	2.397,40€	28.768,80€
2030	2.397,40€	31.166,20€
2031	2.397,40€	33.563,60€
2032	2.397,40€	35.961,00€
2033	2.397,40€	38.358,40€
2034	2.397,40€	40.755,80€
2035	2.397,40€	43.153,20€
2036	2.397,40€	45.550,60€
2037	2.397,45€	47.948,05€

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26/07/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE :

- d'approuver le décompte final relatif aux travaux d'égouttage de la rue d'Omerie à Kain au montant de 114.162,02€ hors TVA;
- de souscrire au capital F d'IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement) à concurrence de 47.948,05€ correspondant à la quote-part financière de la Ville dans les travaux susvisés;
- de libérer annuellement le montant souscrit à concurrence d'au minimum 1/20ème de cette souscription jusqu'à libération totale des fonds tels que repris dans le tableau repris ci-dessous et ce, au plus tard, pour le 30 juin de chaque année

	Montant du décompte final	% Commune	Part communale	Libellé du projet
1	114.162,02€	42%	47.948,05€	Travaux d'égouttage rue d'Omerie à Kain
	annuités	Cumul des annuités		
2018	2.397,40€	2.397,40€		
2019	2.397,40€	4.794,80€		
2020	2.397,40€	7.192,20€		
2021	2.397,40€	9.589,60€		
2022	2.397,40€	11.987,00€		
2023	2.397,40€	14.384,40€		
2024	2.397,40€	16.781,80€		
2025	2.397,40€	19.179,20€		
2026	2.397,40€	21.576,60€		
2027	2.397,40€	23.974,00€		
2028	2.397,40€	26.371,40€		
2029	2.397,40€	28.768,80€		
2030	2.397,40€	31.166,20€		
2031	2.397,40€	33.563,60€		
2032	2.397,40€	35.961,00€		
2033	2.397,40€	38.358,40€		
2034	2.397,40€	40.755,80€		

2035	2.397,40€	43.153,20€
2036	2.397,40€	45.550,60€
2037	2.397,45€	47.948,05€

60. Finances communales. Travaux d'égouttage, rue du professeur Delcampe à Barry. Décompte final et souscription de parts. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le contrat d'égouttage approuvé par le conseil communal en séance du 12 juillet 2010 et sa décision de souscrire au capital de l'organisme d'épuration agréé IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement) à concurrence du montant de la quote-part financière de la Ville;

Vu la délégation de maîtrise d'ouvrage accordée par la société publique de gestion de l'eau (SPGE) à l'intercommunale IPALLE;

Vu la réalisation en 2016 par la SPGE des travaux d'égouttage situés rue du professeur Delcampe à Barry (dossier n°57081/12/G002 au plan triennal);

Vu le décompte final présenté par l'intercommunale IPALLE au montant de 36.014,95€ hors TVA;

Considérant qu'IPALLE sollicite l'approbation de ce décompte final par le conseil communal et la souscription de parts relatives aux susdits travaux;

Considérant que le montant de la part communale représente 42% de ce montant, soit 15.126,28€ à souscrire au capital d'IPALLE;

Vu le montant à libérer annuellement (minimum 5% des 42%) tel que repris dans le tableau ci-dessous :

	Montant du décompte final	% Commune	Part communale	Libellé du projet
1	36.014,95€	42%	15.126,28€	Travaux d'égouttage rue du professeur Delcampe à Barry
	annuités	Cumul des annuités		
2018	756,31€	756,31€		
2019	756,31€	1.512,62€		
2020	756,31€	2.268,93€		
2021	756,31€	3.025,24€		
2022	756,31€	3.781,55€		
2023	756,31€	4.537,86€		
2024	756,31€	5.294,17€		
2025	756,31€	6.050,48€		
2026	756,31€	6.806,79€		
2027	756,31€	7.563,10€		
2028	756,31€	8.319,41€		
2029	756,31€	9.075,72€		
2030	756,31€	9.832,03€		
2031	756,31€	10.588,34€		
2032	756,31€	11.344,65€		
2033	756,31€	12.100,96€		

2034	756,31€	12.857,27€
2035	756,31€	13.613,58€
2036	756,31€	14.369,89€
2037	756,39€	15.126,28€

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 26/07/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE :

- d'approuver le décompte final relatif aux travaux d'égouttage de la rue du professeur Delcampe à Barry au montant de 36.014,95€ hors TVA;
- de souscrire au capital F d'IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement) à concurrence de 15.126,28€ correspondant à la quote-part financière de la Ville dans les travaux susvisés;
- de libérer annuellement le montant souscrit à concurrence d'au minimum 1/20ème de cette souscription jusqu'à libération totale des fonds tels que repris dans le tableau repris ci-dessous et ce, au plus tard, pour le 30 juin de chaque année

	Montant du décompte final	% Commune	Part communale	Libellé du projet
1	36.014,95€	42%	15.126,28€	Travaux d'égouttage rue du Professeur Delcampe
	annuités	Cumul des annuités		
2018	756,31€	756,31€		
2019	756,31€	1.512,62€		
2020	756,31€	2.268,93€		
2021	756,31€	3.025,24€		
2022	756,31€	3.781,55€		
2023	756,31€	4.537,86€		
2024	756,31€	5.294,17€		
2025	756,31€	6.050,48€		
2026	756,31€	6.806,79€		
2027	756,31€	7.563,10€		
2028	756,31€	8.319,41€		
2029	756,31€	9.075,72€		
2030	756,31€	9.832,03€		
2031	756,31€	10.588,34€		
2032	756,31€	11.344,65€		
2033	756,31€	12.100,96€		
2034	756,31€	12.857,27€		
2035	756,31€	13.613,58€		
2036	756,31€	14.369,89€		
2037	756,39€	15.126,28€		

61. Finances communales. Travaux d'égouttage, rues des Croisiers, de Marvis (pie), Saint-Jean et place Gabrielle Petit à Tournai. Décompte final et souscription de parts. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le contrat d'égouttage approuvé par le conseil communal du 12 juillet 2010 et la décision de souscrire au capital de l'organisme d'épuration agréé IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement) à concurrence du montant de la quote-part financière de la Ville de Tournai;

Vu la délégation de maîtrise d'ouvrage accordée par la Société publique de gestion de l'eau (SPGE) à l'intercommunale IPALLE;

Vu la réalisation par la SPGE des travaux de pose du réseau d'égouttage situé rues des Croisiers, de Marvis (pie), Saint-Jean et place Gabrielle Petit à Tournai (dossier n°57081/02/G025 au plan triennal);

Considérant que l'intercommunale IPALLE sollicite l'approbation du conseil communal pour le décompte final ainsi que pour la souscription des parts relatives aux susdits travaux;

Vu le décompte final présenté par l'intercommunale IPALLE au montant de 515.659,33€ hors TVA;

Considérant que le montant de la part communale représente 21% (en cas de reconstruction d'égouts sans modification de leur section ou en cas de réhabilitation) sur certains travaux et 42% sur d'autres (en cas de pose de nouveaux égouts ou de reconstruction d'égouts avec une augmentation de leur section), soit un total de 178.987,55€ à souscrire au capital d'IPALLE;

Vu le montant à libérer annuellement (minimum 5% des 21% - 42%) tel que le tableau repris ci-dessous :

	Montant du Décompte final	% Commune	Part commu nale	Libellé du projet
1	515.659,33€	21% // 42%	178.987 ,55€	Travaux d'égouttage rues des Croisiers, de Marvis (pie), Saint-Jean et Gabrielle Petit
	annuités	Cumul des annuités		
2017	8.949,38€	8.949,38€		
2018	8.949,38€	17.898,76 €		
2019	8.949,38€	26.848,14 €		
2020	8.949,38€	35.797,52 €		
2021	8.949,38€	44.746,90 €		
2022	8.949,38€	53.696,28 €		
2023	8.949,38€	62.645,66 €		
2024	8.949,38€	71.595,04 €		
2025	8.949,38€	80.544,42 €		
2026	8.949,38€	89.493,80 €		
2027	8.949,38€	98.443,18 €		
2028	8.949,38€	107.392,5		

		6€
2029	8.949,38€	116.341,94€
2030	8.949,38€	125.291,32€
2031	8.949,38€	134.240,70€
2032	8.949,38€	143.190,08€
2033	8.949,38€	152.139,46€
2034	8.949,38€	161.088,84€
2035	8.949,38€	170.038,22€
2036	8.949,33€	178.987,55€

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

- d'approuver le décompte final relatif aux travaux de pose du réseau d'égouttage situé rues des Croisiers, de Marvis (pie), Saint-Jean et place Gabrielle Petit à Tournai au montant de 515.659,33€ hors TVA;
- de souscrire au capital F de l'intercommunale IPALLE à concurrence de 178.987,55€ correspondant à la quote-part financière de la ville de Tournai dans les travaux susvisés;
- de libérer annuellement le montant souscrit à concurrence d'au minimum 1/20ème de cette souscription jusqu'à libération totale des fonds tels que repris dans le tableau repris ci-dessous et ce, au plus tard, pour le 30 juin de chaque année

	Montant du décompte final	% Commune	Part communale	Libellé du projet
1	515.659,33€	21% // 42%	178.987,55	Travaux d'égouttage rues des Croisiers, de Marvis (pie), Saint-Jean et Gabrielle Petit
	annuités	Cumul des annuités		
2017	8.949,38€	8.949,38€		
2018	8.949,38€	17.898,76 €		
2019	8.949,38€	26.848,14 €		
2020	8.949,38€	35.797,52 €		
2021	8.949,38€	44.746,90 €		
2022	8.949,38€	53.696,28 €		
2023	8.949,38€	62.645,66 €		
2024	8.949,38€	71.595,04 €		

2025	8.949,38€	80.544,42 €
2026	8.949,38€	89.493,80 €
2027	8.949,38€	98.443,18 €
2028	8.949,38€	107.392,5 6€
2029	8.949,38€	116.341,9 4€
2030	8.949,38€	125.291,3 2€
2031	8.949,38€	134.240,7 0€
2032	8.949,38€	143.190,0 8€
2033	8.949,38€	152.139,4 6€
2034	8.949,38€	161.088,8 4€
2035	8.949,38€	170.038,2 2€
2036	8.949,33€	178.987,5 5€

62. Finances communales. Travaux d'égouttage, rues de la Maladrerie, d'Ecosse et place de Willemeau. Décompte final et souscription de parts. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (PST) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le contrat d'égouttage approuvé par le conseil communal en séance du 12 juillet 2010 et sa décision de souscrire au capital de l'organisme d'épuration agréé IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement) à concurrence du montant de la quote-part financière de la Ville;

Vu la délégation de maîtrise d'ouvrage accordée par SPGE à IPALLE;

Vu la réalisation par la SPGE des travaux de pose du réseau d'égouttage situé rues Maladrerie, d'Ecosse et place de Willemeau (dossier n°57081/02/G002 au plan triennal);

Vu le décompte final présenté par l'intercommunale IPALLE au montant de 604.930,06€ hors TVA;

Considérant que l'intercommunale IPALLE sollicite l'approbation par le conseil communal du décompte final et de la souscription des parts relatives aux susdits travaux;

Considérant que le montant de la part communale représente 42% de ce montant, soit 254.070,63€ à souscrire au capital d'IPALLE;

Vu le montant à libérer annuellement (minimum 5% des 42%) tel que repris ci-dessous :

	Montant du décompte final	% Commune	Part commun ale	Libellé du projet
1	604.930,06€	42%	254.070, 63	Travaux d'égouttage rues de la Maladrerie, d'Ecosse et place de Willemeau

	annuités	Cumul des annuités
2017	12.703,53€	12.703,53€
2018	12.703,53€	25.407,06€
2019	12.703,53€	38.110,59€
2020	12.703,53€	50.814,12€
2021	12.703,53€	63.517,65€
2022	12.703,53€	76.221,18€
2023	12.703,53€	88.924,71€
2024	12.703,53€	101.628,24 €
2025	12.703,53€	114.331,77 €
2026	12.703,53€	127.035,30 €
2027	12.703,53€	139.738,83 €
2028	12.703,53€	152.442,36 €
2029	12.703,53€	165.145,89 €
2030	12.703,53€	177.849,42 €
2031	12.703,53€	190.552,95 €
2032	12.703,53€	203.256,48 €
2033	12.703,53€	215.960,01 €
2034	12.703,53€	228.663,64 €
2035	12.703,53€	241.367,07 €
2036	12.703,56€	254.070,63 €

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE :

- d'approuver le décompte final relatif aux travaux de pose du réseau d'égouttage situé rues de la Maladrerie, d'Ecosse et place de Willemeau au montant de 604.930,06€ hors TVA;
- de souscrire au capital F de l'intercommunale IPALLE à concurrence de 254.070,63€, correspondant à la quote-part financière de la Ville dans les travaux susvisés;
- de libérer annuellement le montant souscrit à concurrence d'au minimum 1/20ème de cette souscription jusqu'à libération totale des fonds tels que repris dans le tableau repris ci-dessous et ce, au plus tard, pour le 30 juin de chaque année

	Montant du décompte final	% Commune	Part communale	Libellé du projet
1	604.930,06€ annuités	42%	254.070,63 Cumul des	Travaux d'égouttage rues de la Maladrerie, d'Ecosse et place de Willemeau

		annuités
2017	12.703,53€	12.703,53€
2018	12.703,53€	25.407,06€
2019	12.703,53€	38.110,59€
2020	12.703,53€	50.814,12€
2021	12.703,53€	63.517,65€
2022	12.703,53€	76.221,18€
2023	12.703,53€	88.924,71€
2024	12.703,53€	101.628,24 €
2025	12.703,53€	114.331,77 €
2026	12.703,53€	127.035,30 €
2027	12.703,53€	139.738,83 €
2028	12.703,53€	152.442,36 €
2029	12.703,53€	165.145,89 €
2030	12.703,53€	177.849,42 €
2031	12.703,53€	190.552,95 €
2032	12.703,53€	203.256,48 €
2033	12.703,53€	215.960,01 €
2034	12.703,53€	228.663,64 €
2035	12.703,53€	241.367,07 €
2036	12.703,56€	254.070,63 €

<u>63. Finances communales. Travaux d'égouttage en rive droite de l'Escaut.</u> <u>Remplacement de trappillons. Décompte final et souscription de parts.</u> <u>Approbation.</u>

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Vu le contrat d'égouttage approuvé par le conseil communal en séance du 12 juillet 2010 et sa décision de souscrire au capital de l'organisme d'épuration agréé IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement) à concurrence du montant de la quote-part financière de la Ville;

Vu la délégation de maîtrise d'ouvrage accordée par la société publique de gestion de l'eau (SPGE) à l'intercommunale IPALLE;

Vu la réalisation par la SPGE des travaux de mise à niveau et de remplacement de trappillons du réseau d'égouttage de la rive droite de l'Escaut (dossier n°57081/24/G006 au plan triennal);

Vu le décompte final présenté par l'intercommunale IPALLE au montant de 327.528,39€ hors TVA;

Considérant qu'IPALLE sollicite l'approbation de ce décompte final par le conseil communal et la souscription de parts relatives aux susdits travaux;

Considérant que le montant de la part communale représente 42% de ce montant, soit 137.561,92€ à souscrire au capital d'IPALLE;

Vu le montant à libérer annuellement (minimum 5% des 42%) tel que le tableau repris ci-dessous :

	Montant du décompte final	% Commune	Part communale	Libellé du projet
1	327.528,39€	42%	137.561,92 €	Travaux d'égouttage remplacement de trappillons
	annuités	Cumul des annuités		
2017	6.878,10€	6.878,10€		
2018	6.878,10€	13.756,20€		
2019	6.878,10€	20.634,30€		
2020	6.878,10€	27.512,40€		
2021	6.878,10€	34.390,50€		
2022	6.878,10€	41.268,60€		
2023	6.878,10€	48.146,70€		
2024	6.878,10€	55.024,80€		
2025	6.878,10€	61.902,90€		
2026	6.878,10€	68.781,00€		
2027	6.878,10€	75.659,10€		
2028	6.878,10€	82.537,20€		
2029	6.878,10€	89.415,30€		
2030	6.878,10€	96.293,40€		
2031	6.878,10€	103.171,50€		
2032	6.878,10€	110.049,60€		
2033	6.878,10€	116.927,70€		
2034	6.878,10€	123.805,80€		
2035	6.878,10€	130.683,90€		
2036	6.878,02€	137.561,92€		

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

- d'approuver le décompte final relatif aux travaux d'égouttage de remplacement de trappillons en rive droite de l'Escaut au montant de 327.528,39€ hors TVA;
- de souscrire au capital F d'IPALLE (intercommunale de gestion de l'environnement) à concurrence de 137.561,92€ correspondant à la quote-part financière de la Ville dans les travaux susvisés;
- de libérer annuellement le montant souscrit à concurrence d'au minimum 1/20ème de cette souscription jusqu'à libération totale des fonds tels que repris dans le tableau repris ci-dessous et ce, au plus tard, pour le 30 juin de chaque année

	Montant du décompte final	% Commune	Part communale	Libellé du projet
1	327.528,39€	42%	137.561,92 €	Travaux d'égouttage remplacement de trappillons

	annuités	Cumul des annuités
2017	6.878,10€	6.878,10€
2018	6.878,10€	13.756,20€
2019	6.878,10€	20.634,30€
2020	6.878,10€	27.512,40€
2021	6.878,10€	34.390,50€
2022	6.878,10€	41.268,60€
2023	6.878,10€	48.146,70€
2024	6.878,10€	55.024,80€
2025	6.878,10€	61.902,90€
2026	6.878,10€	68.781,00€
2027	6.878,10€	75.659,10€
2028	6.878,10€	82.537,20€
2029	6.878,10€	89.415,30€
2030	6.878,10€	96.293,40€
2031	6.878,10€	103.171,50€
2032	6.878,10€	110.049,60€
2033	6.878,10€	116.927,70€
2034	6.878,10€	123.805,80€
2035	6.878,10€	130.683,90€
2036	6.878,02€	137.561,92€

64. Centre public d'action sociale. Tutelle. Exercice 2016. Comptes. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Madame Rita DESENCLOS-LECLERCQ ne participe pas au vote, en vertu des dispositions de l'article L1122-19 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que l'intervention communale au budget ordinaire de cet exercice était de 9.542.635,00€

Considérant que le résultat budgétaire ordinaire se solde par un excédent de 719.445,53€

Considérant que le résultat budgétaire extraordinaire se solde par un déficit de 2.074.570,00€

Considérant que le résultat comptable de l'exercice présente à l'ordinaire un excédent de 896.678,35€

Considérant que le résultat comptable de l'exercice présente à l'extraordinaire un excédent de 411.804,98€

Considérant que les aspects de la comptabilité générale figurent dans les dossiers annexes relatifs aux opérations de clôture, ainsi que dans le bilan arrêté au 31 décembre 2016;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le directeur financier;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

APPROUVE :

aux chiffres ci-après le compte de l'exercice 2016 du centre public d'action sociale, ainsi que le bilan et les opérations de clôture

BILAN	
ACTIF	83.921.066,87

PASSIF	83.921.066,87
--------	---------------

COMPTE DE RESULTATS	CHARGES (c)	PRODUITS (p)	RESULTAT (p-c)
Résultat courant	54.899.626,87	56.300.475,65	1.400.848,78
Résultat d'exploitation(1)	57.387.509,98	58.532.638,55	1.145.128,57
Résultat exceptionnel(2)	9.239.308,54	5.714.045,61	-3.525.262,93
Résultat de l'exercice(1)+(2)	66.626.818,52	64.246.684,16	-2.380.134,36

COMPTES	ORDINAIRE	EXTRAORDINAIRE
Droits constatés (1)	60.079.840,92	14.820.285,80
Non-valeurs (2)	7.971,82	NIHIL
Engagements (3)	59.352.423,57	16.894.855,80
Imputations(4)	59.175.190,75	14.408.480,82
Résultat budgétaire(1)-(2)-(3)	719.444,53	-2.074.570,00
Résultat comptable (1)-(2)-(4)	896.678,35	411.804,98

PREND CONNAISSANCE :

du procès-verbal de la réunion de la 3ème commission qui s'est tenue le 20 septembre 2017.

65. Musée de folklore. Prêt du programme encadré «Ourson et Valentin» au musée de l'Hospice Comtesse (Lille). Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le musée de l'Hospice Comtesse de Lille organisera une exposition sur les marionnettes du Nord du 6 décembre 2017 au 18 avril 2018;

Considérant qu'à cette occasion, les organisateurs sollicitent le prêt du programme encadré «Ourson et Valentin» (valeur d'assurance : 250,00€);

Considérant l'avis favorable de la conservatrice du musée de folklore;

Considérant qu'en séance du 16 juin 2017, le collège communal a pris la décision de principe d'accepter ce prêt, sous réserve de l'approbation du conseil communal;

Considérant que les frais d'emballage, de transport et d'assurance (type clou à clou) de la pièce prêtée seront totalement à charge de l'emprunteur;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DÉCIDE

d'approuver le prêt du programme encadré «Ourson et Valentin» (valeur d'assurance : 250,00€) au musée de l'Hospice Comtesse de Lille, dans le cadre de l'exposition sur les marionnettes du Nord, qui se tiendra du 6 décembre 2017 au 18 avril 2018.

66. Musée d'histoire naturelle. Prêt des oiseaux jardiniers satinés et de leur décor de parade au musée d'histoire naturelle de Lille. Approbation.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant que le musée d'histoire naturelle de Lille organisera une exposition intitulée "Bleu !" du 20 octobre 2017 au 2 avril 2018;

Considérant que les organisateurs sollicitent le prêt des oiseaux jardiniers satinés, de leur décor de parade ainsi que du capot en plexiglas de protection;

Considérant que les deux oiseaux jardiniers satinés ont une valeur d'assurance de 8.000,00€, que le décor de parade a une valeur d'assurance de 1.500,00€ et que le capot en plexiglas a une valeur d'assurance de 1.000,00€;

Considérant que le conservateur du musée d'histoire naturelle a remis un avis favorable concernant ce prêt;

Considérant que les frais d'emballage, de transport aller-retour et d'assurance "tous risques" (de type clou à clou) des pièces prêtées seront totalement à charge de l'emprunteur;

Considérant qu'en séance du 23 juin 2017, le collège communal a pris la décision de principe d'accepter ce prêt, sous réserve de l'approbation du conseil communal;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité ;

DECIDE

d'approuver le prêt des deux oiseaux jardiniers satinés (valeur d'assurance : 8.000,00€), du décor de parade (valeur d'assurance : 1.500,00€) et du capot de protection en plexiglas (valeur d'assurance : 1.000,00€) au musée d'histoire naturelle de Lille, dans le cadre de l'exposition "Bleu !" qui se tiendra du 20 octobre 2017 au 2 avril 2018.

67. Musée des Beaux-Arts. Proposition de legs.

Le conseil communal prend la délibération suivante :

Vu le programme stratégique transversal (P.S.T.) 2013-2018 approuvé par le conseil communal le 27 janvier 2014;

Considérant qu'aux termes de son testament, une personne lègue au musée des Beaux-Arts un tableau signé Rick HERMAN;

Considérant que le conservateur du musée des Beaux-arts a remis un avis défavorable, le tableau d'une valeur de 1.000,00€ présentant peu d'intérêt pour les collections du musée;

Considérant qu'en séance du 30 juin 2017, le collège communal a suivi l'avis du conservateur, sous réserve de la décision du conseil communal;

Vu l'avis Positif du Directeur financier du 08/08/2017 rendu conformément à l'article L1124-40, §1er, 3° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Sur proposition du collège communal;

A l'unanimité;

DECIDE

de suivre l'avis du conservateur du musée des Beaux-Arts et de ne pas accepter le legs d'un tableau signé Rick HERMAN, vu le peu d'intérêt que celui-ci présente au regard des collections du musée.

68. Questions

A l'issue de l'examen des points figurant à l'ordre du jour, le **président** d'assemblée invite les conseillers communaux à poser leur question :

1) Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, Simon LECONTE, à propos du déroulement de la braderie de septembre 2017 :

"Notre liste citoyenne est interpellée par certains commerçants pour faire la lumière sur le problème survenu lors du lundi de braderie 2017.

Pourquoi les commerçants de la rue de l'Yser, du Cygne et de la Tête d'Argent ainsi que de la place Crombez n'ont pas eu droit à leur journée de braderie sans en avoir été clairement prévenus auparavant ?

Quels sont les canaux de communication employés par la Ville et Tournai-Commerces pour les annonces ? Pouvons-nous les améliorer ?

Quid d'une étroite collaboration entre tous les services ainsi que de l'élaboration d'un plan clair d'implantation pour éviter cela à l'avenir ?"

Monsieur l'Echevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, répond en ces termes :

"L'association des commerçants est depuis toujours l'unique organisateur de la braderie. La ville de Tournai l'y a autorisée afin que l'association puisse trouver une source supplémentaire de financement.

Comme tout organisateur, l'association des commerçants doit remplir quelques documents administratifs indiquant notamment le périmètre dans lequel se déroulent les activités. Suite à l'insistance des services de police, Tournai Commerces a transmis enfin, à moins de 15 jours de l'évènement, le document demandé alors que le délai de rigueur est normalement de trois mois avant l'évènement et non d'un mois comme le président aime à le souligner.

Pour la petite histoire, dans sa lettre du 29 juillet 2017, il nous demande l'autorisation d'organiser une braderie en 2015...sans plan bien entendu.

Je précise que le document transmis par le président, au nom de l'association des commerçants, n'a fait l'objet d'aucune réunion préalable ni avec les services de police et de secours, ni avec la ville de Tournai. Les arrêtés de police concernant les interdictions de stationnement sont pris strictement sur base des demandes de l'organisateur, en l'occurrence, dans ce cas, l'association générale des commerçants. Si la demande avait été rentrée dans les temps et concertée avec la Ville, les commerçants du quartier Saint-Jacques n'auraient certainement pas eu à subir le préjudice qu'ils connaissent aujourd'hui.

En effet, dans la demande formulée par l'association des commerçants, trois rues commerçantes majeures ont été exclues du périmètre de la braderie : la rue de l'Yser, la rue de la Tête d'Argent et la rue du Cygne. Ces rues qui, par la volonté et le dynamisme des commerçants, se réinventent chaque jour pour attirer davantage de monde dans leur quartier.

Je voudrais préciser que tous les organisateurs sont logés à la même enseigne. Je citerai l'ASBL Carnaval pour le carnaval et Tournai les Bains, l'évènement "L'accordéon moi j'aime", "les Inattendues", les gens d'Ere etc. Aucune de ces associations ne s'est jamais sentie frustrée sous prétexte que nous leur demandions des explications pour le bien de l'évènement et la sécurité de tout un chacun.

Pour bien comprendre l'intérêt de ces réunions, je prendrai pour exemple le dernier carnaval. Ainsi, le parcours de la dernière édition n'était pas celui qui avait été demandé initialement par l'ASBL. En effet, celle-ci souhaitait organiser son cortège en passant par le pont de Fer. Le pont Notre-Dame étant en travaux, il n'y avait plus moyen de passer directement d'une rive à l'autre, ce qui était problématique pour la police et les pompiers. Aussi, avec l'organisateur, nous avons adapté le parcours. Je ne pense pas qu'avant aujourd'hui vous en ayez entendu parler pour la bonne raison que ceci s'est déroulé en bonne concertation entre gens sérieux

prenant en considération les problèmes des uns et des autres. C'est aussi à cela que servent nos réunions de sécurité.

Pour en revenir à la braderie, vous devez savoir que la veille de la braderie, un commerçant m'a téléphoné pour me faire part du problème. Nous sommes dimanche vers 15 heures et à la seconde qui suit cet appel téléphonique, j'ai téléphoné au président des commerçants en lui demandant de me recontacter en urgence.

Je n'ai reçu aucun coup de fil durant l'après-midi. Est-ce de l'insouciance ou de l'impolitesse ? Je vous laisse juger.

J'ai reçu enfin un coup de fil dimanche vers 20 heures 30, non pas du président des commerçants, mais d'un commerçant du quartier des 3 rues me signalant que Monsieur le président faisait le tour des commerces pour signaler que si ces rues n'étaient pas reprises dans le périmètre de la braderie, c'était à cause de la Ville. Brillant et gentleman en plus.

Je pense que vous me connaissez suffisamment pour au moins me reconnaître une qualité, à savoir celle de ne pas me débiter devant mes responsabilités.

Je n'ai pas peur d'assumer les décisions que je prends, je n'ai jamais eu peur d'affronter les vents contraires et je ne pense pas que je sois homme à ne pas assumer mes décisions.

Par contre, j'ai horreur de ceux qui n'assument pas les leurs et que les choses soient claires, je n'assumerai pas leurs faiblesses.

A mon initiative, j'ai rencontré mardi dernier le président de l'association des commerçants avec le commissaire divisionnaire, son adjoint et l'échevine du commerce afin d'évaluer les manquements et convenir d'une méthodologie de travail.

J'avais pu lire dans la presse que le président des commerçants avait contacté la Ville dimanche. A ma question de savoir qui il avait contacté, j'ai été sidéré d'apprendre qu'il s'agissait d'un ouvrier qu'il avait vu dans la rue.

A la question de savoir pourquoi il n'avait pas envisagé certaines réunions en collaboration avec la police, la réponse a été chaque fois la même : on a toujours fait comme cela et la braderie existe depuis 1920.

Lorsqu'on lui a fait remarquer qu'à quelques kilomètres d'ici, la braderie de Lille a été annulée dernièrement pour des raisons de sécurité, la réponse est : on a toujours fait comme cela et la braderie existe depuis 1920.

J'ai demandé à la police de me faire un rapport suite aux difficultés que les agents ont rencontrées vu la réception tardive et incomplète de la demande. J'ai pu recenser...18 problèmes liés à ces manquements.

Parmi ceux-ci :

- Il a été impossible de tenir une réunion technique avec l'ensemble des intervenants (organisateur, police, pompiers, services des travaux, de la voirie, des espaces verts...) afin d'y évoquer les différents aspects techniques et pratiques ainsi que de coordonner les actions de chacun.

Pour information, à quelques jours de l'événement, c'est encore mon collègue et ami Armand Boite et moi-même qui avons dû trouver des solutions pour les blocs de béton. Vous vous doutez bien que l'on ne déplace pas un bloc de béton comme un verre de bière ou une assiette et que, lorsque cela se fait, il faut aussi que les pompiers soient au courant dans l'hypothèse d'un incendie bien évidemment, mais aussi et surtout pour des faits hélas plus fréquents, à savoir le transport en ambulance. Il devait certainement y avoir moins d'ambulances en 1920...

Toujours dans le rapport de police, on peut relever :

- En accord avec la police, les services communaux ont donc dû traiter en urgence la commande des blocs nécessaires à la sécurisation.
- Il a été impossible de tenir la réunion de sécurité avec le fonctionnaire PLANU et l'organisateur. De même, il a été impossible de vérifier si l'organisateur respectait ou faisait respecter les prescriptions de sécurité préalablement à la tenue de l'événement.

Pour l'aspect incomplet de la demande, le rapport de police mentionne :

- La demande (modèle 2) ne décrit pas complètement et précisément le périmètre de l'événement (seulement quelques rues sont inscrites, pas de plan détaillé en annexe comme stipulé dans le formulaire) ce qui fausse l'analyse opérationnelle, entraîne une sous-évaluation de l'effectif réellement nécessaire si on tente de prendre en compte le périmètre réel dans l'urgence, empêche de faire une évaluation correcte du nombre d'obstacles nécessaires à la sécurisation complète du site et empêche d'y interdire la circulation et le stationnement au niveau des rues «oubliées».
- La configuration du plan reçu très tardivement et la légende de celui-ci ne permettent pas de supposer que l'organisateur a oublié d'y mentionner une partie du site, de même que ce plan ne mentionne uniquement que les commerçants ambulants.
- L'absence de listing des participants locaux ou ambulants n'a pas permis de mettre en évidence les lacunes du plan et donc d'y remédier avant la tenue de l'événement.
- L'absence de listing des participants ne permet pas aux services de police d'effectuer un contrôle de sécurité préalable des participants (antécédents et mesures à prendre) et des véhicules utilisés dans le périmètre de l'événement. Cela étant pourtant primordial vu le niveau de menace (niveau 3) pour ce type d'événement repris par l'OCAM.
- L'absence de phasage de l'événement (avant, pendant, après) déterminé ou proposé par l'organisateur a induit des dérives durant l'événement. Par exemple, des ambulants arrivent encore dans le périmètre à 9 heures 30 alors que celui-ci est déjà accessible aux acheteurs depuis longtemps, d'où un risque d'accident.
- L'organisateur a une vision tronquée des principaux risques lors de son événement. Selon lui, il n'y a pas de risque de mouvement de foule lors de la braderie. Cela étant pourtant possible suite à une fausse alerte à la bombe ou suite à un vrai acte terroriste lors de l'événement.
- L'organisateur n'a pas complété la rubrique «moyen de liaison». Cela est pourtant primordial en cas de problème (incendie, accident ou acte terroriste) de pouvoir joindre l'organisateur avec certitude et sans délai afin de pouvoir convenir rapidement de la marche à suivre. Le seul numéro de GSM communiqué est celui du président de l'association (organisateur). Un officier a tenté de le joindre le 11 septembre 2017 à 12 heures 03 et lui a laissé un message demandant de le recontacter. Cet officier attend toujours son appel à l'heure de la rédaction du présent rapport, c'est-à-dire jeudi dernier.

A la lecture de tout ceci, j'ai décidé personnellement de ne plus mettre, à l'avenir, ma signature sur un arrêté de police concernant l'organisation de la braderie si l'introduction de la demande était signée par le président actuel de l'association générale des commerçants.

Pour information non négligeable, si un défaut de prévoyance pouvait m'être imputé dans l'organisation d'un quelconque événement, je serais le seul poursuivi pénalement et je n'ai pas envie de goûter au banc d'un tribunal sous prétexte que la braderie existe depuis 1920 et qu'on a toujours fait ainsi.

Le collègue de vendredi dernier laisse la porte ouverte à l'association générale des commerçants en lui proposant, avant le 15 octobre, de nous faire parvenir une proposition digne de ce nom.

Il ne suffit pas de nous remettre le nom d'un organisateur, celui-ci doit assumer les conséquences de l'organisation.

Je voudrais aussi éteindre la polémique que le président de l'association des commerçants a essayé d'allumer en laissant apparaître que nous émettions des doutes sur leur compte.

Dans le communiqué de presse envoyé à l'issue du collège, il a été demandé qu'on nous donne des garanties sur la répartition équitable entre les différents quartiers, des bénéfices générés par la braderie.

J'avais demandé des éclaircissements mardi dernier, car il me semble logique que si la braderie génère des bénéfices grâce à la Ville, il est normal que cette même Ville demande des explications.

Cela n'a rien à voir avec des suspicions quelconques, mais il faut aussi savoir que certains commerçants, qui ne passent pas par l'association, nous le demandent également.

Tout le monde a à gagner, me semble-t-il, à avoir de la transparence, tant la Ville que tous les commerçants membres ou non de l'association.

Si, maintenant, une majorité de conseillers pensent que ce n'est pas le rôle de la Ville de savoir ce que l'on fait de l'argent public, qu'on me le fasse savoir et j'aviserai en conséquence."

Monsieur le Conseiller communal Tournai Plus, **Simon LECONTE**, réplique en ces termes :

"Dans ma question, je n'avais pas parlé de revenus. Donc, les revenus ne font pas partie de ma question. Par contre, il y a quelque chose qui m'interpelle. On dit que les réunions préparatoires ont été impossibles. La Ville n'a-t-elle pas le moyen de contraindre l'organisateur à mettre en oeuvre ce qui lui est demandé ?"

En bref, l'échevin délégué à la fonction maïorale, **Paul-Olivier DELANNOIS**, lui signale qu'"il y a des gens qui ne comprennent jamais."

Un long débat s'ensuit. Ceci ne manquera pas, selon certains conseillers communaux, de susciter d'autres questions et réactions au conseil communal ou dans la presse.

2) Monsieur le Conseiller communal cdH, Xavier DECALUWE, à propos de l'étude visant à comprendre et analyser le mécanisme commercial dans le centre-ville et ayant traité également à l'ASBL Tournai centre-ville :

"Nous avons appris au mois de juin (mais trop tard pour poser une question au dernier conseil d'avant les vacances) que la majorité allait débloquer 70.000,00€ afin de mener une étude visant à «comprendre et analyser la mécanique commerciale dans le centre-ville». Apparemment, il y aurait 30.000,00€ pour la réalisation de l'étude elle-même et 40.000,00€ pour la mise en oeuvre des conclusions.

Qu'en est-il ? Pourquoi cette nouvelle étude ? Quels sont les résultats attendus ? Qui va effectuer cette étude ? Comment justifier ces montants ? Pourquoi fixer d'emblée la somme de 40.000,00€, sans attendre les résultats de l'étude ?

La liste des questions n'est pas exhaustive mais vous comprendrez qu'on s'interroge sur ces 70.000,00€ dont on n'a jamais parlé précédemment.

Notre étonnement est d'autant plus grand quand on se rappelle que 182.500,00€ sont alloués annuellement à l'ASBL Centre-ville dont l'un des objectifs principaux est le développement du commerce intra-muros.

Quand on reprend le plan stratégique 2014-2018 de cet organisme, 7 axes ont été définis et dans 5 de ces axes, le lien avec le commerce est évident et très fort.

De plus, un plan d'action spécifique 2015-2016 a été présenté. Les choses à faire sont donc bien connues.

Pourquoi dès lors une nouvelle étude ? Certes, des choses ont été réalisées, mais le résultat semble bien maigre. Ne peut-on pas s'atteler à la mise en oeuvre complète de ce plan et s'abstenir d'une dépense complémentaire pour une nouvelle « étude » ?

Mon interpellation aura peut-être plus d'écho quand on repense au « couac » de la dernière braderie où des commerçants ont été privés de « leur » braderie. S'en est suivi par voie de presse, un échange bien triste où chacun se renvoie la balle... Peut-être qu'une vraie coordination et plus de coopération seraient les premières démarches à mettre sur les rails."

Madame l'Echevine du commerce, **Ludivine DEDONDER**, répond en ces termes :

"Je ne reviendrai pas sur la braderie pour laquelle une réponse précise vient de vous être faite et j'avoue ne pas comprendre « intellectuellement » le lien que vous cherchez à établir entre deux dossiers bien distincts. La braderie 2017 était organisée exclusivement par l'association générale des commerçants, tandis que la conduite et l'animation du processus participatif pour le redéploiement commercial sont, quant à elles, initiées par la ville de Tournai.

De la même manière qu'il est primordial de préciser qui est l'organisateur d'un événement et les obligations qui lui sont ainsi conférées, il est tout aussi important de mettre les bons mots sur les actions que nous menons afin de ne pas apporter de confusion inutile dans un brouhaha que d'aucuns semblent vouloir attiser. Ainsi, vous me permettrez d'apporter des corrections en remplaçant le mot « étude » que vous aimez souligner à 6 reprises dans votre unique question, par ce qui est en réalité un processus participatif pour accompagner le redéploiement commercial du centre-ville de Tournai. Le stade de l'étude est largement dépassé. J'y reviendrai dans quelques minutes.

Vous dites avoir appris au mois de juin que la majorité allait débloquer la somme de 70.000,00€ pour mener ce processus. Vous dites vous interroger sur ce montant dont on n'aurait jamais parlé auparavant. Je m'interroge aussi : est-ce de l'amnésie ou de la mauvaise foi ? Ce montant de 70.000,00€ était distinctement inscrit à l'article 104/122-02 du budget ordinaire 2017.

L'échevine des finances vous en a fait explicitement la présentation en commission. Les documents en attestent et je me souviens même en avoir déjà débattu au sein de cette assemblée.

En juin, et sur base de ce budget voté au conseil communal, le collège a donc lancé un marché par procédure négociée directe avec publicité afin de trouver le prestataire le plus à même de conduire et d'animer ce processus participatif.

Il ne s'agit aucunement de réaliser une énième étude. Un plan stratégique a effectivement été réalisé par l'ASBL Tournai centre-ville, le plan d'actions lié au redéploiement commercial a ainsi été esquissé dans ses axes structurants. Ce travail important permet désormais de nourrir une réflexion de terrain en vue de co-construire le plan d'actions opérationnel avec les commerçants, à partir d'un ensemble de propositions à confirmer, affiner, ajuster, amender ou éliminer.

L'offre de commerce doit aussi être en adéquation avec la demande et les attentes des clients potentiels : population locale et visiteurs. Ce pourquoi, le marché porte à la fois sur la tenue, l'animation et la conduite du processus participatif, mais aussi sur la réalisation d'une enquête "consommateurs".

Pour assurer une redynamisation des secteurs, il nous semble également fondamental de développer une vie de quartier, de créer une âme et une appropriation de tous, de manière telle que l'alchimie soit positive entre les habitants, les visiteurs et les commerçants. Le tissu associatif, les acteurs du tourisme, de la culture, de l'animation des quartiers intra-muros,... seront, eux aussi, invités à participer activement.

Suite au lancement du marché, quatre offres de prestation ont été déposées provenant des sociétés Cohesium, UP city, Tr@me et Möbius.

Pour analyser et juger de la qualité de ces offres, un comité d'accompagnement a été constitué. La ville de Tournai a choisi d'anticiper le processus participatif en associant les commerçants dès le début, dans le choix du prestataire qui sera amené à travailler avec nous tous. Ainsi, nous avons demandé à l'association générale des commerçants de désigner trois représentants pour rejoindre ce comité. Celui-ci s'est réuni à deux reprises et son choix sera présenté lors d'un tout prochain collège.

Au niveau du timing, les enquêtes "consommateurs" devraient être réalisées cette année. S'ensuivra, après avoir laissé passer les périodes de rush pour les commerçants, une réunion d'information à destination de tous où seront également présentés les résultats de l'enquête puis les réunions par quartier et, enfin, une réunion globale de synthèse présentant les actions concrètes et les moyens à dégager.

Nous estimons que conduire un processus participatif, si on souhaite qu'il soit neutre et efficace, est un métier à part entière. Dans d'autres dossiers récents (passerelle de l'arche, pont des Trous, ...), nous nous sommes également adjoint les services d'un professionnel.

Il est assez déplaisant à chaque problème de quelconque nature de jeter le discrédit sur les missions de la gestion centre-ville. Ce n'est pas facile à encaisser pour le personnel au regard du travail qu'il accomplit au quotidien.

La stratégie commerciale y a été définie, le processus participatif n'est pas de son ressort. Je pourrais vous dresser la liste des nombreuses actions qui y sont menées pour drainer du flux passant en centre-ville, mais je suis fatiguée de le répéter.

Le contexte économique est ce qu'il est. Vous ne pouvez pas nier que pour beaucoup, il est très difficile de s'en sortir en fin de mois et que, dès lors, les achats se font plus rares. Le problème ne se cantonne pas qu'au centre-ville de Tournai, regardez aussi en périphérie et dans d'autres villes, à Namur, 55 commerces ont fermé en 3 mois !

Alors, en tant que Tournaisien et amoureux de votre Ville, pourquoi ne pas aussi encourager et souligner les initiatives positives ? Cela aura certainement plus d'écho - pour reprendre votre formule - pour donner l'envie aux gens de se rendre dans notre Ville et dans ses commerces.

Pourquoi ne mettez-vous pas en avant que Tournai, via le budget de sa gestion centre-ville, est la seule ville belge qui offre aux nouveaux commerçants un an de loyer gratuit ainsi que des conseils tout au long du processus d'installation de professionnels tous secteurs confondus ?

Pourquoi ne pas mettre en avant que cette initiative a permis à Tournai d'être l'une des quelques rares villes à avoir été choisie par le gouvernement wallon pour le projet CREA SHOP qui permettra d'offrir, en plus de l'année de loyer gratuit, une prime à l'installation et à l'aménagement de 6.000,00€ par commerce ?

Le processus participatif, dont on parle aujourd'hui, est positif et répond à une réelle attente des commerçants d'être acteurs à part entière de leur propre avenir."

Monsieur le Conseiller communal cdH, **Xavier DECALUWE**, réplique en ces termes :

"Il ne faut pas faire un procès d'intention en disant qu'on démolit les commerçants à l'extérieur. Parfois, j'ai l'impression qu'on n'a pas les mêmes oreilles non plus. Je ne crois pas que tous les commerçants de Tournai trouvent la situation aussi bonne que vous venez de la décrire.

Je fais mon mea culpa sur les 70.000,00€ si l'information est passée. Cela m'avait échappé quant à l'utilisation qu'on en ferait. Je ne pense pas non plus que beaucoup de conseillers dans la salle avaient gardé cela en mémoire. Mais c'est un détail.

Ceci étant, tant mieux s'il y a une collaboration qui se met vraiment en place. Je pense aussi qu'il y a encore beaucoup de choses à faire dans le plan stratégique. Je ne dis pas que rien n'a été fait : on a mis des parapluies dans le piétonnier, on a fait d'autres actions, de jeunes entrepreneurs ont eu accès à un bâtiment pratiquement à titre gratuit. Je ne dis donc pas que rien n'a été fait. Je dis qu'en termes de collaboration et de symbiose entre Tournai commerces, l'échevine du commerce, les commerçants, les Tournaisiens, les clients, il y a encore beaucoup de choses à faire. Je me posais la question de l'utilité de mettre encore un processus en route alors qu'on a quand même des pistes pour agir tout de suite. On a un plan stratégique. On a un plan de travail bien fait par ailleurs."

L'échevine du commerce, **Ludivine DEDONDER**, se défend à nouveau de vouloir mettre en place un "truc" en plus.

68.1. <u>Approbation du procès-verbal de la séance précédente. Clôture de la séance publique.</u>
--

Aucune observation n'ayant été formulée en cours de séance, le procès-verbal de la séance publique du 26 juin 2017 est adopté conformément à l'article L1122-16 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation.

Le **président** d'assemblée clôture la séance publique à 22 heures 10, après avoir précisé que la prochaine séance aura lieu le 23 octobre 2017.